

idées

AMÉRIQUE

Deux siècles et deux ans

par ALAIN CLÉMENT

« Rien ne fait mieux comprendre le souverain être que l'impossibilité de le concevoir. »
(Tertullien, cité par Chateaubriand dans sa lettre à Fontanes de décembre 1800).

LES historiens de l'Ouest et de l'Est ont célébré en 1976 le bicentenaire de la révolution américaine. Les premiers coups de feu tirés par les insurgés sur les troupes britanniques déclenchèrent à Reims « tout au bout de la Terre ». N'est-il pas significatif que ce va vers Emerson ait été cité par l'ancien président Sukarno dans son discours d'ouverture de la conférence de Bandung qui coïncidait avec le cent quatre-vingt-septième anniversaire de l'immortelle fusillade ?

Pourtant, si son écho demeure vibrant, ses ondes de choc n'atteignent pas loin. La sédition victorieuse de colonie américaine entraîna les révoltes, elle n'enleva pas la planète. Certes, l'imagination était alors en Europe, un peu partout, contre le pouvoir, et l'exploit américain très brillamment orchestré, fit passer un vent de contestation sur « les trônes et les dominations » du Vieux Monde. Mais concordances et consonances ne suffisent pas à créer une cause. La Révolution française n'est

pas la fille de la révolution américaine, malgré tout ce que la première, au moins à ses débuts, emprunta à la seconde. C'est bien plus tard, lorsque l'Amérique devint la jeune république d'outre-Atlantique qui sera secouée par les remous intérieurs et extérieurs, qui ne tarderont pas à provoquer les suites de 1789 — ce 1789 qui est à l'intersection de deux mouvements en sens contraire : le départ de l'« escalaude », la révolutionnaire française, et la reconsécration de la tradition d'une nouvelle légitimité consacrée aux Etats-Unis par la ratification populaire de la Constitution baptisée à Philadelphie.

En dépit des atrocités dont il fut entaché, l'esprit de 89 bouleversa la carte du continent européen et y creusa des traces profondes. Le « Spirit of '76 », ne franchit l'Océan que par effet de rayonnement abstrait. Tocqueville avait bien vu que, s'il y avait des paraboles échelées à extraire de la démocratie américaine, celle-ci ne s'exporterait pas. Fût-ce à la porte à côté, en Amérique latine.

Des Anglais « livrés à eux-mêmes »

Sans doute ne manque-t-on pas d'ingénieries raisons pour expliquer qu'il n'y ait pas eu tout de suite un message révolutionnaire américain. Et d'abord, n'est-il pas révolutionnaire ? Il y a plus d'un demi-siècle que les historiens américains en débattent entre eux sans aboutir à une conclusion ni même à des thèses nettement tranchées. Ce qui, en revanche, ressort clairement de ses grandes tentes, à commencer par la Déclaration d'indépendance, c'est la volonté de colons américains se réclamant frénétiquement d'une continuité quasiment préhistorique, et intrinsèquement conservatrice, qu'elle invoque le droit naturel ou la coutume d'autogestion politico-administrative léguée par la couronne britannique.

De plus, les dangers de « débordement » de l'insurrection américaine furent conjurés du fait même que, à la différence de tant d'autres, elle garda les membrures de son organisme jusqu'à la stabilisation qui suivit son triomphe. Cette révolution-là n'a pas « dévaporé ses enfanzas », pour reprendre une formule classique. Elle les a élevées dans le respect de ses « pères fondateurs » et de leur modération légaliste. Peut-être même est-elle remontée dans sa généalogie plus haut que la « paternité » immédiate, et toutefois ne serait alors nulla part ante la morte, puisque l'« avenir » garde les Américains non pas comme une race nouvelle, mais comme des Anglais « livrés à eux-mêmes », démonétisés, décapités de la trame des élites et des peasantries héréditaires, retrouvant l'énergie primitive et presque sauvage de leurs lointaines ancêtres.

Quoi d'étonnant, dans cette perspective, qu'une révolution si bien tenue en main, si fortifiée accrochée à l'acquis du passé, soit privée des vertus bourgeois évidentes par rapport à la future sociale même à quelconque « projet de société » ? Non que ses initiateurs et ses apologistes n'aient pas eu conscience des « antagonistes de classe » et du paradoxe éclatant qu'il y avait à se dresser contre la « tyrannie »

cain ? Mais cette fois, cette révolution agricole d'abord, industrielle ensuite, produisit un effet diamétralement opposé. L'effacement de partout, réorienta les circuits traditionnels d'échange, renverse la vapeur en attendant d'inventer l'électricité. Elle est dans la place avant d'en avoir fait le siège. La technique fait pointer à l'horizon l'immanence d'un instantané mondial.

Sur le moment, cette transformation n'est pas comprise. En effet, plus tard, après une période convulsive et de combat, l'Europe demande au point de « pas américain » ? elle est à nouveau soit occultée, soit en proie à une mutation qui nous échappe. Récaptions : le verbe « s'américaniser » semble avoir été une trouvaille littéraire consacrée aux Etats-Unis par la ratification populaire de la Constitution baptisée à Philadelphie.

En dépit des atrocités dont il fut entaché, l'esprit de 89 bouleversa la carte du continent européen et y creusa des traces profondes. Le « Spirit of '76 », ne franchit l'Océan que par effet de rayonnement abstrait. Tocqueville avait bien vu que, s'il y avait des paraboles échelées à extraire de la démocratie américaine, celle-ci ne s'exporterait pas. Fût-ce à la porte à côté, en Amérique latine.

L'équation brouillée

Les « orages désirés » arrivent en chaîne. En 1945, les « nationalités », toutes exangues et déclimatées, la plupart coupables, sont jointes au sein des « Deux Grandes » multinationales. La guerre froide achève de les dégager. C'est la belle époque du disconfort sur la technique nivellante et les « blocs » cimentés. Désarticulation d'une nation les plus entières dans son particularisme. Zbigniew Brzezinski poussé à l'extrême, la logique de la situation. Que raconte-t-on pas à son sujet ? Francfort, « ville américaine ». La R.F.A., tête de pont de l'empirialisme américain en Europe ; Bonn, « aux ordres » de Washington, etc. Tout cela sera-t-il vrai que l'évolution récente de l'Allemagne, et plus généralement, l'effacement décalqué de la réalité américaine, en présente la face inverse. Elle s'est reconstruite en relevant ses villes avec une intelligence du présent et un amour du passé, un génie de la « géographie humaine » interurbaine qui font apparaître comme tantôt pharaoniennes, tantôt mièvres et primitives toutes villes, tentatives de redynamisation des cités américaines successives, elles non par des bombes ennemis, mais par la main de leurs habitants.

Aussi aurait-on mauvaise grâce à se plaindre d'une « invasion » américaine. Ce sont plutôt les carrioles d'une déroute qui défilent sous nos yeux. Malgré ces puissantes instruments de conditionnement transnational du goût et des mœurs que sont la radio et la télévision, le Japon, l'Angleterre, l'Italie et bien d'autres pays restent conformes à eux-mêmes, leur expansion commerciale faisant perdre leur irréductible identité au lieu de l'abolir. Il y a modernisation générale, non « modernité » généralisante.

Le cas le plus frappant de cette ré-incarnation est celui de la République fédérale d'Allemagne. Que raconte-t-on pas à son sujet ? Francfort, « ville américaine ». La R.F.A., tête de pont de l'empirialisme américain en Europe ; Bonn, « aux ordres » de Washington, etc. Tout cela sera-t-il vrai que l'évolution récente de l'Allemagne, et plus généralement, l'effacement décalqué de la réalité américaine, en présente la face inverse. Elle s'est reconstruite en relevant ses villes avec une intelligence du présent et un amour du passé, un génie de la « géographie humaine » interurbaine qui font apparaître comme tantôt pharaoniennes, tantôt mièvres et primitives toutes villes, tentatives de redynamisation des cités américaines successives, elles non par des bombes ennemis, mais par la main de leurs habitants.

Aussi aurait-on mauvaise grâce à se plaindre d'une « invasion » américaine. Ce sont plutôt les carrioles d'une déroute qui défilent sous nos yeux.

Le violon de M. Violet

par GABRIEL MATZNEFF

DANS son Voyage en Amérique, Chateaubriand décrit sa rencontre avec M. Violet, maître de danse chez les Iroquois : « Parmi des hommes et des femmes peinturlurés, emplumés, le corps à demi-nu, un petit Français poudré et frisé à l'ancienne, en habit vert pomme et jabot de mousseline. M. Violet, en me parlant des Indiens, me disait toujours : « Ces messieurs sauvages et ces dames sauvagesses... » Il se louait beaucoup de la légèreté de ses écoliers : « En effet, je n'ai jamais vu faire de telles gambades. M. Violet, tenant son petit violon entre son menton et sa poitrine, accordait l'instrument fatal ; il créait en Iroquois... A vos places ! » et tout ce temps sautait comme une bande de démons. »

M. Violet est mort, les Iroquois ont été exterminés, et il n'est que d'écouter la radio française, ou d'entrer dans une boîte de nuit, à Paris ou en province, pour se convaincre que, de nos jours, c'est la France qui danse sur des airs et des rythmes américains. Telle est la revanche des quakers, dont Chateaubriand, qui préférât les Indiens aux colons, reliait l'esprit ensemble puritain et mercantile. Mais s'agit-il encore de quakers ? L'immigration étrangère, qui, depuis près de deux siècles, s'incorpore sans cesse à la population des Etats-Unis, a détruit sa fugitive homogénéité. « Ou les races se mélangent jallit la source de la culture », note Nietzsche dans un écrit posthume (1). Cela est possible, mais de ces amalgames cosmopolites naissent aussi les tensions contradictoires.

Il semble toujours difficile d'être de gauche et de faire de dire que la sympathie pour l'Amérique est née vue à gauche ? Cela n'est pas évident. M. Michel Poniatowski, dans sa préface à l'édition Chateaubriand en Amérique (3), de Christian Bezin, parle du « choc amé-

La douloureuse passion

par PHILIPPE DE SAINT-ROBERT

L'INCOMPREHENSION qui existe entre l'esprit français et l'Américain Way of Life ne date pas de l'époque de quelques vérités premières par le général de Gaulle. Il suffit à cet égard de reprendre l'ouvrage consacré il y a tout juste dix ans par Michel Poniatowski à *Talleyrand aux Etats-Unis* (1) : « Il existe, y écrit cet homme politique qui ne passe pas pour particulièrement hostile aux Américains, entre le génie de notre pays et le génie américain un impondérable qui les écarte l'un de l'autre, qui les agace l'un l'autre... » Et notre auteur de citer les relations de voyage de nombreux émigrés français qui étaient loin d'être tous des légitimistes, lesquels étaient plutôt à Coblenz ou à Londres. Voici ce qu'écrivit par exemple, dix ans après la proclamation de la République américaine, le chevalier de Beaufort : « L'Américain ne perd aucune occasion de s'ennuyer. L'homme ici pèse tout, calcule tout et sacrifie tout à son intérêt. »

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique partagent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'altercation de fascination et de répulsion.

Il y a quelque chose de curieux dans leur rapport à l'autre.

Le France et l'Amérique

diplomatie

LA VISITE EN FRANCE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

LE DISCOURS DE M. CARTER AU PALAIS DES CONGRÈS

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Voici les principaux extraits du discours prononcé mercredi soir 4 janvier par le président Carter au Palais des congrès :

M. Carter a commencé son allocution par un vibrant éloge de la démocratie, « la norme de notre civilisation occidentale ».

Il a ensuite défié les Etats-Unis à faire face à l'ordre du jour de la démocratie.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique. Cela nous oblige à prouver à nouveau que nous possédons la discipline nécessaire pour servir l'intérêt futur autant que présent, de sorte que les groupes qui s'opposent sur la scène nationale n'engendrent pas le chaos et la discorde mais une nouvelle harmonisation des efforts en vue du bien commun. (...)

Mon pays peut et veut se joindre à ses partenaires afin de développer cette force d'engagement et de responsabilité sur la voie menant à la croissance et à une plus grande prospérité.

L'Amérique s'emploiera à maintenir la force du dollar, à injecter un nouveau pouvoir d'achat dans l'économie grâce à importants abattements fiscaux, à réduire le chômage et à maîtriser l'inflation.

Nous travaillerons avec nos partenaires économiques dans le cadre des négociations commerciales de Genève, à accélérer leur propre avancement. Car le but que vous vous êtes fixé vous et vos associés au sein de la Communauté européenne, n'est rien moins que la transformation de l'amélioration de relations entre les Etats issus de traditions anciennes, d'une histoire spécifique pour chacun, et également leurs de leurs réalisations nationales.

La quatrième tâche qui figure sur le nouvel ordre du jour de la démocratie, c'est l'effort des Européens pour faire converger leur volonté de croissance et à une plus grande prospérité.

Nous devons également assurer la stabilité de notre balance commerciale.

Le discours a été donné à l'ordre du jour de la démocratie.

Il a ensuite défié les Etats-Unis à faire face à l'ordre du jour de la démocratie.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Le discours a été lancé à notre ordre démocratique.

STERN

depuis 1840

• GRAVEVR. cartes de visite, invitations
La distinction d'une gravure traditionnelle.
nouveau département
"Sociétés" pour cartes et papiers à lettres de belle qualité

Atelier : 47 Passage des Panoramas - PARIS 2^e - Tél. 236.94.48 - 508.86.45

SOLDES

ALEXANDRE
FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1^{er})

L'ÉCOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS
organise sous le haut patronage de la CHAMBRE DE COMMERCE
FRANCO-ARABE et avec le concours de la FONDECA, une

Semaine Islamique

DU 16 au 20 JANVIER 1978
79 Avenue de la République 75011 Paris (métro Saint-Maur)

• 5 TABLES RONDES animées par Mme CHARLES DOMINIQUE
Messeigne AUST - AL-HALLAQ - AROUK - ARNAUD -
AUSTRIK - BALUSSEAU - BEN BOUTA - BENCHIKH -
BERRADA - BLAMONT - BLANC - BLUMEREAU - BOISOT -
BONNIN - BOURLET - BRUN - CHEVALLIER -
DEMENEVRAIS - DESPARAIRES - DETHITZ - DOUILLET -
DUBOIS - HALIF - LELONG - LEVEAU - LOUCET - MACKEN -
MONNIER - MORGUE - PEAT - PINGUE - PROST -
ROBINSON - SARIEZ - TAMER - TROUPEAU - TURKI -
sur des thèmes économiques, culturels et linguistiques.

• CENTRE D'INFORMATION - ANIMATION CULTURELLE
Pour recevoir le programme détaillé, tarif et timbre à
l'ESCP 79 Av de la République 75011 Paris - Tél : 355.93.05

MONDIAL MOQUETTE

PRIX CHOIX STOCK

OFFRE LIMITÉE

REMISE: 10%
EXCEPTIONNELLE
à la caisse sur
tout le stock

Moquette, Aiguilleté
Plastiques, Tapis etc.

POSES ASSUREES

PARIS 1^{er} : 114, rue Damrémont
Tél : 036-05-73

SAINT-DENIS : 73, rue de la République - Tel : 820-92-95

BAGNOLET : 161-163, avenue Pasteur - 5 mn Pte des Lilas
Tél : 361-16-48

BOULOGNE : 82 Bis, rue Galloni. Tel : 603-45-12

COIGNIERES (Y 10) : près Trappes route du Pont d'Aulneau
Tél : 461-70-12

FOSSES-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses. Pres
gare S.N.C.F. - Tel : 471-03-44

APPORTEZ VOS
DIMENSIONS

MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean Jaurès, RN 5,
Tél : 375-44-70

SARCELLES : 29, av. Division Leclerc, RN 16 route de Chantilly
Tél : 950-00-77

PARIS 1^{er} : 40, quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz
Tél : 584-72-38

PARIS 14^{er} : 90, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans
Tél : 539-33-62

PARIS 19^{er} : 144, bd de La Villette. M^e Colonel-Fabien et J.-Jaurès - Tél : 203-00-73

DIPLOMATIE

LA TOURNÉE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

APRÈS LA RENCONTRE D'ASSOUAN

M. Begin : il ne peut y avoir d'autodétermination des arabes palestiniens au sens du droit et de la pratique internationale

De notre correspondant

Jérusalem. — La rencontre Carter-Sadate d'Assouan, qui a été suivie par les médias de ceux qui redoutent un rapprochement entre Israël et les Etats-Unis, a suscité de nombreuses réactions américaines et dans laquelle certains voyaient même une façon de « courtoiser » les négociations bilatérales qui s'ouvraient le 15 janvier à Jérusalem, finalement reportées à dimanche, dans leur conviction que le président égyptien et le premier ministre israélien sont déjà parvenus à un accord tacite sur les principes généraux de la paix.

Le président américain aurait été quelque peu surpris par cette demande tout à fait étrangère aux habitudes américaines et peu usuelle aussi d'entre pays européens. Il n'en aurait pas moins donné son accord. De plus, lors, cependant, la Maison Blanche a mis au point une doctrine. Lorsqu'il est à Washington, le président ne reçoit pas les chefs des oppositions européennes ; ceux-ci rencontrent le vice-président, M. Mondale. C'est précisément parce qu'il refuse ce « traitement » que le chef de la C.D.U. ouest-allemand, M. Kohl, a annulé sa visite qu'il devait faire à Washington le 15 de l'an dernier. En revanche, M. Carter s'est toujours dit disposé à recevoir à son ambassade ou à sa résidence, lorsqu'il sera en tournée à l'étranger, les personnalités du pays hôtes qui en font la demande. A condition, bien sûr, que « l'emploi du temps le permette ». — M. T.

• L'Union solidaire (extrémiste droite, proche du Front national) a estimé mercredi 4 janvier : « La visite du président américain Carter répondant à l'invitation de M. Giscard d'Estat confirme, s'il en était besoin, la dépendance de plus en plus visible de la politique française face à l'indépendance américaine. De la même façon que nous refusons l'indépendance arabe, nous ne pouvons admettre la tutelle de l'imperialisme américain faussement libéral. La volonté de domination américaine sur l'Europe est flagrante (...) ».

• La Nouvelle Action française (NAF, royaliste) a déclaré mercredi 4 janvier : « Les actes d'indépendance du gouvernement français aux intérêts de l'imperialisme américain ». La NAF a ajouté : « La réintroduction camouflée de la France dans l'OTAN a abouti à un abandon de la politique gaullienne d'indépendance nationale. M. Mitterrand, en se précipitant pour rencontrer le président Carter et se servir à des fins sorties électorales de la caution américaine, ne fut pas davantage preuve de dignité ».

Mme CARTER
A BEAUBOURG

« Very interesting and exciting museum », a écrit Mme Rosalynn Carter sur le livre d'or, à la fin de sa visite, mercredi 4 janvier, au Centre Georges Pompidou. Pendant plus d'une heure, l'épouse du président des Etats-Unis accompagnait Mmes Giscard d'E斯塔, Barre et Mme Ponti, directrice du Musée national d'art moderne, au milieu de la foule des visiteurs.

Guide par M. Pontus Hulten, qui commentait en anglais, Mme Carter s'est arrêtée devant les Matisses et les Dufy fauves, un Picasso bleu, un Chagall russe, la Tour Eiffel de Delaunay, une sculpture constructiste de Pevsner. Elle a remarqué la chaise électrique de Warhol, et exprimé un discret étonnement devant les Bondiques de Beuys, brio-brac surréalistes et détruits de la société contemporaine.

Le reste de la visite du Centre Beaubourg a été l'occasion de lecture et à l'exposition. La ville et l'enfant fut fait au pas de course, réglé par un service de sécurité débordé par la curiosité sympathique du public.

• Un juge fédéral de Kansas-City (Kansas) a rejeté le vendredi 30 décembre, une injonction de M. Robert Doyle, sénateur républicain de cet Etat, visant à interdire la visite à la fin de l'année de la couronne de Saint-Bernard, symbole de la nation hongroise. Malgré l'opposition de groupes d'immigrés hongrois aux Etats-Unis, l'administration américaine a décidé néanmoins que le détenteur, M. Cyrus Vance, remettait la couronne — qui se trouve aux Etats-Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale — aux autorités hongroises lors de sa visite à Budapest les 6 et 7 janvier. — (Reuters.)

Selon la télévision américaine, ce projet a été fondé sur les assurances égyptiennes quant à l'internationalisation des détroits de Tiran et la décolonialisation de la plus grande partie de Syrie. Si l'Egypte revient sur ces assurances, le projet ne sera plus valable, a précisé le commentateur.

TASS : le président américain n'a pas trouvé chez les Arabes de partisans de la politique de M. Sadate.

(De notre correspondant.)

Moscou. — Dans un communiqué intitulé « Colloque anti-arabe » organisé par de nombreux intellectuels et universitaires russes, il y a un article de M. Sadate, qui se présente comme « un ratisseur de cette ville aux tentatives des Etats-Unis de débloquer la politique des arrangements séparés avec l'Israël, pratiquée par les régimes arabes dans modérés que la politique de Moscou et de l'Egypte ». On relève ici avec intérêt qu'au cours d'une interview à la chaîne de télévision américaine ABC, le chef de l'Etat égyptien a évoqué l'absence de « sens de responsabilité » de l'O.L.P. depuis la mort de Yasser Arafat.

Bien que le gouvernement n'ait prévu aucune concession territoriale en Cisjordanie, le retour à la scène politique du roi Hussein, annoncé par le président Sadate, est généralement bien accueilli. Le rôle du parti des délégués de l'O.L.P. dans la lutte contre l'Etat d'Israël est également très important. Cela a été souligné par l'intermédiaire d'un comité tripartite israélo-jordanien-palestinien appelé à trancher sur toutes les questions ayant trait à l'avènement de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Le résultat, lorsque le compromis auquel œuvre actuellement le président Carter, aille dans le sens de la création d'une entité palestinienne, sera indéniablement lié à la Jordanie.

M. Begin a confirmé que le président Carter lui avait adressé un message par radio-téléphone de l'avion qui le menait d'Assouan à Paris pour le mettre au courant des résultats de sa rencontre et lui transmettre les conclusions du président israélien. « Cela amène ses discussions et le contact personnel que le président Sadat et moi-même avons eu réussie à établir constitue un élément positif important de la négociation », a déclaré le premier ministre. — (Interim.)

CONNUS POUR SES POSITIONS MODÉRÉES

Le représentant de l'O.L.P. à Londres est assassiné dans son bureau

L'O.L.P. a, dans un communiqué publié à Beyrouth, imputé mercredi soir 4 janvier la responsabilité morale du meurtre de son représentant à Londres, M. Saïd Hammami, aux autorités britanniques — tant que ces dernières n'auront pas identifié les criminels.

Dénommant ce « crime ignoble », l'O.L.P. affirme que les assassins, criminels stipendiés, ennemis du peuple palestinien, n'échapperont pas au châtiment et que la révolution palestinienne les traquera ainsi que les instigateurs du crime. Le communiqué ajoute que le comité exécutive de l'O.L.P. et le comité central du Fatah ont perdu en la personne de M. Hammami un « militant éminent » et un « diplomate chevronné ».

De notre correspondant

Londres. — M. Saïd Hammami, représentant de l'Organisation de libération de la Palestine à Londres, tel qu'il était installé depuis sept ans, a été abattu, mercredi après-midi 4 janvier, de trois balles de revolver. Son assassin, décrit par la police comme un « jeune homme brûlant », bien que poursuivi par plusieurs étudiants arabes travaillant dans les locaux de la Libye arabe à Green Street, a pu pénétrer dans la foule d'Oxford Street.

L'assassin avait pris rendez-vous avec M. Hammami en donnant un nom que la police n'a pas encore voulu révéler. Après avoir fait fonctionner la sonnette de sécurité, il fut admis dans le bureau du conseiller où se trouvait le directeur de l'O.L.P. Les deux hommes étaient seuls. Usant d'un revolver munis d'un silencieux, l'assassin tira par trois fois. Atteint à la tête, M. Hammami succomba aussitôt. Il avait, quand le l'assassin le retrouva, un cigare allumé entre les doigts. L'assassin boucla les étudiants dans le corridor, drapé dans un drapeau de son pays. La police n'a pas la possibilité de faire un plus précisément, sans apporter tortefois d'autres précisions. Pour le moment, elle n'establebit pas de lien entre l'assassinat de M. Hammami et l'explosion d'une bombe dans une automobile qui avait provoqué la mort de deux membres de l'ambassade de Syrie. Il est en tout cas établi que l'assassinat avait été soigneusement préparé.

Dans la soirée, la protection accordée aux missions diplomatiques d'Izrael et des pays arabes a été renforcée et la surveillance des aéroports et les unités de Scotland Yard dont la brigade antiterroriste a immédiatement commencé son enquête. Apparemment, les locaux de la Ligue arabe où M. Hammami avait son bureau, n'étaient pas protégés, et un seul homme gardait la porte de la pièce où il recevait ses visiteurs. Le représentant de l'O.L.P. était, en effet, un homme d'un caractère doux, connu et apprécié des milieux politiques et des journaux auxquels il arrivait régulièrement des lettres de mise au point présentant l'organisation sous un jour le plus « respectable ». À plusieurs reprises, il avait réussi tout lien avec les groupes terroristes se réclamant de l'O.L.P., précisant que l'organisation elle-même dénonçait le terrorisme.

En 1974, il avait donné une interview au *Jerusalem Chronicle*, qui plaidait en faveur de pourparlers de paix entre Israël et les Palestiniens. M. Hammami recommandait la coexistence pacifique entre Israël et un « mini-Etat » à l'ouest de Jérusalem, la rive occidentale de la Jordanie et la bande de Gaza, formule qui pour beaucoup était considérée comme un compromis unacceptable. M. Hammami pensait que les Juifs et les Palestiniens arabes devaient « apprendre à vivre ensemble » dans des Etats séparés avec « échange et dialogue » sur la question de l'ambassade de Syrie. Il est en tout cas établi que l'assassinat avait été soigneusement préparé.

Dans la soirée, la protection accordée aux missions diplomatiques d'Izrael et des pays arabes

HENRI PIERRE.

Le 14 juillet 1974, M. Saïd Hammami avait quitté la France à la suite de la création de l'Etat d'Izrael, en 1948. Il avait fait ses études privées en France, à Paris, et à l'université de Damas. En 1967, il rejoignit la branche militaire du Fatah, principal mouvement palestinien, et participa à plusieurs combats, notamment sur les hauteurs supérieures du Golon et dans la vallée de Jérusalem. Après les événements de septembre 1970, il fut nommé représentant de l'O.L.P. au Liban.

fédérale

GENEVE

Mozambique

Cuganda

République

فكتن من الأصل

US-UNIS

ASSOUAN

Le président américain ne pas trouver chez les partisans de M. Sadate.

Le autre correspondant — Dans le Cambodge, un bulletin d'informations concernant la célébration du deuxième anniversaire de l'adoption de la Constitution du Cambodge démontre que l'agence vietnamienne d'information a diffusé pour sa part une interview de M. Pham Van Dong. Le premier ministre vietnamien accuse le Cambodge de s'être retiré en avril 1977 d'un « comité de liaison bipartite chargé du règlement des incidents de frontière entre les deux pays ». M. Pham Van Dong a appelé « les deux frères et amis des peuples du Vietnam et du Cambodge à apporter une contribution positive à la consolidation de la solidarité entre le Vietnam et le Cambodge et à s'abstenir de toute action susceptible de porter préjudice à l'amitié entre les deux peuples ».

La radio de Vientiane a indiqué mercredi que le Laos souhaitait que le Vietnam et le Cambodge mettent un terme à un conflit qui a porté une grave préjudice à la cause des deux peuples.

Le Nord, qui, après avoir fait état d'une lettre du premier ministre cambodgien au président Kim Il-sung, a diffusé une déclaration du gouvernement vietnamien réfutant les accusations de Phnom-Penh, semble adopter une attitude neutre.

Cuba, en revanche, a pris position en faveur de Hanoi. En invitant à Phnom-Penh plusieurs diplomates en poste à Pékin, le gouvernement cambodgien cherche sans doute à sortir de son isolement diplomatique.

Pékin. — Plusieurs ambassadeurs en poste à Pékin représentants de pays scandinaves, africains et asiatiques (Suède, Danemark, Finlande, Malaisie, Tanzanie et Népal) ont été invités par le Cambodge à se rendre cette semaine à Phnom-Penh. Pour cette dernière d'entre eux ce voyage était prévu depuis plusieurs semaines et doit être l'occasion de leur présentation de lettres de créance. D'autres, en revanche, ont déjà rempli cette formalité et ont été invités plus récemment à prendre l'avion régulier qui quitte Pékin samedi pour Phnom-Penh et dans lequel se trouvera également l'ambassadeur du Cambodge à Hanoï.

Si l'on comprend mieux aujourd'hui pourquoi ces quelques jours dans la capitale khmère, après avoir quitté son poste. On croit savoir toutefois que certains des diplomates ainsi conviés ont réservé leur réponse, compte tenu des circonstances.

S'agit-il d'une coïncidence dans certaines dates, cette journée à l'intention des diplomates n'en prend pas moins un sens tout particulier quelques jours après l'appel à l'opinion mondiale lancé le 31 décembre par le gouvernement du Cambodge à propos de son conflit avec le Vietnam. L'un des rares points qui est aujourd'hui acquis dans cette affaire est que l'initiative de la partie souveraine au grand jour a été prise par Phnom-Penh et de toute évidence en faveur de Pékin. En invitant des diplomates à se rendre dans leur capitale, les Cambodgiens font un pas de plus pour mobiliser l'opinion étrangère en leur faveur.

Des indices convaincants font au contraire penser que Hanoi a été pris de court pour cet appui soutenu au monde extérieur. Des représentants du Vietnam à Pékin ont d'ailleurs affirmé à des inter-

LE CONFLIT ENTRE HANOI ET PHNOM-PENH

Le Cambodge invite plusieurs diplomates en poste à Pékin à se rendre dans sa capitale

De notre correspondant

La radio cambodgienne n'accordait, dans ses émissions du jeudi 5 janvier, qu'une place secondaire au conflit avec le Vietnam, son bulletin d'informations concernant la célébration du deuxième anniversaire de l'adoption de la Constitution du Cambodge démontre que l'agence vietnamienne d'information a diffusé pour sa part une interview de M. Pham Van Dong. Le premier ministre vietnamien accuse le Cambodge de s'être retiré en avril 1977 d'un « comité de liaison bipartite chargé du règlement des incidents de frontière entre les deux pays ». M. Pham Van Dong a appelé « les deux frères et amis des peuples du Vietnam et du Cambodge à apporter une contribution positive à la consolidation de la solidarité entre le Vietnam et le Cambodge et à s'abstenir de toute action susceptible de porter préjudice à l'amitié entre les deux peuples ».

La radio de Vientiane a indiqué mercredi que le Laos souhaitait que le Vietnam et le Cambodge mettent un terme à un conflit qui a porté une grave préjudice à la cause des deux peuples.

Le Nord, qui, après avoir fait état d'une lettre du premier ministre cambodgien au président Kim Il-sung, a diffusé une déclaration du gouvernement vietnamien réfutant les accusations de Phnom-Penh, semble adopter une attitude neutre.

Cuba, en revanche, a pris position en faveur de Hanoi. En invitant à Phnom-Penh plusieurs diplomates en poste à Pékin, le gouvernement cambodgien cherche sans doute à sortir de son isolement diplomatique.

Si l'on comprend mieux aujourd'hui pourquoi ces quelques jours dans la capitale khmère, après avoir quitté son poste. On croit savoir toutefois que certains des diplomates ainsi conviés ont réservé leur réponse, compte tenu des circonstances.

S'agit-il d'une coïncidence dans certaines dates, cette journée à l'intention des diplomates n'en prend pas moins un sens tout particulier quelques jours après l'appel à l'opinion mondiale lancé le 31 décembre par le gouvernement du Cambodge à propos de son conflit avec le Vietnam. L'un des rares points qui est aujourd'hui acquis dans cette affaire est que l'initiative de la partie souveraine au grand jour a été prise par Phnom-Penh et de toute évidence en faveur de Pékin. En invitant des diplomates à se rendre dans leur capitale, les Cambodgiens font un pas de plus pour mobiliser l'opinion étrangère en leur faveur.

Des indices convaincants font au contraire penser que Hanoi a été pris de court pour cet appui soutenu au monde extérieur. Des représentants du Vietnam à Pékin ont d'ailleurs affirmé à des inter-

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

LE PARQUET FÉDÉRAL DE KARLSRUHE a annoncé l'arrestation, le 29 décembre, d'un homme et d'une femme, domiciliés aux Pays-Bas et soupçonnés d'espionnage en R.F.A. au profit d'une « puissance de l'Est ». Les deux personnes, originaires d'Allemagne de l'Est, vivaient sous une fausse identité à Sittard, aux Pays-Bas. — (AFP)

Haïti

UNE LENTE AMÉLIORATION DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME est constatée en Haïti, indique la Commission internationale de l'ONU, dont la séance à Genève. Un nouveau tribunal de sûreté de l'Etat a été créé, sur le modèle de la Cour de sûreté de l'Etat-française. Il devait entrer en fonction en octobre, mais le gouvernement haïtien, en libérant une centaine de prisonniers politiques et en amnistiant onze opposants exilés, a affirmé que la session prévue n'a pas eu lieu. « Il ne reste plus maintenant de prisonniers politiques en Haïti ». La C.I.J. estime, cependant, qu'en compte encore quelque six cents. Elle conclut que la relative amélioration de la situation « est due, sans aucun doute, en partie aux pressions exercées par les pays dont Haïti dépend pour ses besoins économiques essentiels ». — (Corresp.)

Iran

LE PREMIER MINISTRE IRANIEN, M. DJAMCHID AMOUZEGAR, a été élu le mercredi 4 janvier secrétaire général du « Raslatkiz » (Rénouveau national), seule formation politique autorisée dans le pays. Il succède au docteur Mohammed Baheri. M. Amouzegar avait occupé

les fonctions de secrétaire général pour la première fois en octobre 1976, succédant à M. Roveyda, ancien premier ministre. Il avait renoncé à ce poste en décembre dernier, mais a été nommé au poste de secrétaire général du Raslatkiz, mais le chef a décidé que le même homme devait assurer la direction du gouvernement et celle du parti. — (Reuter.)

Italie

UN ATTENTAT CONTRE LE SIÈGE ROMAIN DU JOURNAL IL CORRIERE DELLA SERA fait un blessé grave le 4 janvier après-midi. Deux jeunes gens arrivés sur une motocyclette ont jeté plusieurs cocktails molotov dans le hall d'entrée du quotidien avant de fuir la fuite. Le portier a été grièvement brûlé lors du début d'incendie provoqué par l'explosion. — (A.P.P.)

Mozambique

LE GOUVERNEMENT DE MAPUTO a annoncé mercredi 4 janvier sa décision de nationaliser les banques étrangères — toutes portugaises — « afin de contrôler les ressources financières du pays et de canaliser les capitaux dans un sens favorable au développement économique ». — (A.P.P.)

Ouganda

LE MARÉCHAL IDI AMIN a lancé, le mercredi 4 janvier, une violente attaque contre la hiérarchie chrétienne d'Ouganda, lui reprochant d'« exercer à des activités politiques sous couvert de religion, et de menacer ceux de ses fidèles qui veulent se convertir à l'Islam ». — (A.P.P.)

Pérou

QUATRE PAYSANS ONT TROUVÉ LA MORT, et dix autres ont été blessés, le 28 décembre, au cours d'affrontements avec la police dans le village de Huarsz, dans le nord

ASIE

Inde

DES FANATIQUES HINDOUS SERAIENT RESPONSABLES DE LA CATASTROPHE AÉRIENNE DE BOMBAY

Bombay (A.P.P.). — Un groupe terroriste hindou, rattaché à la secte fanatique hindoue Anand Marg, aurait provoqué la catastrophe aérienne de Bombay (deux cent treize morts), le 1^{er} janvier.

Ce groupe — l'Organisation du peuple pour la vérité universelle — avait adressé le 22 décembre à l'agence de Loures de la compagnie Air India, un message menaçant de faire sauter un de ses appareils. L'existence de ce message a été révélée mercredi 4 janvier par les responsables de l'aéroport de Bombay, qui depuis la réception du message de menaces effectuaient des contrôles supplémentaires sur tous les vols d'Air India. Le 2-747 détruit dimanche avait aussi été contrôlé spécialement, ce qui avait retardé son départ. Le groupe terroriste est considéré comme l'agent d'exécution de la secte Anand Marg, dont le chef, P. R. Sarkar, est en prison depuis un an et demi, accusé d'avoir assassiné plusieurs de ses partisans. Depuis plusieurs mois, ce groupe s'est livré à des attentats contre des diplomates indiens en poste en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, pour obtenir la libération du chef de l'Anand Marg.

Chine

● M. Hu Yeo-pang, proche collaborateur de M. Teng Hsiao-ping, a été nommé au poste-clé de directeur du département d'organisation du comité central du P.C. chinois, en remplacement de M. Kuo Yu-feng, exclu du parti en dernier lieu à l'occasion du onzième congrès. M. Hu avait été critiqué en 1967, lors de la révolution culturelle. — (A.P.P.)

● M. Chao Chan-pien a été nommé ministre de la sécurité en août, en remplacement de M. Hu Kun-feng, affirme une dépêche de l'agence Tanyong en provenance de Belgrade. M. Chao Chan-pien était auparavant le chef des services de sécurité de la province de Szechuan. — (A.P.P.)

Japon

● Un consortium d'une quinzaine de banques japonaises va accorder à l'Indonésie un prêt de 15 millions de dollars « pour contribuer à la relance de son économie », a indiqué un porte-parole de la Banque de Tokyo. L'accord sera finalisé à la fin janvier. Le prêt sera remboursable au bout de trois ans. La taux d'intérêt annuel sera de 1,375 % supérieur au taux interbancaire londonien.

● Chaque mois vous trouverez dans les « Cahiers de la Culture et de l'Environnement » des dossiers de fond (dans le N° 3 : archéologie en France, l'aide au théâtre), des sujets d'actualité (dans le N° 3 : l'évolution de la législation sur la pêche, la lutte contre les déchets), des comptes-rendus d'expériences pilotes et de recherches menées en France ou à l'étranger (dans le N° 3, écoutez, entendez les sourds-muets).

64 pages d'informations, de documentation et d'illustrations qui démontrent que la culture et la qualité de la vie ne sont pas l'apanage de quelques-uns, mais l'affaire de tous.

Vous pouvez commander « Les Cahiers » à votre librairie ou les trouver à la Documentation Française.

LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT LANCE « LES CAHIERS »

Chaque mois vous trouverez dans les « Cahiers de la Culture et de l'Environnement » des dossiers de fond (dans le N° 3 : archéologie en France, l'aide au théâtre), des sujets d'actualité (dans le N° 3 : l'évolution de la législation sur la pêche, la lutte contre les déchets), des comptes-rendus d'expériences pilotes et de recherches menées en France ou à l'étranger (dans le N° 3, écoutez, entendez les sourds-muets).

64 pages d'informations, de documentation et d'illustrations qui démontrent que la culture et la qualité de la vie ne sont pas l'apanage de quelques-uns, mais l'affaire de tous.

Vous pouvez commander « Les Cahiers » à votre librairie ou les trouver à la Documentation Française.

les cahiers DE LA CULTURE & DE L'ENVIRONNEMENT

N° 3

mensuel

édition française

édition internationale

édition anglaise

édition allemande

édition espagnole

édition italienne

édition néerlandaise

édition suédoise

édition norvégienne

édition suisse

édition polonaise

édition roumaine

édition bulgare

édition grecque

édition turque

édition arabe

édition persane

édition maltaise

édition portugaise

édition espagnole

édition italienne

édition néerlandaise

édition suédoise

édition norvégienne

édition suisse

édition bulgare

édition grecque

édition turque

édition arabe

édition persane

édition maltaise

édition portugaise

édition italienne

édition néerlandaise

édition suédoise

édition norvégienne

édition suisse

édition bulgare

édition grecque

édition turque

édition arabe

édition persane

édition maltaise

édition portugaise

édition italienne

édition néerlandaise

édition suédoise

édition norvégienne

édition suisse

édition bulgare

édition grecque

édition turque

édition arabe

édition persane

édition maltaise

édition portugaise

édition italienne

édition néerlandaise

édition suédoise

AMÉRIQUES

Le Chili « normalisé »

II. — La contre-révolution permanente

Dans un premier article (« Le Monde », du 5 janvier), notre envoyé spécial a analysé les principes et les résultats de la politique économique ultra-libérale de la junte au pouvoir au Chili depuis le coup d'Etat de septembre 1973.

Santiago. — « Nous estimons que le Chili est effectivement en état de guerre, puisque l'ennemi considéré est maintenant l'homme, la nation. La démocratie traditionnelle et inerte, ne peut survivre lorsqu'un ennemi s'infiltrer partout. C'est le problème de toutes les démocraties occidentales. Si le peuple chilien ne s'était pas légitimement rebellé en septembre 1973, nous serions aujourd'hui dans une situation communiste et castriste en Amérique du Sud. » Notre intérieur, en apparence n'est pas un exalté. Juriste, M. Enrique Ortúzar est président de la commission de rédaction de la nouvelle Constitution. Ses propos reflètent l'anticommunisme dominant de tous les milieux officiels. Il soutient la violence salomonique : « Notre anticomunisme n'est pas seulement politique, il est aussi viscéral », affirme récemment le général Gustavo Leigh, commandant chef de l'aviation, lors d'un congrès anticommuniste latino-américain, qui a eu lieu à Asuncion, au Paraguay.

La carte principale

Cet anticomunisme ne résulte pas que le fruit de l'obstination ou d'une fixation pathologique. La contre-révolution permanente a sa raison d'être. C'est, avant tout, une arme politique. Victime de l'usure du pouvoir, le régime a conscience que l'antinarcisse reste sa principale carte pour colmater les brèches et cimenter l'union autour du gouvernement.

La bourgeoisie chilienne a trahi ses idées démocratiques et traditionnelles. Elle est maintenant persuadée qu'elle ne peut préserver ses intérêts que dans le cadre d'un régime dictatorial. Ce jugement pourrait être porté par un membre de l'Unité populaire. Il émane d'un ancien président de la Sofia (le patronat chilien). Pour le gouvernement, il s'agit de maintenir intacte la psychose de tout ce qui sont persuadés qu'ils auraient quelque chose à perdre avec le retour à un régime démocratique.

Les pressions américaines ont cependant incité le président Pinochet à amorcer une institu-

Dissensions au sein

En annonçant un plan de transfert du pouvoir le chef de l'Etat a pris quelques risques. Le général Gustavo Leigh, le plus loquace des membres de la junte, n'a pas hésité à l'interroger à ce sujet, qu'il « n'avait pas été consulté ». Certains secteurs des forces armées considèrent qu'en revanche au système politique actuel il laisserait le pays à découvert face à un possible retour de l'« ennemi », et que le Chili doit ignorer les pressions des Etats-Unis. C'est un courant nationaliste d'extrême droite qui l'incarne notamment le commandant en chef de l'aviation.

Peut-on en concevoir qu'apparaissent les premières fissures dans un édifice militaire autrefois monolithique ? L'usure du pouvoir a fait son œuvre, et l'homogénéité n'est plus aussi parfaite qu'en 1973. La marine, qui avait joué un rôle de premier plan dans la préparation du coup d'Etat, passe maintenant pour la plus favorable à un prompt transfert du pouvoir. Mais également conservatrice, elle s'identifie plus cependant avec les concepts de la vieille droite libérale qui a façonné sa mentalité qu'avec l'esprit de croisade véhiculé des « durs » de l'armée de terre.

L'aviation penchait plutôt dans l'autre direction. Le général Leigh, dont l'anticommunisme réussit à dépasser, par sa virulence, celui du président Pinochet, s'est prononcé à plusieurs reprises en faveur d'un système qui donnerait un pouvoir important aux « gremios » (corporations) et à certains syndicats favorables au retour et qui écarteraient les partis politiques « traditionnels ». Il a aussi critiqué, en privé, les orientations « anti-sociales » de l'actuelle politique économique. Il profitait favorable à un système corporatiste classique, qui lui permettrait de garder la colonne vertébrale serrée constituée par les forces armées.

Le commandant en chef de l'aviation semble proche du groupe d'extrême droite Patrie et Liberté, qui a dirigé la révolution militaire de 1973. Mais maintenant dans l'opposition, M. Pablo Rodriguez, son principal représentant, considère comme l'ennemi grise du général Leigh, adressant récemment, avec quelques nuances, une lettre ouverte au président Pinochet. Il y critiquait « l'essai de créer une superstructure politique sans base populaire » et s'en prenait à la politique syndicale en cours.

Un important secteur de l'ex-

De notre envoyé spécial THIERRY MALINIÄK

Dans la conception militaire chilienne des militaires chiliens, la manne est proscrite, car c'est un signe de faiblesse qui laisse deviner l'infiltration de l'ennemi. Le monde est contrôlé à 90 % par le mal ou infiltré par lui. Les démocratiques sont donc des trahisseurs ?

Le climat d'anticommunisme est sciemment entretenu, cultivé. Il imprègne non seulement l'administration, la diplomatie ou la culture, mais aussi la vie quotidienne. Pour célébrer la dernière fête de Noël, le gouvernement a donné à Santiago une exposition de photographies, accompagnées de légendes apocalyptiques, destinée à illustrer le « chaos et la violence des années de l'Unité populaire ».

Le communisme, bien sûr, est hors la loi. « Tout acte de personnes ou groupes destiné à diffuser des doctrines qui attaquent la famille, se basent sur la violence ou une conception de la société fondée sur la lutte de classes, ou qui soient contraires au régime constitutionnel, est illégal », proclame l'acte constitutionnel n° 3, entré en vigueur en septembre 1976, qui devrait faire partie de la future Loi fondamentale

l'normalisation de son régime. Il annule l'adoption de la Charte d'unité. L'entreprise, en soi, est difficile. Car une Constitution suppose la stabilité. Or la philosophie du gouvernement militaire chilien suppose la guerre permanente.

C'est le 9 juillet, dernier que le général Pinochet, dans une allocution à la jeunesse, appelle à la suite, discours de Chacabuco, avait annoncé sous le nom de « révolution sociale ». Jusqu'en 1980, le pays poursuivra son étape de « redressement » (les structures actuelles resteraient inchangées). Une Chambre législative devrait être constituée en 1980, dont la totalité des membres seraient nommés par le président. A partir de 1985, deux tiers des représentants seront élus au niveau des régions. La Chambre désignera alors le président de la République.

Le timide ouverture enregistrée dans le courant de l'année 1977 paraît avoir fait long feu.

Confronté en même temps à une condamnation internationale aux Nations unies, à une sérieuse crise avec l'Argentine et à une effervescence sociale nouvelle, le général Pinochet a-t-il décidé de fermer préférablement la soupape qu'il avait tenté d'ouvrir ? Depuis le mi-novembre, le régime paraît prétendre à reprendre ses anciennes méthodes. Il a, depuis à Putre, dans le nord, sept dirigeants syndicaux ; il a interdit le recours au pays de trois autres personnes, disparues qui étaient allées plaider leur cause aux Nations unies.

Les militaires chiliens sont-ils décidés à s'enfoncer dans l'impasse ? Nombreux sont ceux qui ont conscience, à Santiago, que

la révolution a été arrêtée par les décisions de la Chambre.

des forces armées

trême droite, civile et militaire, a conscience que la stratégie économique actuelle, par ses conséquences sociales, risque d'alimenter l'action de l'ennemi communiste, dont la disparition constitue l'objectif prioritaire.

La affaire Schneider a, qui devrait au premier plan de l'actualité à Santiago, est également en train d'exaspérer ces contradictions. Le général René Schneider, commandant en chef des forces armées, était « légaliste » et opposé à toute intervention des militaires sur la scène politique. Il fut assassiné en 1970, peu après l'accès au pouvoir du général Pinochet. Alors, ces meurtres avaient été attribués à des groupes d'extrême droite liés à Patrie et Liberté, désireux de provoquer les forces armées. Les responsables furent condamnés à de lourdes peines de prison. Après 1973, les défenseurs interrogeront appris le verdict devront être concernés par ces assassinats.

Cette affaire provoque de sérieuses discussions entre militaires.

Les pressions sont fortes :

trop de personnes parvenues au faîte du pouvoir après le coup d'Etat sont liées aux responsables de l'assassinat. Mais le meurtre d'un commandant en chef fut un choc que l'institution militaire n'aurait pas pu supporter.

Le général Schneider a, qui devrait au premier plan de l'actualité à Santiago, est également en train d'exaspérer ces contradictions. Le général René Schneider, commandant en chef des forces armées, était « légaliste » et opposé à toute intervention des militaires sur la scène politique. Il fut assassiné en 1970, peu après l'accès au pouvoir du général Pinochet. Alors, ces meurtres avaient été attribués à des groupes d'extrême droite liés à Patrie et Liberté, désireux de provoquer les forces armées. Les responsables furent condamnés à de lourdes peines de prison. Après 1973, les défenseurs interrogeront appris le verdict devront être concernés par ces assassinats.

Cette affaire provoque de

sérieuses discussions entre militaires.

Les pressions sont fortes :

trop de personnes parvenues au

faîte du pouvoir après le

coup d'Etat sont liées aux

responsables de l'assassinat. Mais le meurtre d'un commandant en chef fut un choc que l'institution militaire n'aurait pas pu supporter.

Le général Schneider a, qui devrait au premier plan de l'actualité à Santiago, est également en train d'exaspérer ces contradictions. Le général René Schneider, commandant en chef des forces armées, était « légaliste » et opposé à toute intervention des militaires sur la scène politique. Il fut assassiné en 1970, peu après l'accès au pouvoir du général Pinochet. Alors, ces meurtres avaient été attribués à des groupes d'extrême droite liés à Patrie et Liberté, désireux de provoquer les forces armées. Les responsables furent condamnés à de lourdes peines de prison. Après 1973, les défenseurs interrogeront appris le verdict devront être concernés par ces assassinats.

Cette affaire provoque de

sérieuses discussions entre militaires.

Les pressions sont fortes :

trop de personnes parvenues au

faîte du pouvoir après le

coup d'Etat sont liées aux

responsables de l'assassinat. Mais le meurtre d'un commandant en chef fut un choc que l'institution militaire n'aurait pas pu supporter.

Le général Schneider a, qui devrait au premier plan de l'actualité à Santiago, est également en train d'exaspérer ces contradictions. Le général René Schneider, commandant en chef des forces armées, était « légaliste » et opposé à toute intervention des militaires sur la scène politique. Il fut assassiné en 1970, peu après l'accès au pouvoir du général Pinochet. Alors, ces meurtres avaient été attribués à des groupes d'extrême droite liés à Patrie et Liberté, désireux de provoquer les forces armées. Les responsables furent condamnés à de lourdes peines de prison. Après 1973, les défenseurs interrogeront appris le verdict devront être concernés par ces assassinats.

Cette affaire provoque de

sérieuses discussions entre militaires.

Les pressions sont fortes :

trop de personnes parvenues au

faîte du pouvoir après le

coup d'Etat sont liées aux

responsables de l'assassinat. Mais le meurtre d'un commandant en chef fut un choc que l'institution militaire n'aurait pas pu supporter.

Le général Schneider a, qui devrait au premier plan de l'actualité à Santiago, est également en train d'exaspérer ces contradictions. Le général René Schneider, commandant en chef des forces armées, était « légaliste » et opposé à toute intervention des militaires sur la scène politique. Il fut assassiné en 1970, peu après l'accès au pouvoir du général Pinochet. Alors, ces meurtres avaient été attribués à des groupes d'extrême droite liés à Patrie et Liberté, désireux de provoquer les forces armées. Les responsables furent condamnés à de lourdes peines de prison. Après 1973, les défenseurs interrogeront appris le verdict devront être concernés par ces assassinats.

Cette affaire provoque de

sérieuses discussions entre militaires.

Les pressions sont fortes :

trop de personnes parvenues au

faîte du pouvoir après le

coup d'Etat sont liées aux

responsables de l'assassinat. Mais le meurtre d'un commandant en chef fut un choc que l'institution militaire n'aurait pas pu supporter.

Le général Schneider a, qui devrait au premier plan de l'actualité à Santiago, est également en train d'exaspérer ces contradictions. Le général René Schneider, commandant en chef des forces armées, était « légaliste » et opposé à toute intervention des militaires sur la scène politique. Il fut assassiné en 1970, peu après l'accès au pouvoir du général Pinochet. Alors, ces meurtres avaient été attribués à des groupes d'extrême droite liés à Patrie et Liberté, désireux de provoquer les forces armées. Les responsables furent condamnés à de lourdes peines de prison. Après 1973, les défenseurs interrogeront appris le verdict devront être concernés par ces assassinats.

Cette affaire provoque de

sérieuses discussions entre militaires.

Les pressions sont fortes :

trop de personnes parvenues au

faîte du pouvoir après le

coup d'Etat sont liées aux

responsables de l'assassinat. Mais le meurtre d'un commandant en chef fut un choc que l'institution militaire n'aurait pas pu supporter.

Le général Schneider a, qui devrait au premier plan de l'actualité à Santiago, est également en train d'exaspérer ces contradictions. Le général René Schneider, commandant en chef des forces armées, était « légaliste » et opposé à toute intervention des militaires sur la scène politique. Il fut assassiné en 1970, peu après l'accès au pouvoir du général Pinochet. Alors, ces meurtres avaient été attribués à des groupes d'extrême droite liés à Patrie et Liberté, désireux de provoquer les forces armées. Les responsables furent condamnés à de lourdes peines de prison. Après 1973, les défenseurs interrogeront appris le verdict devront être concernés par ces assassinats.

Cette affaire provoque de

sérieuses discussions entre militaires.

Les pressions sont fortes :

trop de personnes parvenues au

faîte du pouvoir après le

coup d'Etat sont liées aux

responsables de l'assassinat. Mais le meurtre d'un commandant en chef fut un choc que l'institution militaire n'aurait pas pu supporter.

Le général Schneider a, qui devrait au premier plan de l'actualité à Santiago, est également en train d'exaspérer ces contradictions. Le général René Schneider, commandant en chef des forces armées, était « légaliste » et opposé à toute intervention des militaires sur la scène politique. Il fut assassiné en 1970, peu après l'accès au pouvoir du général Pinochet. Alors, ces meurtres avaient été attribués à des groupes d'extrême droite liés à Patrie et Liberté, désireux de provoquer les forces armées. Les responsables furent condamnés à de lourdes peines de prison. Après 1973, les défenseurs interrogeront appris le verdict devront être concernés par ces assassinats.

Cette affaire provoque de

sérieuses discussions entre militaires.

Les pressions sont fortes :

trop de personnes parvenues au

faîte du pouvoir après le

coup d'Etat sont liées aux

responsables de l'assassinat. Mais le meurtre d'un commandant en chef fut un choc que l'institution militaire n'aurait pas pu supporter.

Le général Schneider a, qui devrait au premier plan de l'actualité à Santiago, est également en train d'exaspérer ces contradictions. Le général René Schneider, commandant en chef des forces armées, était « légaliste » et opposé à toute intervention des militaires sur la scène politique. Il fut assassiné en 1970, peu après l'accès au pouvoir du général Pinochet. Alors, ces meurtres avaient été attribués à des groupes d'extrême droite liés à Patrie et Liberté, désireux de provoquer les forces armées. Les responsables furent condamnés à de lourdes peines de prison. Après 1973, les défenseurs interrogeront appris le verdict devront être concernés par ces assassinats.

Cette affaire provoque de

sérieuses discussions entre militaires.

Les pressions sont fortes :

trop de personnes parvenues au

faîte du pouvoir après le

coup d'Etat sont liées aux

responsables de l'assassinat. Mais le meurtre d'un commandant en chef fut un choc que l'institution militaire n'aurait pas pu supporter.

Le général Schneider a, qui devrait au premier plan de l'actualité à Santiago, est également en train d'exaspérer ces contradictions. Le général René Schneider, commandant en chef des forces armées, était « légaliste » et opposé à toute intervention des militaires sur la scène politique. Il fut assassiné en 1970, peu après l'accès au pouvoir du général Pinochet. Alors, ces meurtres avaient été attribués à des groupes d'extrême droite liés à Patrie et Liberté, désireux de provoquer les forces armées. Les responsables furent condamnés à de lourdes peines de prison. Après 1973, les défenseurs interrogeront appris le verdict devront être concernés par ces assassinats.

POLITIQUE

LA PRÉPARATION

Les principaux compléments apportés par le P.S.

Le texte initial du programme commun de la gauche comportait un préambule signé du P.C. et du P.S. La version actualisée présente par M. Mitterrand mercredi s'ouvre par une préface où le leader socialiste écrit : « Le P.S. entend manifester sa fidélité aux engagements pris : ceux de 1972 et les améliorations qui y ont été apportées en 1977. »

Les socialistes auraient préféré — est-il besoin de le dire ? — que la signature des trois partenaires de l'union de la gauche figure au bas de ce document. Cela n'a pas été possible jusqu'ici, on le sait, et nous les regrettons hautement. Publier maintenant ce document, ce n'est pas le faire. Ce n'est pas renoncer à l'espoir de voir nos partenaires revenir s'asseoir à la table des négociations et reprendre en commun le travail interrompu. Nous continuons à vouloir et à espérer la conclusion d'un accord entre les trois partenaires de l'union de la gauche. Nous le disons solennellement. »

Mais — les travailleurs, les exploités, tous ceux qui souffrent des rigueurs de la crise n'ont pas la temps d'attendre la fois suivante. L'intensité et la gravité de la crise dans laquelle la société et l'économie française sont plongées ne doivent pas être un motif pour renoncer. Elles rendent au contraire plus nécessaires et plus urgentes les transformations prévues dans le programme commun. »

Faut-il devoir citer intégralement les principaux compléments apportés par le P.S. au programme commun de 1972, nous en communiquons ci-dessous une analyse, en suivant les quatre parties du document.

I. — Vivre mieux, changer la vie

SMIC à 2 400 F

● **SMIC.** — « En avril 1978, le taux du SMIC sera fixé par le gouvernement, après concertation avec les organisations syndicales, en tenant compte du rythme de l'inflation », dit le texte. M. Mitterrand a expliqué mercredi que cela signifiait 2 400 francs pour quarante heures par semaine (37 % par rapport à l'actuellement).

● **Hausse des autres salaires.** — Elle interviendra selon des « tout-décorosques jusqu'à atteindre zéro au niveau de quatre fois nouveaux SMIC (9 600 francs). » Au-delà, le pouvoir d'achat sera garanti pour les salariés concernés par les conventions collectives. L'objectif est de réduire la hiérarchie des salaires « par une hausse plus rapide des bases rémunérations ». L'éventail des revenus et des fortunes étant abaissé grâce à « la réforme fiscale, la politique des prix, la lutte contre la spéculation et la fraude ».

● **Prestations familiales.** — Haute de 50 % en deux temps : 25 % aux familles au pouvoir ; 25 % sur l'exercice 1979.

● **Aide aux handicapés.** — 1 200 francs par mois, revalorisées par la suite. La prévention, le dépistage et l'amélioration des conditions en charge à 100 % par la Sécurité sociale, seront assurées sous la responsabilité du ministère de la santé.

● **Retraite.** — Ouverture du droit à la retraite fixe immédiatement à soixante ans (cinquante-cinq ans pour les femmes et les travailleurs effectuant des tâches pénibles ou insalubres) avec pension complète. Maximum de la retraite vieillesse porté à 1 800 francs par mois (+ 42 % par rapport à actuellement), somme majoritaire pour les personnes jusqu'à atteindre 80 % du SMIC.

● **Durée du travail.** — Progrès annuel réduit de quarante heures à trente-huit heures par semaine, avec priorité pour les travaux pénibles, répétitifs ou dangereux.

● **Congés payés.** — Leur durée minimale sera portée à cinq semaines.

● **Conditions de travail.** — Interruption du travail au rendement pour tous les travaux dangereux, pour les femmes enceintes et les jeunes de moins de dix-huit ans. Passage à cinq équipes pour abaisser la durée hebdomadaire dans les branches fonctionnant actuellement avec quatre équipes en service continu. »

Cinq cent mille emplois nouveaux par an

● **Emploi.** — La page unique du chapitre initial est remplacée par trois pages et demi reprenant le texte de 1972 et le complétant avec toutes les propositions élaborées par le P.S. depuis deux ans. Pour « éliminer le chômage, objectif essentiel », cinq cent mille emplois en moyenne devront être

créés chaque année, la priorité dans la production. La première année, à cent cinquante mille emplois seront créés pour améliorer la qualité du service public, décentralisation, culture, sport, loisirs, sports et loisirs, et soixante mille emplois seront mis par l'Etat à la disposition des collectivités locales. »

A cet effet, la consommation populaire sera relancée, ainsi que — de façon sélective — les investissements. Les contrats de programme du secteur nationalisé comporteront des clauses précises de création d'emplois, et les investissements ayant cet effet seront « facilités » par l'Etat. Même si les PME, à l'inverse, les projets d'investissements français à l'étranger qui auraient pour effet de démanteler le potentiel national en portant atteinte à l'emploi et au développement industriel et au développement urbain, devront être interdits. Tout jeu à la recherche d'un premier emploi devra bénéficier d'une formation professionnelle (celle-ci étant prévue sur les terrains) : les sols préemptés ne pourront plus être revendus mais seulement concédés.

● **Aide aux chômeurs.** — L'indemnité minimale aux chômeurs sera portée aux deux tiers du SMIC (600 F par mois) et augmentée de 50 % soit 1 200 F dans les autres cas. Les chômeurs non indemnisés à 80 % bénéficient de la gratuité des transports locaux. Également dans le temps des dettes des chômeurs.

● **Santé.** — En attendant la gratuité complète des soins, renforcement aux malades d'une indemnité journalière égale au minimum à 75 % du SMIC (1 800 F par mois en mars) et à 100 % (2 400 F) en cas d'accident du travail.

● **Financement de la Sécurité sociale.** — L'effort demandé aux entreprises dans les industries de main-d'œuvre, en particulier les PME, sera allégé. « L'assiette des cotisations ne devrait pas être limitée aux salariés, mais étendue aux autres éléments de l'activité de l'entreprise ». Le budget de l'Etat encourra pour une part importante aux ressources,

Sept cent mille logements par an et politique foncière

Le changement de titre du chapitre est significatif des intentions du P.S. « L'urbanisme, le logement, les équipements collectifs » devient « Le cadre de vie et une nouvelle qualité de la vie » ; thème qui débute sur un appel à l'esprit de responsabilité des citoyens, qui peut être encouragé par la législation, l'éducation, la recherche et la communication. La formation des travailleurs dans les domaines culturels et sociaux, l'encouragement à « la vie indépendante des associations... Un nouveau développement de l'artisanat et du petit commerce dans les villes et villages. »

OLIVIER GIRARD
LEURS QUATRE VERTES

مكتبة من الأصل

II. — Démocratiser l'économie, développer le secteur public planifier le progrès

Cette troisième partie comporte, elle aussi, de nombreux compléments, que Mitterrand a partiellement précisé mercredi.

Extension des droits des travailleurs

● **Limitation du droit d'license.** — « L'Etat, l'encadrement syndical ou collectif pour motif économique qui ne serait pas accompagné d'une mesure dans des conditions équivalentes, sera interdit. » En ce qui concerne les licenciements pour faute grave, inaptitude ou insuffisance professionnelle, « la justification de l'entreprise devant le chef d'entreprise approuve la croissance de la faute alléguée et de sa gravité ». Le travailleur victime d'un licenciement reconnu abusif ou irrégulier devra être réintégrer dans son emploi s'il le demande.

Le lock-out sera interdit, de même que la condamnation des entreprises ou l'inscription dans des fichiers de renseignements des non professionnels susceptibles de atteindre un travailleur ou de porter atteinte à sa liberté.

● **Contrôle des travailleurs.** — Consultation régulière des travailleurs sur leurs conditions de travail et la marche de l'entreprise. Constitution de comités centraux de groupe réunissant des représentants des diverses entreprises du groupe. Extension des pouvoirs des comités d'hygiène et de sécurité.

● **Election des présidents de sociétés nationales et conseils d'atelier**

● **Gestion démocratique du secteur nationalisé.** — Dans chaque entreprise nationale le conseil d'administration sera composé de représentants élus des travailleurs (au moins le tiers du conseil), de représentants des usagers (syndicats, associations sociales, familiers), d'organisations syndicales et de défense de l'environnement, des lieux ou régionaux, coopératives) et de représentants désignés par le gouvernement (ne pouvant être majoritaires). Le conseil élira son président sur des listes d'aptitudes proposées par le nouveau pouvoir démocratique et désigner les directeurs généraux de l'entreprise.

● **Conseils d'ateliers ou de service.** — Développement progressif de formes nouvelles de participation des travailleurs à la gestion et à la direction de l'entreprise, par exemple de conseils d'atelier ou de service. Intervenant dans le respect des orientations du plan démocratique assurant la cohérence générale du développement, cette évolution raccorde la perspective de l'association, c'est-à-dire de la participation totale, plus large de la société tout entière par les travailleurs eux-mêmes.

● **Contrats de programmes du secteur public.** — L'autorité chargée du Plan négociera, au nom de l'Etat, les contrats de programme à moyen terme qui précisieront les objectifs des entreprises industrielles nationales et les moyens de les atteindre (avec, éventuellement, obligations de service public et compensations correspondantes).

Les nationalisations nouvelles

Après avoir décrit les huit missions que le P.S. assigne au secteur public élargi, le texte indique qu'à côté des nationalisations, « la propriété sociale revêtira toutes sortes de formes : sociétés nationales ou économie mixte,

coopératives mutuelles, entreprises d'économie sociale et à but non lucratif, etc. »

La petite phrase sur la possibilité pour les travailleurs de demander la nationalisation de leur entreprise est maintenue, mais elle est précédée d'un rappel des « principes affinés » : Constitution qui dit le texte doivent être « respectés » ; ce qui exclut des nationalisations ne inspirant des grands motifs énumérés par le texte constitutionnel.

S'agissant des neuf groupes industriels visés par le programme de 1972, le texte du P.S. indique que, des insolubilités de leur taille, la totalité de leurs biens (actifs ou participations) seront transférés à la collectivité nationale, ce qui constitue l'application intégrale du programme commun. Deviendront sociétés nationales « toutes les sociétés dans lesquelles un ou plusieurs de ces neuf groupes possèdent au moins 95 % du capital » (cent-vingt-sept sociétés industrielles et quatre-vingt-neuf groupes) et « toutes les entreprises auxquelles le total des quartiers de personnels appartenant à la collectivité nationale et à leurs filiales majoritaires appartiennent, dès lors, à une entreprise nationale ».

Le troisième chapitre consacré à la planification démocratique, voit son volume triplé, notamment par une définition de la « nouvelle croissance » à mettre en œuvre. Celle-ci devra « contribuer à un plus grand épavouissement de l'homme » et ne plus être dominée par « la recherche du profit ». Elle sera caractérisée par « le progrès de la consommation de biens et services dont devront bénéficier en priorité les catégories les plus exploitées et désoeuvrées, le développement prioritaire des équipements et services collectifs, la réduction des injustices, la réalisation du plein emploi, l'élevation de la qualité de la vie, l'amélioration de la durée d'utilisation des produits, la protection de l'environnement et la mise en valeur de la nature ».

Il nécessitera « un taux de croissance élevé », que M. Mitterrand a chiffré à 5 % environ (« en tout cas pas plus de 6 % »).

Il devra également être démonstrativement le Plan (consultation des organisations syndicales et professionnelles dans les entreprises, des entreprises des organismes d'usagers, des collectivités territoriales : participation à l'élaboration dans les entreprises, les régions), les arbitrages étant « rendus au niveau national pour assurer la cohérence à l'ensemble ». Si nécessaire, il devra être renoncé à la méthode du contrat négocié. Ainsi de grands programmes industriels de développement (énergie, transports, machines-outils, mécanique, chimie, aéronautique, électronique, sidérurgie, etc.) seront élaborés comme partie intégrante du Plan. Ils pourront fournir l'orientation et le cadre pour la conclusion de contrats de production entre l'Etat et les entreprises publiques. Des contrats s'inspirant des mêmes objectifs seront également négociés avec les entreprises privées.

La liberté d'initiative, le savoir-faire, la souplesse des petites et moyennes entreprises, des entreprises artisanales, seront garantis et stimulés dans l'industrie, l'agriculture, le commerce. »

Dans le cadre de la planification décentralisée, le politique financier, budgétaire et des prix devra largement, dans son application, être décentralisé, avec toutes afin de garantir les moyens de financement correspondant aux choix de développement nationaux, régionaux et locaux.

● **Aménagement du territoire.** — Le chapitre sur le sujet est lui aussi triplé. Il précise les axes d'action pour chaque type de région (bassins miniers, région parisienne, zones rurales, régions frontalières ou littorales, Corse). Il développe ensuite la liste des moyens qui seront appliqués à cet effet : amélioration du climat d'investissements, financement d'infrastructures et d'équipements collectifs. Des contrats de plan prêteront leur localisation, les

Un livre impartial et mordant sur les mensonges politiques.

« L'auteur n'épargne rien ni personne ni à droite ni à gauche ni au centre ». Le Monde.

Stanké

PARATION

par le P.S.

au secteur public

DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

au programme commun

créations d'emplois, les moyens de lutte contre la pollution... La création d'entreprises sera favorisée, ainsi que le développement des P.M.E., afin de contribuer à l'équilibre de l'emploi dans les régions. Des systèmes nationaux de subventions seront renouvelés par « mise en place de dotations globales aux collectivités pour la création et le fonctionnement des équipements et services collectifs ».

● Politique industrielle. — Le chapitre 5 est développé pour préciser les projets du P.S. sur les grands secteurs industriels : sidérurgie, imprimerie, textile, industries chimiques, aéronautique, énergie, machine-outil. Au propos de l'industrie énergétique, le texte indique qu'un « plan équilibré et diversifié » assurera « une plus grande maîtrise des approvisionnements en pétrole et en gaz, une meilleure exploitation des ressources charbonnières et hydro-électriques et la production d'énergie nucléaire dans des conditions garantissant la sécurité des travailleurs et des populations ». L'utilisation des énergies nouvelles (solaire et géothermique) sera encouragée.

Le moratoire de deux ans pour la construction de centrales nucléaires sera précisé dans la « plate-forme » que publieront prochainement le P.S. et la Gauche. [...]

Les objectifs de la politique industrielle devront être compatibles avec la politique écologique de protection des équilibres naturels et de lutte contre la pollution. Un effort particulier sera entrepris afin de réaliser d'importantes économies d'énergie dans les usages industriels.

● Politique agricole. — C'est ici un nouveau chapitre qui est présenté à ce pays (dix pays au lieu de deux). Il développe longuement des objectifs poursuivis, les mesures retenues pour l'installation des jeunes, l'organisa-

tion des marchés, la réduction des inégalités de revenus, la protection sociale, la sort des salariés, la coopération et le crédit, les zones défavorisées, la forêt, s'agissant de la politique foncière. Le texte précise comment la réorganisation proposée des SAFER et garantira la sécurité des exploitants sur leur outil de travail pour que la terre ne soit plus objet de spéculation, mais d'abord instrument de travail mis en propriété ou en location, au service des producteurs qui en ont le plus besoin ».

● P.M.E. commerce, artisanat. — Une brève introduction au chapitre 8 justifie le rôle de ces catégories dans l'économie : l'artisanat et le dynamisme économique et social de la machine-outil. Au propos de l'industrie énergétique, le texte indique qu'un « plan équilibré et diversifié » assurera « une plus grande maîtrise des approvisionnements en pétrole et en gaz, une meilleure exploitation des ressources charbonnières et hydro-électriques et la production d'énergie nucléaire dans des conditions garantissant la sécurité des travailleurs et des populations ». L'utilisation des énergies nouvelles (solaire et géothermique) sera encouragée.

Le moratoire de deux ans pour la construction de centrales nucléaires sera précisé dans la « plate-forme » que publieront prochainement le P.S. et la Gauche. [...]

Les objectifs de la politique industrielle devront être compatibles avec la politique écologique de protection des équilibres naturels et de lutte contre la pollution. Un effort particulier sera entrepris afin de réaliser d'importantes économies d'énergie dans les usages industriels.

● Politique agricole. — C'est ici un nouveau chapitre qui est présenté à ce pays (dix pays au lieu de deux). Il développe longuement des objectifs poursuivis, les mesures retenues pour l'installation des jeunes, l'organisa-

tion des marchés, la réduction des inégalités de revenus, la protection sociale, la sort des salariés, la coopération et le crédit, les zones défavorisées, la forêt, s'agissant de la politique foncière. Le texte précise comment la réorganisation proposée des SAFER et garantira la sécurité des exploitants sur leur outil de travail pour que la terre ne soit plus objet de spéculation, mais d'abord instrument de travail mis en propriété ou en location, au service des producteurs qui en ont le plus besoin ».

● P.M.E. commerce, artisanat. — Une brève introduction au chapitre 8 justifie le rôle de ces catégories dans l'économie : l'artisanat et le dynamisme économique et social de la machine-outil. Au propos de l'industrie énergétique, le texte indique qu'un « plan équilibré et diversifié » assurera « une plus grande maîtrise des approvisionnements en pétrole et en gaz, une meilleure exploitation des ressources charbonnières et hydro-électriques et la production d'énergie nucléaire dans des conditions garantissant la sécurité des travailleurs et des populations ». L'utilisation des énergies nouvelles (solaire et géothermique) sera encouragée.

Le moratoire de deux ans pour la construction de centrales nucléaires sera précisé dans la « plate-forme » que publieront prochainement le P.S. et la Gauche. [...]

Les objectifs de la politique industrielle devront être compatibles avec la politique écologique de protection des équilibres naturels et de lutte contre la pollution. Un effort particulier sera entrepris afin de réaliser d'importantes économies d'énergie dans les usages industriels.

● Politique agricole. — C'est ici un nouveau chapitre qui est présenté à ce pays (dix pays au lieu de deux). Il développe longuement des objectifs poursuivis, les mesures retenues pour l'installation des jeunes, l'organisa-

III. — Contribuer à la paix et développer la coopération internationale

● Le désarmement. — Parmi les initiatives que prendra le gouvernement, on relève :

— Le soutien à l'idée d'une session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement et l'action en faveur d'une conférence mondiale visant à l'arrêt de la course aux armes.

— Récusant toute idée d'un condominium de superpuissances sur le monde, la France demandera à s'associer à l'accord Etats-Unis-U.R.S.S. sur la prévention de la guerre nucléaire et proposera de l'étendre à toutes les puissances nucléaires. De même, le gouvernement demandera toutes les instances de l'ONU d'interdire à toute autre puissance nucléaire, notamment la France, des négociations sur les SAIT au moment

M. ROBERT FABRE : nous ne serons pas traitres à la cause que nous avons choisie.

Interrogé jeudi matin 5 janvier au micro de France-Inter, M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a réaffirmé son opposition au réarmement, son opposition au rapprochement des nationalisations au sein de l'Europe, qu'il avait accepté à l'occasion des travaux d'actualisation du programme commun de 1972 ainsi que son hostilité à tout ce qui pourrait conduire la société française vers le collectivisme. Il a toutefois reaffirmé sa fidélité à l'union de la gauche, en déclarant notamment : « Nous ne serons pas traitres à la cause que nous avons choisie. Nous avons simplement dit que si demain personne ne faisait ce qu'il faut faire, il faudrait que nous nous trahissions pour une volonté de la gauche, eh bien ! sur les propositions qui sont les nôtres, nous sommes prêts à prendre des responsabilités gouvernementales avec ceux qui épouseraient les mêmes vues. Ce qu'il faut dire que nous ne sommes pas prêts à apporter un soutien quelconque à une politique que nous combattions depuis de longues années. »

A propos du rôle de M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Robert Fabre a insisté : « Ou bien, le président de la République est un arbitre au-dessus des partis (...) et l'autre alors que l'on cesse de dire, le président de la République comme les autres, que tout ce qui émane de la gauche est mauvais (...), ou le président de la République choisit, au contraire, de devenir une sorte de partisan faisant campagne électorale faisant bloc avec la majorité, et il prend alors un grand risque, non seulement pour la fonction présidentielle, mais pour le pays, parce que si, malgré ses indications, le pays fait un choix contraire (au bien), qui, pour nous, sera le meilleur choix (...), il sera en contradiction avec le pays, et sa situation deviendra intenable. »

requis par l'état de ces négociations ;

— La renonciation de la France à l'arme nucléaire sous forme que ce soit étant l'objectif du gouvernement, celui-ci agira pour l'organisation d'une conférence mondiale où, à défaut d'une conférence des pays détenteurs de l'arme nucléaire en vue du désarmement nucléaire général.

En attendant, l'armement nucléaire sera maintenu en état. La décision finale devra appartenir aux Français.

● La défense nationale. — Le gouvernement adoptera une stratégie de dissuasion au sens strict visant à empêcher le déclenchement de tout conflit.

Il maintiendra les armements nucléaires tactiques sur le territoire national.

Il recherchera les moyens d'assurer l'indépendance de la France en matière d'armement et de défense et de recherche.

La décision de l'emploi relèvera de la responsabilité présidentielle et gouvernementale.

Refusant de réintérer l'OTAN, la France mettra fin aux mesures de réinsertion dans cette organisation militaire prises par le pouvoir dans la période écoulée.

Le service militaire national obligatoire sera égal pour tous, réorganisé ; la durée de formation initiale du soldat sera ramenée à six mois ; elle sera complétée par une préparation militaire et des périodes de réserve.

Un statut démocratique du soldat et des cadres leur garantira, notamment, l'exercice des libertés de l'information, d'expression et d'opposition.

● La sécurité européenne. — Le gouvernement agira pour l'application de l'acte final de la conférence d'Helsinki dans toutes ses dispositions.

Il participera immédiatement à la conférence de Vienne sur la réduction des forces et des armements en Europe.

Il reconnaît que le traité de l'Atlantique nord ou le traité de Varsovie puissent servir de prétexte à l'intervention d'un Etat dans les affaires intérieures d'un autre Etat, intervention formellement condamnée par l'Acte final d'Helsinki.

● La France et la C.E.E. — Le gouvernement demandera notamment un contrôle réel de l'activité des firmes multinationales agissant dans les pays membres (en particulier des mouvements de fonds, des prix de transfert, des processus d'approvisionnement) par des commissions d'enquête.

● Les conflits en cours et les renonciations d'Etats. — Ce chapitre expose la position du gouvernement face au problème du Proche-Orient et à la question cyriote. Il précise qu'il rompra ses relations diplomatiques avec le Chili.

● La politique de coopération et d'aide au développement. — Ce nouveau chapitre définit ce que

A mes camarades communistes

(Suite de la première page.)

par un transfert de ressources aux collectivités locales et régionales, un abattage sera opéré sur la taxe d'habitation, selon les zones défavorisées, la forêt, s'agissant de la politique foncière. Le texte précise comment la réorganisation proposée des SAFER et garantira la sécurité des exploitants sur leur outil de travail pour que la terre ne soit plus objet de spéculation, mais d'abord instrument de travail mis en propriété ou en location, au service des producteurs qui en ont le plus besoin ».

● Lutte contre l'inflation. —

Parmi divers moyens explicités par le texte, celui-ci prévoit « dans les premiers mois, un blocage des prix à la production de la grande industrie et des produits de consommation de masse à titre provisoire. L'action contre l'inflation sera fondée essentiellement sur les économies dans la production : la réduction des coûts financiers dans la grande industrie, des coûts de commercialisation et des injustices sociales. Les circuits de distribution seront restructurés et les petits commerçants aidés en particulier par la constitution de centres commerciaux établis sur les zones industrielles et commerciales, la sécurité des travailleurs et des populations. L'utilisation des énergies nouvelles (solaire et géothermique) sera encouragée ».

● Politique monétaire internationale. — Le gouvernement devra redresser la balance commerciale et les paiements extérieurs, stopper l'accroissement de la dette étrangère par de meilleures accords d'Etat, une restructuration des échanges, la relance économique, le recours à des restrictions quantitatives et à une protection douanière renforcée étant réservé aux situations nécessitant des mesures d'urgence du point de vue de la défense de l'emploi et de la production.

Le gouvernement devra lutter contre la flottement monétaire international, cause d'instabilité et d'inflation. Il contrôlera les mouvements de capitaux pour les rendre compatibles avec le Plan.

Vous en avez tant dit en quelques semaines qu'il faudrait un volume pour vous répondre point par point, ce qui serait fastidieux et inutile puisque vous ne croyez pas vous-mêmes sérieusement aux accusations que vous portez contre nous. Ou, si vous y croyez, quelle a été la légitimité de votre parti lorsqu'il a conclu avec le mien une alliance fondée sur un programme commun de gouvernement que pendant cinq ans, de juin 1973 à septembre 1977, vous n'avez pas plus que nous songé à dénoncer !

Vous en avez tant dit que vous avez tout dit, y compris que François Mitterrand, qui a été à deux reprises en dix ans notre candidat commun à la magistrature suprême de notre pays, parlait le même langage que Raymond Barre. Ce qui ne manque pas de sel quand on voit le premier ministre, dans chacune de ses interventions, réserver ses flèches les plus acérées au parti socialiste et à son premier secrétaire. Comment en serait-il autrement puisque c'est précisément la progression du P.S. depuis 1973 qui a rendu la gauche majoritaire et l'a mise en mesure de faire perdre à la droite le pouvoir qu'elle détient depuis vingt ans ?

A vouloir trop prouver...

A vouloir trop prouver. Vous n'avez rien prouvé. Vous vous êtes seulement fait grand tort à vous-mêmes en ternissant cette image d'ouverture que vous aviez voulu donner de votre parti lors de la réunion prochaine du P.C.F. sur l'organisation de la défense nationale le vendredi 18-19 décembre.

Comment le précise des motifs, il n'en est rien, puisque nous nous cherchons à convaincre nos alliés défensifs existants d'en éléver le niveau et triompher. Tenter de démontrer la sécurité collective, c'est une des conditions de survie de la droite de faire perdre à la droite le pouvoir qu'elle détient depuis vingt ans ?

La France conservera ses alliances défensives existantes

s'interroger à nouveau sur les mobiles du parti communiste. Quelle contradiction, en effet, entre votre désir affirmé de tenir la main à tous le peuple de France et votre acharnement à la refuser à vos plus proches camarades de combat !

Nous n'avons pas cherché quant à nous à épiloguer. Nous n'avons retenu ni la thèse, révolue à nos yeux, de la « main de Moscou », ni celle d'un affrontement interne dans la direction de votre parti. Nous avons seulement constaté que vous ne vouliez plus mettre toutes les chances du côté de la gauche et nous sommes sérieusement inquiets lorsque nous avons entendu votre secrétaire général répondre à des journalistes que si la gauche ne l'emportait pas en mars prochain, ce serait « pour le coup suivant ». Vous avez d'ailleurs semblé comprendre que ce jour-là une gaffe avait été commise, que vous essayiez de réparer en répétant démonialement après que j'en avais marqué qu'il faut gagner.

C'est bien ce que, pour notre part, nous n'avons cessé de dire, car nous sommes convaincus que les travailleurs, que les millions de François et de Francines qui ont le mal à vivre n'ont pas le temps d'attendre. Ils comptent sur la gauche pour que dès avril prochain quelque chose d'important change dans leur existence.

Camarades communistes, vous êtes en cette fin de semaine une occasion historique de prouver que vous voulez vraiment la victoire de la gauche. C'est au nom du combat unitaire que j'ai mené toute ma vie, et que je continuerai à mener quoi qu'il arrive, que je vous demande de ne pas manquer.

CLAUDE ESTIER.

LE P.C.F. ET LA DÉFENSE

La France conservera ses alliances défensives existantes

« L'indépendance nationale représente pour les communistes un impératif majeur de manifester la volonté de notre peuple de répondre à toute menace qu'ils proposent aux Français et aux Francines. Certaines personnes qui restent le moins autant que le reste de la France, dans cette détermination politique, et les conséquences qui en découlent, une tendance à ce que la France sombre dans l'isolationnisme ou l'autoritarisme », a déclaré, mercredi 4 janvier à Paris, M. Robert Ballanger, député communiste de la Seine-Saint-Denis et président du groupe communiste à l'Assemblée, qui présentait à la presse la proposition de loi du P.C.F. sur l'organisation de la défense nationale datée du 18-19 décembre.

Interrogé sur ce qu'il pensait de la réunion prochaine du P.S. sur la défense, samedi 7 et dimanche 8 janvier à Paris, le président du groupe communiste a estimé qu'il y avait « beaucoup d'idées discordantes dans la proposition soumise à la convention socialiste » et qu'on notait même « un certain degré d'abandon de l'idée d'indépendance nationale », a encore expliqué M. Ballanger.

« La défense nationale que nous proposons est fondée sur trois préoccupations conjointes :

— Mettre notre pays à l'abri de toutes menaces militaires ;

— Réaliser l'unité de la nation et de son armée ;

— Assurer l'unité de l'armée française.

« Pour répondre à ces trois préoccupations, il est clair que la

du P.C.F. qui stipule : « Les entreprises ou arsenaux dépendant du responsable du gouvernement (chargé de la mise en œuvre de la politique d'armement sous l'autorité du premier ministre) sont mis et maintenus en mesure de fabriquer l'ensemble des armements nécessaires à la défense du pays. » Les communistes, interrogés, expliquent que la logique d'une politique indépendante de défense nationale implique qu'aucun abandon du souveraineté ne soit consenti sur les moyens scientifiques et industriels de fabriquer toutes les armes nécessaires.

Certains industriels ne font, en général, qu'une partie de leur chiffre d'affaires avec la fabrication d'armements au sens strict du terme. Devrait-on les continuer de s'intéresser sur l'opportunité de maintenir ou non un établissement privé dans ce secteur, qui « allongerait l'ensemble des industries ». Devrait-on se priver de ce stimulant et supprimer, ainsi, tout avantage d'une compétition internationale ?

Mais là n'est pas l'essentiel d'un désaccord, sur ce point, entre socialistes et communistes. Il serait davantage d'arguer de l'interprétation sur le plan de l'autorité du premier ministre.

JACQUES ISNARD.

ACTUELLEMENT

TERRIN
luminaires de france
39 Boulevard Raspail, Paris 7^e

AVANT TRAVAUX D'EMBELLISSEMENT
met en

LIQUIDATION
LA TOTALITE DE SON STOCK

LUMINAIRES tous styles
PETITS MEUBLES, VERRERIES
ABAT-JOURS etc.

ENORME REMISE

OUVERT TOUS LES JOURS de 9 h. à 19 h.
Métro : Sèvres-Babylone - Tous les bus

AUTORISATION PREFECTORALE

POLITIQUE

Le commun

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS**D'une région à l'autre****I. — La Haute-Normandie face à la relève de son personnel politique**

Si banales qu'elles puissent être, certaines images n'en ont pas moins quelque valeur. Ainsi celle du Normand, attentiste et prudent, qui ne dit ni oui ni non et qui pense « peut-être ». La gauche est-elle définitivement divisée ? La majorité est-elle résolument unie ? Quelle influence aura sur le report des voix au second tour la compétition que se livreront les candidats au premier ? Ces questions s'imposent dans une région où, en mars 1973, les résultats n'avaient été acquis qu'au second tour, sauf pour le maire communiste du Havre, M. André Durouméa,

qui avait recueilli dès le premier 53,54 % des suffrages exprimés. Elles se justifient par les espoirs qu'affiche la majorité de conserver ses dix sièges, voire d'en augmenter le nombre face à une gauche dont les ambitions s'appuient sur les bons résultats enregistrés lors des élections municipales de mars 1977 et lors des élections cantonales, un an auparavant.

La majorité ne manque pas de remarquer qu'une seule cir-

conscription de l'Eure (la troisième, celle de Louviers) et trois seulement des sept circonscriptions de la Seine-Maritime dont les députés sortants lui sont favorables, n'avaient pas donné l'avantage à M. Valéry Giscard d'Estaing. Encore précisément que la différence n'était que de 22 voix dans la cinquième circonscription de la Seine-Maritime, sur 80 283 suffrages exprimés ! En outre, elle fait valoir que la démission de la gauche ne pourra que favoriser son propre succès au second tour. Encore faut-il qu'il n'y ait pas pluralité de candidats de la majorité.

SEINE-MARITIME : les radicaux d'hier et d'aujourd'hui

Ainsi en est-il dans la première circonscription de Seine-Maritime (Rouen II, IV, V, Darnétal) où M. Jean Leucanet ne tente pas « a priori » de retrouver le siège qu'il avait enlevé à P.D.R. en 1973. L'ancien ministre d'État, un décret de 25 séances devant pourraient revoir sa décision si le sondage auquel il sera procédé entre les 15 et 20 janvier révélait une insuffisante percée de son candidat, M. Henri Colombe. Ce dernier, haut fonctionnaire, actuel secrétaire général de la mairie, est connu des milieux politiques et ministériels comme l'un des meilleurs élus socialistes. Le soutien que lui apporte le quotidien de M. Hennecart, *Paris-Normandie*, sera-t-il suffisant ? Le patronage du maire de Rouen lui donnerait-il une avance confortable sur les autres candidats de la majorité, M. Roger Farrant, conseiller municipal de Rouen, député à l'Assemblée nationale, et M. Michel Blot, président de la fédération départementale du R.P.R., adjoint au maire du Havre, ne conteste pas ce risque, mais il estime indispensable de « prendre le départ », d'être présent des « marchés », les élections suivantes pouvant, explique-t-il, se faire à la proportionnelle.

Son adversaire, c'est ce qu'avait fait le candidat radical valoisien en septembre, lorsque, n'étant pas parvenu à un accord pour figurer sur la liste sénatoriale d'union de la majorité, il avait présenté sa propre liste. Résultat : 4,39 % des suffrages exprimés par les grands électeurs. Qu'ils soient de gauche ou scherbiens, les radicaux admis au conseil régional étaient relégués moins de radicnalisme que de « marquisme », néologisme formé sur le nom de l'ancien président du conseil, André Marie, décédé en juin 1974.

M. Claude Heuillard, conseiller général radical du canton de Gournay-en-Bray, tentera néanmoins de faire élire M. Georges Delaire, le siège de la deuxième circonscription (Forges-les-Eaux) que celui-ci lui avait légué lors de l'entrée de celui-ci au gouvernement. Député sortant, M. Damamme, qui a perdu la mairie de Darnétal en mars dernier au profit du P.C., n'a guère apprécié qu'il soit « évacué » au profit de M. Colombe.

En tête de la gauche lors des précédentes consultations, le P.C. compte bien — en la personne du nouveau maire de Darnétal, M. Jean-Claude Février — conserver cette première place qui lui connaît le P.S. Le candidat socialiste, Jean-Marie Panner, qui, en 1974, avait obtenu 20,4 % du scrutin cantonal (où le nombre des électeurs représente la moitié de ceux de l'ensemble de la circonscription) à l'occasion d'un scrutin partiel provoqué par le décès de M. François Salomon (cent. dém.), estime qu'il est en mesure de recueillir l'ensemble des voix de gauche non communistes malgré la candidature de M. Jacques Crozeman, président de la recherche sur le cancer, ra-

dical de gauche. Dans cette circonscription, une douzaine de candidats se sont déjà annoncés. Particulièrement tendues lors des récentes élections sénatoriales, les relations entre socialistes et radicaux sont toutefois meilleures qu'à l'époque d'Yves Tiot, alors qu'il était à l'approche d'un scrutin de mars. Les socialistes soutiennent les amis de M. Robert Fabre de vouloir faire le jeu du P.C. en présentant huit candidats dans le département, les exceptions concernant les deux circonscriptions (troisième et quatrième) étant détenues par le P.C. M. Robert Fabre, président du conseil régional,

Bénéficiant de l'investiture de la majorité, tout comme M. Delaire dans la dixième circonscription, M. Roger Fosse (R.P.R.), député sortant de la huitième circonscription (Yvetot), a investi et que le P.R. a emporté. Il ne reste plus que deux candidats radicaux au sein de la municipalité de Canteleu entre P.C. et P.S., dont l'un des deux, M. Roger Provost, est candidat. M. Martin Juge d'autant plus justifiés ses espoirs que sera plus divisée la gauche, qui se réclame également M. Bernard Denain et M. Raymond Lescacheur, deux conseillers généraux de la majorité.

Si au sud-ouest de cette vaste circonscription cauchouse (onze cantons, deux cantons communes), la cinquième (Dieppe) n'est plus représentée à l'Assemblée nationale depuis l'élection récente au Sénat de celui qui était élu dans le département depuis 1961, M. Beaufort (P.R.), ancien ministre, président du conseil régional,

Le P.C.F. et M. Laurent Fabius

Dans la deuxième circonscription (Gisors), le maire de Petit-Couronne, M. Henri Lallier, candidat traditionnel du P.C.F., tentera d'améliorer son score, qui avait été de 27,06 % au premier tour de 1973. C'est le même objectif que pourraient pour le P.S. M. Laurent Fabius, qui brigue la succession de M. Tony Larue, élu sénateur en septembre dernier après vingt et une années passées à Gisors. M. Larue, après avoir été élu à la mairie de Gisors en 1967, a été nommé adjoint au maire de Grand-Quevilly, puis aussi la plus pauvre en électeurs du département — que la majorité avait enregistré le plus fort recul en 1973. M. Alain Guérin, député sortant, a été élu à la dixième circonscription (Forges-les-Eaux) que celui-ci lui avait légué lors de l'entrée de celui-ci au gouvernement. Député sortant, M. Damamme, qui a perdu la mairie de Darnétal en mars dernier au profit du P.C., n'a guère apprécié qu'il soit « évacué » au profit de M. Colombe.

Dans la troisième circonscription (Rouen I, III, VI, Sotteville), M. André Danet, vice-président du conseil général, conseiller municipal de Rouen, président de la fédération du P.R., est l'un des candidats de la région qui ont déjà commencé leur campagne. Son objectif est de battre le socialiste démissionnaire Roland Leroy, à qui avait déjà succombé en 1973. Le directeur de l'Ecole d'agriculture, M. Raymond Léveillé, qui avait été élu à la fin de 1973, a été élu à la fin de 1974.

Dans la quatrième circonscription (Rouen II, III, VII, Sotteville), M. André Danet, vice-président du conseil général, conseiller municipal de Rouen, président de la fédération du P.R., est l'un des candidats de la région qui ont déjà commencé leur campagne. Son objectif est de battre le socialiste démissionnaire Roland Leroy, à qui avait déjà succombé en 1973. Le directeur de l'Ecole d'agriculture, M. Raymond Léveillé, qui avait été élu à la fin de 1973, a été élu à la fin de 1974.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Chevalier, candidat socialiste de l'époque.

Dans la quatrième circonscription, qui englobe la banlieue ouest et nord de Rouen, deux candidats ont, eux aussi, dédié à l'occasion de l'élection à l'Assemblée nationale de 1973, M. Pierre Monfray, P.R., et M. Colette Privat (P.C.), ayant tous deux réussi à retrouver cinq ans plus tard le siège dont M. André Martin (réd.) avait alors dépossédé M. de Sarnes. Mme Colette Privat (P.C.) avait obtenu 20,12 % des suffrages exprimés en 1973 avec l'étiquette PSU, et celle qu'avait obtenue M. Daniel Che



Monde DES LIVRES

Le curieux registre de Yann Gaillard

● Des « nécros » à
gout de « chaud-froid ».

NUL genre littéraire n'est plus perdu que la nécrologie. Ecrite à cheval, dans l'émotion de la nouvelle, elle sonne le plus souvent dans l'hagiographie. Le mort y est paré de toutes les vertus. Rédigée à froide, en prévision d'un événement redouté, elle a un arrière-gout d'assassinat.

Yann Gaillard échappe à ces deux dangers. Tout d'abord parce qu'il prend ses distances, dans le temps, avec les morts illustres dont il nous entretient (leur décès date de 1975). Ensuite, parce que, sa démarche ne lui était pas imposée par la nécessité, mais par ses propres volontés ou choix. Il peut se permettre, à l'égard des modèles, dont il rend compte, une liberté qui est déjà celle de l'historien ou du critique.

Si la mort, pour l'anarchiste Georges Darien, n'était pas une excuse, pour Yann Gaillard, historiographe des Grands, elle n'est pas d'avantage un bâillon.

Le livre, curieusement, débute d'ailleurs par une nascarde à la hiérarchie du Gotha, en même temps qu'une pirouette au calen-

drier du temps. La Grande Eugène, de son vrai nom Eugène Courri, n'est pas mort en 1975 mais l'annonce de son décès n'a été donnée que le 3 janvier de cette année-là. On apprend, à cette occasion, que la Grande Eugène n'était pas pécheresse, mais qui n'aurait d'intérêt que « spécial » si cette « spécialité » ne traduisait précisément l'évolution de l'érotisme de la capitale vers des activités plus dures, plus vachées, plus rentables, que seuls des travestis pouvaient désormais assumer.

Mais le véritable premier grand mort de l'année, c'est Pierre Fresnay, sur lequel Yann Gaillard écrit des pages sensibles et justes, quelque dépourvues de la moindre complaisance.

« Il aura eu, à n'en pas douter,

l'estime de Jean-Jacques Gautier et l'admiration de l'habileuse

du théâtre de la Michodière. »

« Le capitaine de Boieldieu, porte-pioncys sans défaut. »

On voit le ton. Il se durcit à propos de Novotny et de la tragi-comédie tchèque : « Ce qui est remarquable, malgré l'insignifiance du personnage, c'est le savoir-faire que longtemps il déploya. » Il repose dans l'appareil comme un poisson dans la saumure. « Il se comporte

au sommet comme un petit gradé. L'accent se fait attendri, plus lyrique pour la chanteuse égyptienne Oum Kalsoum, qu'il dépeint avec les couleurs du tableau de Paul Klee intitulé précisément *Chanson arabe*. Pour retrouver toute son acidité avec Aristote Onassis, cette puissante machine à faire rêver, éditée sur trois monstres : la crise, les deux grandes guerres, et qui se définit, à l'image de la décadence des empereurs, par une débandade des muscles et des organes de la locomotion et des sens, jusqu'à la phase finale de la respiration artificielle.

Yann Gaillard est d'ailleurs à l'aise dans la description minutieuse, impénétrable, de ces décompositions grandioses comme Vélasquez le fit sur le thème de la *Reina Muerta*. Le sommet de son livre est sans doute la fin de France, racontée au jour le jour, tout au long de cette interminable et inutile entreprise de survie médicale pour tenter de prolonger, de maquiller une

dernière fois une image fausse, lui donner l'illusion de la vie et qui se termine par ces quelques mots, inexorables comme une légende qui se détruit : « On débranche simplement les appareils, l'ultime petite lucarne s'éteint sur les cadavres. Ainsi finit la guerre d'Espagne. »

Dans un de ses précédents livres : *Mémoires des morts illustres* conçu également comme un épémétrie nécrologique, mais pour l'année 1970, Yann Gaillard avait mis l'accent sur la commune signification de l'échec qui caractérise toute vie, au moment de la mort, garant du rêve qu'elle porte. On retrouve cette coloration dans le bilan de destins aussi disparates que ceux de Guy Mollet, Hallé Sélassié, Tchiling Kal-chek, Emanon de Valera, le prince Paycal. Avec peut-être une exception pour Joséphine Baker, à la couleur de la banane, Saint-John Perse, à notre Leconte de Lisle, et, curieusement, dans cette galerie de portraits à l'acidité police, Jacques Duclos, le « Pouliot du parti communiste », que l'auteur associe dans un hommage contenant à un autre second plan du cirque politique : Paul Reynaud, Les histrions, les funambules, les virtuous du verbe et de la formule, dispensateurs du rêve pour lesquels Yann Gaillard, lui-même rêveur de la mythologie du quotidien, paraît nourrir un faible.

PAUL MORELLE.

(Lire la suite page 15.)

et qu'il voit, enfin, scellés leurs cervelles de plomb, pousse un « fracassant soupir de soulagement ». La mort des riches est la vengeance des pauvres, et un motif de fête. Ainsi des « Funérailles de la Grande Mère », « souterraine absolue du royaume de Macondo », qui s'organise en une hémisphère « hémisphère » et féodale, dont l'écho retentit d'un bout à l'autre du globe : Sa Santé sol-même se déplace, en traversant la forte vierge de sa gondole noire et connaissant « pour la première fois dans l'histoire de l'Eglise » le supplice des monstres ! et avec elle le cortège mythologique des fées, et les iguanes, et les pirogues et l'incroitable énumération des millions de cages et poursuit son rêve après une heureuse mémorable dans le cloaque des rues ; c'est aussi ce voleur qui fracture le cadenas de la salle de billard et, ne trouvant rien à voler dans le tiroir-caisse, s'en retourne avec les trois boules en Ivoire, inutiles ; et c'est, enfin, la poignante petite Erendira, prostituée à quatorze ans par sa grand-mère afin de payer une dette astronomique, et qui redécouvre l'innocence dans les jeux amoureux et clandestins du Jeune Ulysse.

Ce peuple-là, misérable, expiré, toujours victime et néanmoins plein de verve et d'invention, lorsque les Grands de ce monde s'érouvent et meurent, et cela pour l'éternité. »

Contre la solitude, il reste l'arme absolue, le déferlement de l'imagination, si efficace dans sa lutte déclarée contre le réel dont l'irruption est aussi brutale et avide que, par exemple, le coup de pistolet à travers la porte qui écrabouille le jeune visage du bon petit voleur.

L'univers de Garcia Marquez est tout rempli de magique, et de charmes fantomatiques : la femme changée en araignée pour avoir désobéi à ses parents ; la grand-mère d'Erendira d'où coule un sang vert « pareil à du miel à base de feuilles de menthe » ; Blascaman, le faiseur de miracles, inlassablement ressuscitant au fond de sa sépulture blindée et qui pleure à travers sa tombe « tout le temps que moi je serai vivant, c'est-à-dire éternellement ».

Étonnant dénouement que Garcia Marquez qui déclara naguère, ici même : « Il faut ouvrir la porte grande ouverte à l'invention, et même à tous les excès de l'imagination. » Il a donc révélé le prodigieux regard des temps modernes, prunelle démoniaque prométhéenne, qui donne à voir aux hommes la réalité de leur histoire, de leur misérable monde bâti par Céline qui, après tout, « était toute l'éternité pour se reposer », et ramine pour eux, pour nous, la permanence du mythe, en voyant souverain.

ALBERT BENOUSSAN.

▲ LES FUNÉRAILLES DE LA GRANDE-MÈRE ET L'INCROYABLE ET TRISTE HISTOIRE DE LA CANDIDE ET EN D'IRÀ ET DE SA GRAND-MÈRE DIABOLIQUE, de Gabriel García Marquez, traduit par Claude Courfond ; Grasset, 150 et 165 pages ; 30 F chaque volume.



* Dessin de Plautu.

Gabriel García Marquez, voyant souverain

● A Macondo, tout va.

A point de départ de l'écriture de García Marquez, il y a la création de Macondo, ce bourg mythique, qui n'est pas tout à fait l'Aracataca de sa naissance, sur la côte colombienne, mais un lieu coincé entre la mer, marécageuse, dévorante de dunes, avec ses myriades de crabes emplumant l'atmosphère, et l'infranchissable Cordillère. Séjour de désolation, d'après le cataclysme où les gens vivent un temps arrêté, une éternité d'amour et de solitude, et la terreur de l'événement.

Et voilà que revit, aujourd'hui, Macondo, dans ces deux recueils, par la voix de son traducteur émérite Claude Courfond. S'il est vrai que la plupart de ces récits — neuf sur quinze — ont précédé de quelques années la publication du roman de Macondo, « Cent ans de solitude », pour nous qui les recevons après, ils ont l'air de renvoyer au grand échaudage, très exactement, d'ailleurs, comme ils renvoient, pour l'auteur griffonnant ces huit pages, à la lente édification de son centre capital (1).

Le Macondo des nouvelles est celui de la fin des temps du colonel Aureliano Buendía. Un village morte, écrasé de chaleur tropicale, crevassé de sécheresse, où flotte « une épaisse fumée sujette », visité par le lent train jaune et les chargards aux grandes ailes sales... La guerre

civile est passée, l'armée s'est emparée des mairies et des caisses, sans scrupules ouïs aidé à la pacification dévastatrice. Le grand corps fidalgi n'en finit plus de se décomposer.

Dans ce monde d'amertume et de silence, la parole est aux humbles : la mère de Carlos Centeno qui ne volait qu'aux riches, un bon petit avec sa gueule cassée de boxer malchanceux qui restait trois jours au lit après chaque match ; le merveilleux Baltazar qui connaît une immense cage pour le fils du riche Montiel et, malgré le refus de celui-ci de le payer, imagine les millions de pesos qu'il va gagner en assemblant des millions de cages et poursuit son rêve après une heureuse mémorable dans le cloaque des rues ; c'est aussi ce voleur qui fracture le cadenas de la salle de billard et, ne trouvant rien à voler dans le tiroir-caisse, s'en retourne avec les trois boules en Ivoire, inutiles ; et c'est, enfin, la poignante petite Erendira, prostituée à quatorze ans par sa grand-mère afin de payer une dette astronomique, et qui redécouvre l'innocence dans les jeux amoureux et clandestins du Jeune Ulysse.

Ce peuple-là, misérable, expiré, toujours victime et néanmoins plein de verve et d'invention, lorsque les Grands de ce monde s'érouvent et meurent, et cela pour l'éternité. »

Contre la solitude, il reste l'arme absolue, le déferlement de l'imagination, si efficace dans sa lutte déclarée contre le réel dont l'irruption est aussi brutale et avide que, par exemple, le coup de pistolet à travers la porte qui écrabouille le jeune visage du bon petit voleur.

L'univers de Garcia Marquez est tout rempli de magique, et de charmes fantomatiques : la femme changée en araignée pour avoir désobéi à ses parents ; la grand-mère d'Erendira d'où coule un sang vert « pareil à du miel à base de feuilles de menthe » ; Blascaman, le faiseur de miracles, inlassablement ressuscitant au fond de sa sépulture blindée et qui pleure à travers sa tombe « tout le temps que moi je serai vivant, c'est-à-dire éternellement ».

Étonnant dénouement que Garcia Marquez qui déclara naguère, ici même : « Il faut ouvrir la porte grande ouverte à l'invention, et même à tous les excès de l'imagination. » Il a donc révélé le prodigieux regard des temps modernes, prunelle démoniaque prométhéenne, qui donne à voir aux hommes la réalité de leur histoire, de leur misérable monde bâti par Céline qui, après tout, « était toute l'éternité pour se reposer », et ramine pour eux, pour nous, la permanence du mythe, en voyant souverain.

ALBERT BENOUSSAN.

● Une « nature ».

AVEC LA Première Habitante, son premier roman, Françoise Lefèvre avait conquis d'emblée cent mille lecteurs (qui faut mettre, pour une large part, au féminin, et c'est fort bien). Une bonne habitude qui ne saurait être perdue. Car, chez Françoise Lefèvre, elle n'est pas une seconde nature, mais nature même : vivante et vraie, chaude et poignante. Nature et écriture naturellement confondues. Son langage à elle n'est pas recherche de langage : il sort d'elle-même, c'est-à-dire une voix. Ainsi dans cette femme, dans ces femmes, la même fureur de vie qui les fait étreindre, manger la chair et la terre. Vague puissante qui revient déferler jusque dans ce pèlerinage au lieu de la mort : « L'indécence, ce n'est pas la chair heureuse. L'indécence, c'est la mort. Je répète que nous conservons un certain cheptel comme les forêts qui me hantent. » Hantée de forêts, elle-même forêt : c'est bien ainsi qu'on voit la femme que nous offre Françoise Lefèvre, bel arbre chevelu aux bras ouverts, portant, secouant d'elle ses fruits.

Un jour, elle apprendra qu'il n'est pas son père. Au choc, succède un allégement, presque un ravissement. Sans doute pensera-t-elle qu'il l'avait, à peine née, épousée en même temps que sa mère. L'étonnement, la passion, le remords devant cette soudaine absence, inexplicable, scandaleuse s'expriment dans un mot admirable : « Je l'ai mangé ! » Car, dans ce va-et-vient du temps, la femme qui se souvient parle tantôt au présent, tantôt avec d'amour, pour cet homme deux fois effacé !

Un jour, elle apprendra qu'il n'est pas son père. Au choc, succède un allégement, presque un ravissement. Sans doute pensera-t-elle qu'il l'avait, à peine née, épousée en même temps que sa mère. L'étonnement, la passion, le remords devant cette soudaine absence, inexplicable, scandaleuse s'expriment dans un mot admirable : « Je l'ai mangé ! » Car, dans ce va-et-vient du temps, la femme qui se souvient parle tantôt au présent, tantôt avec la voix, le cœur, le corps de la petite fille ou de l'adolescente qu'elle fut.

Il est significatif que le mot

« présence » soit le dernier de cette quête d'une appétente absence. Au fond du livre, au fond de l'écrivain, il y a essentiellement cette protestation véhément, cette espèce de colère amoureuse contre la mort.

YVES FLORENNE.

▲ LE BOUT DU COMPTE, de Françoise Lefèvre. J.-J. Pauvert, 222 pages, 30 F.

UN BILAN

II. — Le temps retrouvé

POUR les livres, 1977 s'est caractérisé par l'exploitation systématique de l'actualité comme créneau commercial. Hé là la consommation audiovisuelle. Les essais et toute la recherche ont pâti de cette tyrannie mercantile (voir *le Monde* du 29 décembre 1977). Le roman, davantage encore. Le public est détourné de la fiction écrite par la télévision, qui lui semble mieux répondre à son besoin de rêve, et par la notion ambiguë de lecture « rentable », ou de pur divertissement. Les témoins de la politique et de l'écran, qui donnent le ton en matière culturelle, décrivent volontiers que le roman s'est arrêté avant la guerre, et qu'ils préfèrent « lire Stendhal », façon de ne pas avouer leur ignorance paresseuse ou leur goût d'élite cynique pour les feuilletons d'aéroport.

LES éditeurs se régalent sur cette évolution réputée libre, et incitent leurs auteurs à s'y conformer.

S'ils vivent de nos jours, Proust et Joyce seraient entraînés, de gré ou de force, à couper leur œuvre d'un pamphlet au magnétophone sur l'homosexualité, Israël ou l'Ulster. Si les meurs d'aujourd'hui avaient prévalu en leur temps, Mauriac et Maïraux y seraient alors, en 1936, de leur politique-fiction sur des rencontres secrètes entre Chautemps et la Cagoule. On voit ce que le commerce peut gagner.

Cet encanissement forcé est d'autant plus lamentable que la fiction a retrouvé la vitalité compromise, de 1950 à 1970, par des théoriciens du « nouveau roman », puis par ceux « sciences » du langage. Jacques Laurent, qui a pris une part prépondérante dans la résistance à ces terroristes, et Maïraux, quant à lui, avait perdu *l'Homme précaire*, et que les auteurs de tous bords retrouvent.

L'INVASION du champ culturel par l'instantané a fait apparaître, à contrario, les pouvoirs inégalables de l'écriture sur le passé, collectif ou individuel. La mémoire est redevenue, en 1977, le matériau privilégié de la création romanesque.

C'est vrai pour les très grands. Les lecteurs ont plus enrichi leur esprit et réjoui leur sensibilité en revivant, avec Pagnol, le *Temps des amours* dans les garrigues autour de Marseille, qu'avec tous les dossiers de circonstance sur l'en-

par Bertrand Poirot-Delpech

fance ou l'écologie. Aucune étude savante de l'atavisme ou de la vie quotidienne au siècle dernier n'aura marqué aussi fort en 1977, sur les mêmes thèmes, qu'*Archives du Nord*, où Marguerite Yourcenar, en revant ses ascendances, fait rêver chacun de nous à ses propres racines.

D'une façon générale, tous les romans notables de l'année passée œuvrent à se réapproprier le temps, à ré-introduire l'homme dans l'histoire, le sujet dans son destin, donc à reconquerir de la liberté.

LES uns visent à regagner cette liberté en relevant la chronique collective à la place où elle se trouve en réalité, c'est-à-dire en fond de tableau, par rapport à nos événements intimes.

Ainsi Michel Déon nous a-t-il rappelé que, pour les *Vingt Ans du jeune homme* comme pour tout le monde, l'occupation c'était aussi, sinon d'abord, un certain bleu de robe dû dans le soleil, la flèvre des plaisirs refusés, une odeur de topinambour. Même évidence chahutée chez Boudard — les Combattants du petit bonheur — pris Renaudot.

En mêlant les souvenirs de trois générations — 1930, 1950, 1970 — Pierre-Jean Rémy a montré, avec son souffle hors série, que les crises mondiales ne suffisaient pas à éclipser ni à modifier assemblant cet événement fracassant qu'est l'explosion de l'adolescence, au moins sur un demi-siècle et dans un millier d'éducation et culture amortissant les chocs du dehors : les *Enfants du parc*.

Regis Debray — *La neige brûle*, prix Fémina — Jean-Pierre Chabrol — *La Folie des miens* — et Rezvani — *Feu* — ont prouvé que, même pour l'extrême gauche où, d'habitude, l'histoire prime l'individu, l'engagement révolutionnaire, la perversion stalinienne ou l'utopie hippie demeuraient affaire de psychologie, voire de mystique.

A l'autre bout de l'horizon politique, Dominique de Roux, dont la mort précéda à privé la vie littéraire d'un de ses agitateurs, au sens noble et indispensable du mot, a repris le flambeau romantique, abandonné par Maïraux, de l'action personnelle sur l'événement, fût-elle ténébreuse et sans illusion : le *Cinquième Empire*.

(Lire la suite page 15.)

L'amour fou de

congrès**LE PEN-CLUB A ADOPTÉ UN PROJET DE « DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'ÉCRIVAIN »**

● La liste des écrivains en prison ne cesse de s'allonger dans le monde entier.

Le 42^e Congrès du PEN-Club international s'est tenu à l'Australie, à Sydney, du 11 au 17 décembre 1977. En plus des réunions du comité exécutif, il comprend des séances littéraires sur le thème suivant : « La littérature, pont entre les cultures d'Asie et d'Europe ».

Le délégué du PEN américain, le poète Richard Howard, et le président du PEN français, G. E. Clancier, ont fait adopter par le Congrès un projet de « Déclaration universelle des droits de l'écrivain ». Le PEN international va demander à l'ONU de promulguer cette « Déclaration », aux termes de laquelle, conformément à la Déclaration des droits de l'homme, « les gouvernements de tous les pays doivent exercer une surveillance incessante pour la sauvegarde de la liberté d'expression des écrivains, indépendamment de la race, de la religion, de la nationalité, de la langue ou des opinions de ceux-ci. Les gouvernements doivent s'abstenir, à l'égard de l'écrivain, de tout acte répressif ou punifiant ».

Le Congrès a approuvé le rapport du comité d'aide aux écrivains en prison, dont la liste, dans le monde entier, ne cesse de s'allonger. Les centres PEN d'Angleterre, d'Australie, de Belgique de langue flamande, de Hollande, de Suisse romande, prennent comme membres associés, afin d'es-

ayer de les protéger, certains de ces écrivains emprisonnés (sinon, on peut citer parmi les membres associés du PEN français : l'Argentin Antonio di Benedetto, l'Uruguayen Huber Contessa, le Soviétique Vladimir Osipov, le Yougoslave Mihailo Milinkov, récemment amnétié).

La presse australienne a fait état, pendant le Congrès de mesures de coercition prises à l'égard d'un autre membre associé du PEN français : Maxime Vladianov, nouveau président de la section soviétique d'Amnesty International. Le secrétaire général du PEN français, Dimitri Stolypine, a donné lecture de la liste de démission adressée par Vladianov à l'Union des écrivains soviétiques. De nombreux délégués présents à Sydney ont signé avec leurs confrères français un télégramme de protestation en faveur de l'écrivain menacé.

Une commission de défense des écrivains emprisonnés vient d'être constituée à la section française des PEN-Clubs.

Cette commission, en liaison avec la commission des écrivains en prison de la Fédération internationale des PEN-Clubs, s'attachera plus spécialement à la situation des écrivains étrangers ayant des liens particuliers avec la France, sa langue et sa littérature.

Elle est composée des écrivains G. E. Clancier, président, et Albert Memmi, vice-président du PEN-Club français, Dimitri Stolypine, secrétaire général Georges Auclair, Guy Le Clech, Jean-Pierre Faye, Alfred Kern, Vercors. Un des premiers effets des interventions effectuées a été la récente libération de l'écrivain d'Argentine Antonio di Benedetto.

LA PENSEE UNIVERSELLE
Important Éditeur Parisien
recherche pour création et lancement
de nouvelles collections
manuscrits inédits de romans, poésie, essais
théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un
lancement par presse, radio et télévision.
Adresser manuscrits et C.V.
Tél. 325.85.44. 3 bis Quai aux Fleurs
75004 PARIS
Conditions d'édition fixées par contrat régi par l'article 49 de la
loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire.

**Le Monde
DE L'EDUCATION**

Numéro de janvier

LA POLITIQUE AU LYCÉE

« Un cancer ronge l'éducation, qui a nom : politisation », écrit le R.P.R. dans sa brochure sur l'éducation. M. Haby, de son côté, a souvent dénoncé les « propagandistes sans scrupules », qui « endoctrinent » les jeunes.

Qu'en est-il dans la réalité ? Une grande enquête menée par « Le Monde de l'éducation », dans plusieurs régions françaises montre que ces alarmes sont bien excessives. L'agitation politique a pratiquement disparu des établissements scolaires. Mais si le militantisme diminue, un souci nouveau apparaît : le désir de nombreux élèves et enseignants d'aborder franchement les sujets politiques en classe.

Egalement au sommaire :

— Les métiers de la psychologie.
— La presse à l'école : ce qu'en pensent les professeurs.
L'adieu de « Défense de la jeunesse scolaire ». Tableau comparé de trente collections d'éditions de jeunesse et de leur utilisation pédagogique possible. Les directrices d'école sur la scolarité en Grande-Bretagne. Index des articles publiés dans « Le Monde de l'éducation » en 1977.

Le Monde de l'éducation
5, rue des Italiens, 75007 PARIS CEDEX 02.
Le numéro : 6 F. Abonnement (11 numéros) : 60 F.

Les militaires argentins n'aiment pas la Dame Tango

« S'il faut offrir des spectacles au peuple, on fera flamber des livres. Il y en a toujours de condamnables », dit le narrateur de la Dame Tango, le dernier roman d'Anne Capelé (Belfond, 23 p., 39 F). La Dame Tango ne connaît pas le bûcher, elle est simplement interdite de séjour en Argentine, ainsi en a décidé la junte militaire. Ce livre, estimant être le censeur de Buenos-Aires, « par son contenu, ses intentions et une interprétation déformée des événements qui se sont produits en Argentine ces dernières années, est destiné à provoquer des réactions de violence dans différents secteurs de la société argentine ». L'interdiction concerne non seulement la version originale en français, mais également toute publication partielle ou résumée de respect. — B. A.

Le roman d'Anne Capelé conte, dans un style lyrique et secret, l'échec d'une femme parvenue au sommet du pouvoir, après avoir épousé le « Lider », ascension et chute d'une petite danseuse qui évoquent irrésistiblement le destin d'Isabelle Peron sous l'écorce fragile de la parabole. — B. A.

la vie littéraire**Un « Jules Verne » chez Juillard**

Dirigée par Camille Bourque, une collection intitulée « Biographies » va prendre place chez Juillard. Elle réunira quatre ouvrages par an. Gérard Marc Soriano qui publie le premier texte de la collection avec un Jules Verne, mis en place chez les libraires le 31 mars prochain. Il sera suivi d'un Verdi, par Jacques Bourgeois. Des biographies de Dickens et de Cervantes sont d'ores et déjà prévues. — B. A.

Une nouvelle collection de politique-fiction : « Scoop »

L'éditeur Tchou lance une nouvelle collection de politique-fiction, « Scoop », dirigée par Alain Cancler et Muriel Lesterlin. Quatre ouvrages seront publiés chaque année sous ce label et c'est un livre de Georges Bataille, intitulé « l'Homme du Vercors », qui inaugure la collection en février prochain. Dans ce roman où se mêle l'information et l'imagination, le récit de papier est le trame de fond d'un vaste complot qui vise à mettre en place un nouvel ordre du monde. Décidément, les romanciers n'ont plus de respect : à quand le roman de Malin ?... — B. A.

Une année Voltaire-Rousseau

Ils ont eu la bonne — ou la mauvaise idée de mourir la même année 1778, Voltaire le 30 mai, Rousseau le 2 juillet, ce qui va faire de 1978 une année placée sous leur double égide. Et on les célébrera ensemble, en dépit de leur éternelle querelle : la mort efface tout.

Trois importants colloques sont prévus :

— A Nice, les 28, 29 et 30 juin, organisé par le groupe de recherches sur Jean-Jacques Rousseau et le dix-huitième siècle de l'université de cette ville. Six groupes de travail étudieront Rousseau et Voltaire pendant les deux dernières années de leur vie avec cette orientation : « Regards de 1978 sur les occupations et les préoccupations de l'homme en retraite ». On verra les deux hommes dans leurs rapports avec la nature, la maladie, la mort, on étudiera leur vocabulaire au terme de leur œuvre, leurs positions morales, politiques, philosophiques, on les salera de leurs regards étrangers.

— A Paris, du 3 au 7 juillet, un colloque, international cette fois, est organisé par la Société d'histoire littéraire de la France et la Société française d'étude du dix-huitième siècle. Il se tiendra au C.N.R.S., qui prête son concours, ainsi que le ministère de la

culture. L'accent est mis aussi sur la dernière œuvre des deux écrivains, mais c'est tout le mouvement du siècle — lettres, arts, sciences, idées — qui sera évoqué dans les communications, tandis qu'on évaluera l'image que la conscience nationale et internationale garde d'eux. Les participants viennent de Genève, de Pologne, d'Italie, des Etats-Unis, de Berlin-Est, etc.

— A Chantilly, les 5, 6, 7 et 8 septembre, un colloque, international encore, organisé par l'université de Picardie et les associations culturelles de la région, se tiendra au centre culturel « Les Fontaines » (route de Gouvieux, Chantilly). Là on ne s'occupera que de Rousseau et on sera plutôt entre philosophes pour étudier la place de l'écrivain « dans la crise contemporaine de la conscience ».

En dehors de ces grandes réunions d'autres manifestations sont encore prévues :

— Une exposition consacrée à Voltaire voyageur — au Musée de l'Ile-de-France, à l'Orangerie du château de Sceaux, du 27 avril au 5 juillet. Voltaire seul bénéficiera de ce genre d'hommages. En novembre la Bibliothèque nationale à son tour lui consacrera une exposition :

— Des conférences surtout axées sur

vient de paraître**Lettres étrangères**

TENNESSEE WILLIAMS : *Mémoires*
— Les événements publics privés qui ont marqué l'auteur de *La Chute sur ses toits brûlants*. Trad. de l'américain par M. Pons et M. Wim. Robert Laffont, 305 p., 49 F.

WILLIAM S. BURROUGHS : *Histoires des saints*. — Un foisonnement de personnages équivoques menacent à la mort de Burroughs, tous les ondes extraites. Trad. de l'américain par Ph. Mikrammos. (Flammarion, 285 p., 49 F.)

ESSAIS
LOUIS LEPRINCE-RINGUET : *Le Grand Mardi ou l'Esprit pour demain ?* — L'auteur de *Science et bonheur des hommes* prolonge ses réflexions sur la place de l'homme dans un paysage planétaire qui change profondément. (Flammarion, 251 p., 35 F.)

NICOS POUZANTZIS : *Elles, le Paradoxe, le Socialisme*. — Une analyse des fondements et des transformations de l'Est et du pouvoir moderne, qui se veut aussi une réponse aux « nouveaux philosophes ». (P.U.F., 300 p., 49 F.)

PIERRE BIRNBAUM, FRANCIS HAMON, MICHEL TROPER : *Réassurer le Parlement*. — Par trois professeurs membres du parti socialiste, une thèse selon laquelle les véritables représentants de la nation servent de plus en plus les partis politiques dont les élus devraient être les délégués. Pour restaurer la prééminence du Parlement. (Flammarion, coll. « La rose au poing », 223 p., 20 F.)

PANNICKOCK ET LES CONSEILS OUVRIERS

— Nouvelle édition revue et augmentée. Serge Bataille présente un choix de textes du penseur hollandais théoricien des conseils ouvriers. (Graules et Documentation internationale, 29, rue Desautes, Paris-5^e)

LE PROF. DARNAUD, fondé en 1957 pour couronner l'auteur d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages ayant servi la cause du rationalisme, de l'esprit critique et de la méthode scientifique, a été décerné pour 1977 à René Zazzo, professeur à l'université Paris-X, directeur du laboratoire de psychobiologie de l'enfant, pour l'ensemble de son œuvre.

LE CENTRE D'INFORMATION ET DE COORDINATION DES REVUES DE POÉSIE vient de publier son bulletin n° 31. Ce bulletin, très utile, regroupe la plupart des informations sur l'activité poétique en France. (Rédaction : Jacques Lepage, chemin des Serres, 96700 Saint-Martin-Vésubie. Ed. Jean-Michel Place, 12, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris.)

POUR LA PREMIÈRE FOIS, le 20 janvier, sera remis, en marge du Festival du film fantastique d'Ajaccio, le Grand Prix de littérature fantastique. Le jury d'Ajaccio se compose de huit membres permanents qui éliminent tous les ans deux invités d'honneur. Les membres permanents sont André Meyni de Montdagny, Louis Leterrier-Desnoës, Louis Faucheu, Lionel Chouchou, Marcel Jeullan, Paul Guimard, Régine Deforges, Robert Sabatier, et les invités d'honneur Claire Brécherec et Robert Enrico.

LE FOU PARLE, revue d'humour, présente dans son numéro 4 une étude humoristique et polémique sur le nouveau roman. « Vingt ans d'écriture littéraire d'André-Louis Rouquier ». En couverture de la revue, on trouve un dessin de Sinf sur l'union des gauches. (19, rue Cassette, 75006 Paris, 8 F.)

RECTIFICATIF. — La présidente de l'association de la Bibliothèque catalane de Perpignan, siège du Congrès de culture catalane pour la Catalogne-Nord, tient à souligner la participation de la Catalogne-Nord aux travaux du congrès dont les actes de clôture se sont tenus à la fin du mois de novembre 1977, à Barcelone (voir le *Monde des livres* du 3 décembre 1977). Elle souligne notamment plusieurs manifestations culturelles : les *Sis Hores de canga* (les Six Heures de la chanson), l'Aplec au monastère de San-Miquel-de-Cuxà, ainsi que la visite itinérante du bibliobus *Cultura en ruta* (culture en route) à travers la région.

en bref**Fêtes et illusions**

CHRONIQUEUR d'une société qui déjeune à Rio et soupe chez Medina's, Jean Ormesson brosse dans les *Illusions de la mer* un tableau lucide et ironique de la « jet-society » internationale. C'est un monde aussi bien marginal, par ses rapports avec la vie actuelle, qui central pour les mêmes raisons. L'auteur, qui est, selon le mot de Tocqueville d'abord de sa classe — de grand-féodal — et ensuite de son opinion, parle aussi des fêtes somptueuses où la haute société se mêlent en de bizarres cocktails : « Les fêtes n'ennagent souvent. Je regarde celle-là d'un peu loin et c'est un spectacle d'une gaucherie et d'une animation qui me laisse presque horreur. »

Dans cette cour de Versailles composée de grands yachts, de résidences princières et de palaces, les meubles estampillés et les tableaux de maître sont toujours comptabilisés (tout comme les mines d'Alain et le pétrole) en millions de dollars. Les armateurs, les banquiers, les nobles et les politiciens s'alignent aux gangsters, aux mannequins divorcés, voire aux assassins, dans un opéra où les accessoires sont en vrais diamants et la vie en strass.

Ce spectacle, que le grand public regarde du poulailler ou à travers les actualités et la presse multicolore, est souvent payé avec le sang des mineurs de l'Amérique du Sud, ou d'autres prolétaires de tiers-monde.

Pierre, l'organisateur de ces fêtes, victime fascinée d'un monde qui le drogue à coups de cartas et de tirs, introduit Philippe (l'auteur) au cœur même de la *dolce vita* internationale. Philippe qui préfère faire l'amour sous les oliviers des îles grecques, contemplé ces sirènes depuis le pont du *Cygne noir*, l'Ulysse attaché au mat de son navire. Il écoute leur chant, qui est celui d'un cygne qui dure et d'une vie qu'il ne partage pas, mais qui le fascine.

DIMITRI T. ANALIS.

* LES ILLUSIONS DE LA MER, de Jean Ormesson, éd. Le Livre de poche, 316 pages, 8,50 F.

dans tous les kiosques et les librairies des femmes à Paris, Lyon et Marseille. mensuel **jancier 78 n°1 6F**
premier magazine écrit, fabriqué, réalisé, par des femmes.

70, rue des Saints-Pères 75007 Paris. Tel. 222.02.08.

مكتبة من الأصل

Un bilan

(Suite de la page 13.)

Du côté de l'humour enfin, qui se perdait et dont les regains profitent toujours à la liberté de l'esprit. Pividal — *Pays sages* — et Orsenna — *La Vie comme à Lausanne* — ont marqué très

par Bertrand Poirot-Delpech

drolement les droits impréscriptibles du rêve et de la fantaisie contre les empêchements et l'abrutissement de l'information omniprésente.

Même si on sait s'abstraire de cette information, il reste à retrouver dans la vie courante une saveur de l'autonomie que procure le roman, je ne défends pas une boutique menacée. J'aimerais faire partager un luxe.

Ainsi de *Tempo* — près d'Académie, — où Sournique, rejoignant Tournier dans la quête de mythes modernes, assimile aux échecs le jeu du hasard et de la volonté dans nos

destins. Même réhabilitation du « banal » quotidien et de notre singularité : chez Jean-Edern Hallier, exaltée par une approche baroque de la mort — *Le premier qui dort réveille l'autre* ; baguenaudeuse et fraternelle chez Gérard Guégan — *Père et fils* ; subtile et stylée chez Gilles Lapouge — *Equinoxiales*, modeste et suggestive chez Marc Bernard — *les Marionnettes*.

C'est également à ramper en possession de nos existences que nous convient les mémoires écorchées de Modiano — *Livret de famille* — ou de Rinaldi — *les Dames de France*, — les deux grands perdants des prix 1977, mais qui leur survivront sans peine. Derrière l'artifice d'une intrigue d'espionnage, c'est encore pour une sensibilité « autre », et un retour à l'écriture économique de la vieille N.F.R., que place délicatement le débutant Michel Butel — *l'Autre Amour*, prix Médicis.

En soulignant l'enrichissement intérieur et le surcroît d'autonomie que procure le roman, je ne défends pas une boutique menacée. J'aimerais faire partager un luxe.

Le roman distrait beaucoup mieux du réel quotidien que l'image à jet continu, parce qu'il répond à le voir et à le sentir, les versions intéressées et décalées qu'en donne toute idéologie, à l'aimer du haut d'un moi de nouveau irremplaçable, à préparer sa reconquête.

histoire littéraire

Et roule, révolution !

● Agitateur social et penseur, anarchiste, Ernest Cœurdoroy était aussi un grand écrivain.

Il nous reste beaucoup à apprendre du « stupide » dix-neuvième siècle, et sur lui. Par exemple, de et sur Ernest Cœurdoroy (1823-1863), dont l'œuvre majeure, *Hurrah !!! ou la révolution par les Cosacosques*, nous est enfin restituée, après un silence de cent vingt ans. Aucun dictionnaire, aucun histoire de la littérature ne lui fait l'honneur d'une mention. Et

pourtant... Pamphlétaire, philosophe de l'histoire, révolutionnaire, Cœurdoroy est tout cela, et un très grand écrivain.

Puis d'une bonne famille (qu'il déteste, comme il se doit, bien que son père fut lui-même un républicain convaincu), Charles Ernest termine, en 1848, ses études de médecine, en même temps qu'il fait ses premières armes dans la révolution politique et sociale. Anarchiste, il s'exile en 1849 en Suisse, en est expulsé en 1851 ; dès lors, fuyant la répression qui s'abat sur toute l'Europe contre les « rouges », il erre de Bruxelles à Londres, et de Madrid à Turin.

mémoires

LES POTINS D'UNE COMMÈRE

● Les futilités de Liane de Pougy.

Le vedettariat le plus effrénément d'aujourd'hui n'a rien de commun avec les fascinations exercées par les grandes courtesances 1800. Demi-mondaines qui Jettent de préférence leur filet dans le grand monde où on ne sait pas mais où les hommes rêvent de les mettre dans leur lit, elles avancent à la hauteur de notre siècle comme des sortes d'idoles dont chaque regard, chaque geste, chaque mot est noté, interprété. Les plus belles — Caroline Otéro, Cléo de Mérode, la Cavalier — sont des étrangères. Liane de Pougy, elle, tire orgueil d'être française : « La Liane nationale ». La destinée n'est pas son fort. La crainte du ridicule non plus.

C'est ce qu'on se répète presque à chaque page d'un livre dont on se promettait plaisir : répondu par un journal intime, un destin hors de pair, quel résultat si Liane avait eu le talent qu'annonçait son éditeur. Hélas ! la « grande mémorialiste » n'est qu'une commère empêtrée la plupart du temps dans sa propre personne. « Tout le monde m'a trouvée belle, jeune, élégante, splendide » ; lorsqu'elle écrit ces lignes, Liane est quinquagénaire et voici dix ans qu'elle a quitté la carrière ayant « levé » un prince roumain, Georges Ghika, infiniment plus jeune qu'elle, un dieu durant qu'il l'a édulée, un dégénéré dès qu'il lui aura présenté de ses admirées chez lui. Même quand l'Esprit Saint rôde autour d'elle, cette « femme », au fond, n'est encore qu'une cocotte.

Fallait-il livrer au public ce qu'elle nous livre ? Si l'on veut. Mais vu par un bout très spécial de la longue curiosité, mélange de vieux beaux, d'indiqués, de lesbiennes qui sidolâtront, ou s'entre-déchireront : il n'y a pas de meilleur dans ces passions-là, dit Liane, et elle s'y connaît. Passent et repassent ses belles amies consolatrices du male spécialement « Flossie », Nathalie Barney, dont elle a fait l'héroïne d'une *Idylle sauvage*. Car elle se pique d'écrire et juge son Yvette Lester « d'une qualité fine ». Elle déteste Colette, rivalité de femmes à sexualité ambiguë, féminité, surtout, d'une pluviotité

fâdasse contre un écrivain déjà maître de son art. Aux *Villes de la ligne*, elle concède, tout juste, d'être « un recueil de petites nouvelles vraiment très bien ».

Ses jugements sur Max Jacob, passionnés, varient chaque fois que tourne le vent et plus souvent encore. A propos d'Aragon et du *Paysan de Paris* : « Oh ! Oh ! Oh ! Où allons-nous ? Est-ce là la littérature moderne ? ». De Giraudoux : « On le relit, celui d'il y a quatre ans, et on le rejette, découragé comme un menu-billet d'art dont on se fatigue en trois mois ». Corydon est « un livre futile, nuisible, mécréant » ; et Morzadis, « de la littérature au triste goût du jour ». Proust, qu'on commence à reconnaître, a « un talent un peu maniére, un peu snob, grandependant quelquefois répétitif par la chambre de malade » ; et son œuvre, « belle est courte ». Seul le charitable est capable de continuer ?

Dans cet univers étrangement égoctrinaire, comment s'y reconnaître des lors que Liane écrit : « Je ne suis que pureté » ? La pureté des diamants et des perles dont elle ruisseille, sans doute ? « Au-dessus du bœuf » — comme l'écrit de Léon Blum en qui elle voit « un bœuf type » — elle épilogue les comptes de ses joailliers, mignote, chez Poiret, ses notes marchandeusement, à un ami, une couverture de fourrure, gémît quand il lui faut restaurer « la maisonnette » rachetée 70 000 F au prince de Polignac. Et s'il se situe quand le maharajah de Kapurthala, auquel elle a refusé l'ombre d'une ombre de ses faveurs, en jeunesse, ne fasse pas don, à la dame mère qu'elle est devenue, de deux peaux de tigre admirées chez lui. Même quand l'Esprit Saint rôde autour d'elle, cette « femme », au fond, n'est encore qu'une cocotte.

Fallait-il livrer au public ce qu'elle nous livre ? Si l'on veut. Mais vu par un bout très spécial de la longue curiosité, mélange de vieux beaux, d'indiqués, de lesbiennes qui sidolâtront, ou s'entre-déchireront : il n'y a pas de meilleur dans ces passions-là, dit Liane, et elle s'y connaît. Passent et repassent ses belles amies consolatrices du male spécialement « Flossie », Nathalie Barney, dont elle a fait l'héroïne d'une *Idylle sauvage*. Car elle se pique d'écrire et juge son Yvette Lester « d'une qualité fine ». Elle déteste Colette, rivalité de femmes à sexualité ambiguë, féminité, surtout, d'une pluviotité

De la révolution dans l'homme et dans la société paraît à Bruxelles en 1832 ; *Hurrah !!!*, à Londres en 1854 en même temps que la première partie de *Jours d'été*. Sa dernière œuvre, *les Bracconiers ou la révolution par l'individu*, qui devait (selon Cœurdoroy lui-même) compléter « positivement » les *Cosacosques*, n'a pas été publiée, et paraît définitivement perdue.

Après 1855, on perd plus ou moins sa trace (il est marié et

chants et, explicitement, en visions d'Apocalypse, des avancées dans le futur qui, même si elles ne correspondent que de loin au réel historique, manifestent chez lui une grande connaissance de l'Europe et de ses politiques. L'idée, d'ailleurs, que la nouvelle Barbarie régénératerice, les Cosacosques, balayera à leur heure les sociétés bourgeois occidentales, épulées de raffinement égoïste, fera après lui du chemin pour aboutir au « Jai-

moi » de l'origine de l'œuvre.

Illustration tirée de « L'assiette au beurre ».

miserable), pour ne la retrouver qu'en 1860, dans un hameau de Suisse, où il meurt tragiquement le 25 octobre 1862, à trente-sept ans. Suicide ? Assassinat ? On sait.

Comment situer cet homme et cette œuvre, si manifestement hors du commun ? Il y a en lui le prophète d'Israël et, avant la lettre, du Nietzsche. Cœurdoroy est exactement un « enthousiasme » noir, un homme saisi par le Dieu des visions d'Ézéchiel, c'est-à-dire irrésistible puissance, écrit-il (p. 91), me force à dire vite et conjusquement ce qui doit se passer confusément de qui. J'écris sur les ruines d'un monde ; comment ne serais-je pas agité ? J'annonce l'antériorité anarchiste : quel ordre pourrais-je observer ? Se succèdent donc, organisées en

JACQUES CELLARD.

* HURRAH !!! OU LA REVOLUTION PAR LES COSACOSQUES. D'ERNEST COEURDOROY, ÉDITION PLASMA, 68 PAGES, 75 F.

EXTRAITS

Tout ce que je me rappelle des bancs de l'école, c'est qu'ils sont de sapin et flambent bien quelque jour (p. 174).

Nous jeunes gens, désolés, mornes, nous suivons tristement le tourbillon de cette société de damnés ; nous nous avouons vaincus par le nombre, nous nous laissons broyer dans l'engrenage intime ; nous volons pour ne pas être volés. La civilisation est un immense sauve-qui-peut de l'ours en déoline (p. 116).

Je ne me raidis pas contre la prochaine transformation des peuples ; j'affirme qu'elle est utile ; je l'attends comme une délivrance. J'ai déchiré la carte d'Europe entre mes dents (p. 245).

Les Français sont les plus batoués et les plus grotesques, même ridicules des hommes. Il y a longtemps que j'ai renoncé à mon dividende d'illustration française (p. 263).

Apprenez donc, révolutionnaires, à supprimer des sociétés modernes le gouvernement et le servage ; ou bien attendez-vous à voir le peuple préférer toujours les grandes pompes du despote aux mesquines économies des gouvernements provisoires (p. 153).

Ce qu'il y a d'éternellement vrai, c'est que tout homme est mon voisin sur la terre, et mon frère en révolution ; c'est qu'il n'y a, dans le monde, que deux sortes de gens : ceux qui exploitent le travail et ceux qui le font (p. 285).

Mais quand il aura tué son dieu, le peuple-homme survivra-t-il à cette mort ? Pour ma part, je ne le crois pas, et j'en donnerai mes raisons plus tard. J'attire seulement que l'humanité tuera son dieu, au risque de mourir sur ses dépourvues. Et roule, révolution ! (p. 161).

portrait

Le curieux registre de Yann Gaillard

(Suite de la page 13.)

On peut s'interroger sur le sens d'un tel choix, et les motivations d'une telle mobilité. C'est que, d'une part, la mort saisit le vif dans sa plénitude achevée et que, d'autre part, la disparition de ces morts reflète la diversité et la totalité du spectacle du monde en un instant.

La règle ici, comme dans le théâtre classique, n'est que le prétexte à tous les dérégllements de la pensée et à toutes les libertés de style.

Par-delà l'anecdote, qui est la vie des modèles, et l'arbitraire qui les a fait mourir dans la même année solaire, se manifestent, à travers tout le livre, une érudition, une culture, une virtuosité sans égal.

Comme Borgès le fait pour des

destins apocryphes qu'il réussit, par l'écriture, à rendre authentiques. Yann Gaillard parvient, à partir de cet exercice imposé qu'est l'éloge funèbre, à exprimer sa propre conception du monde, et ce monde lui-même.

Sa réussite se mesure à cet effet : toutes ces morts, que seul le hasard a réunies, il semble, à le lire, qu'elles aient été vouées, désignées pour servir à l'établissement d'une sorte de constat, de fresque ou de radiographie du monde d'aujourd'hui, de ses contradictions, de ses convulsions, de son hétérogène entité.

Oui, un écrivain bien singulier.

PAUL MORELLE.

* GLOIRE DES MORTS ILLUSTRES de Yann Gaillard, « Les Lettres nouvelles », Maurice Nadeau, 228 p., 35 F.

l'Originel

N° 3
Janv.-Fev. 78

revue des sciences traditionnelles

JEAN CARTERET, métaphysicien et dialecticien

- Tantra : La compréhension suprême
- Principes des sciences naturelles en Chine
- Le sacré dans l'architecture indienne

Le numéro 3 F en vente chez votre marchand de journaux ou à L'ORIGINEL, 25, rue Santerre 75005 Paris

histoires d'elles

est paru

mensuel féministe violence, femmes, politique, quotidien (Allemagne, Chili, France...)

dans kiosques et bonnes librairies
11 rue boulard 75014 paris

SADE

Dans le numéro 12/13 d'OBLIQUES, consacré à Sade, nous donnons la reproduction de dix gravures érotiques qui accompagnaient l'édition de 1797 de la *Jeanne et la Juliette* de D.A.F. de Sade.

Nous avons pu réunir depuis la série complète des cent gravures que nous publions aujourd'hui en un précieux petit recueil à faible tirage.

Ce livre constitue un document capital sur l'art de la gravure licencieuse au dix-huitième siècle, en même temps qu'une réalisation originale qui retiendra l'attention des bibliophiles.

Les commandes seront satisfaites dans l'ordre où elles nous parviendront et la présente souscription sera close sans préavis.

OBLIQUES — Supplément au n° 12/13 SADE — Un volume de 112 pages sur Vergé des papeteries de Lain, format : 13,5 x 21 cm, reliure pleine toile cyclamen, fers noirs et tranchefile. Prix : 125 F. Envoyé sous emballage de sécurité contre toute commande accompagnée de son règlement (C.C.P. ou chèque bancaire à l'ordre des Éditions BORDERIE) — OBLIQUES B.P. 1 — LES PILLES — 26110 NYONS — FRANCE.



NOM :

ADRESSE :

► Désire recevoir le volume SADE/Cent Gravures.

► Vous prie de trouver ci-joint la somme de 125 F (chèque bancaire ou C.C.P. à l'ordre de Roger Borderie).

DATE : SIGNATURE :

histoire**LES FRANÇAIS****Cinquante-trois millions d'individus****● Trois enquêtes d'opinion.**

LES Français sont cinquante-trois millions. On peut les répartir en neuf catégories socio-professionnelles, en vingt et une régions, en quatorze tranches d'âges, en deux sexes, en tempéraments nerveux et sanguins, billeux et apathiques. De cette variété de caractéristiques économiques, géographiques et mentales, l'alchimie électorale devra tirer, au mois de mars de cette nouvelle année, comme en 1973, quatre ou cinq groupes parlementaires principaux. Ce processus de réduction est appuyé par les politologues agrégation des groupes et des exigences politiques. Les élections sont pour les votants à la fois le moment d'un choix et celui de mille renoncements. Ils décident du principal, taillent leurs différences secondaires. Les enquêtes d'opinion, au contraire, s'efforcent de restituer la complexité initiale des goûts, des attitudes et des aspirations des Français. Elles permettent, parfois, de ne pas céder à ce que Marx appelait l'illusion du politique.

Trois livres récemment publiés s'efforcent de dépasser la segmentation politique classique des Français, de les laisser exprimer autre chose qu'un choix idéologique. Avec des succès divers.

Une image rassurante

Toutes les enquêtes ne sont pas des sondages. *Une autre idée des Français*, de Maurice Dalmat, s'appuie surtout sur les « tables rondes » organisées de 1975 à 1977 par les caisses d'épargne et de prévoyance. Il ressort de cette « auscultation », qui voudrait bien « dépasser le laconisme des statistiques », une image rassurante, tranquille, provinciale, familiale, travailleuse et équilibrée, pour tout dire un peu simple, des héritiers d'Astérix. L'auteur avoue, dans une introduction et une conclusion militantes, avoir l'intention de faire parler une majorité silencieuse. C'est une partie de la vérité. Les Français, comme la plupart des peuples,

(Publicité)
recherchons
bons textes littéraires
à publier
Renseignez, sur simple demande
Editions Diffusion HORVATH
42300 ROANNE (France)

peux, sont, dans l'ensemble, des gens raisonnables. Mais le problème de l'année 1978 est justement celui d'une situation qui leur semble déraisonnable. Comment la raison réagit-elle à la déraison ? Raisonnement ? Déraisonnement ?

Avec les *Styles de vie des Français*, 78-98, de Bernard Cathelat, est offerte une autre tentation de débordement des sondages. Il s'agit de reconstruire, à partir des questionnaires classiques, une « typologie » des styles de vie français.

Echelle de sensualité

Cette typologie telle une boule de cristal nous permettrait d'observer le futur social jusque vers 1998. Les publicitaires et les spécialistes du marketing connaissent souvent merveilleusement, par l'analyse de la consommation, l'évolution culturelle de la France. Mais pourquoi donc a-t-il fallu que Bernard Cathelat éprouve un irrésistible besoin de jargonner, d'alligner des concepts, sociostyles et sociostuctures, « flux culturels (qui) sont des tendances macro-sociologiques lourdes, des courants dynamiques modifiant en nature, en structure et en intensité, le système des valeurs de l'ensemble de la culture ». Pourquoi cette aversion de diagrammes imprécis, probablement dérivés d'analyses factorielles, mal définies, dont l'une place le Monde à égale distance entre Lui et le Nouvel Observateur sur une échelle de sensualité ? En faisait-il tant pour aboutir à la conclusion que les Français hésitent entre le repli et l'aventure ? C'est dommage, les sociologues auraient beaucoup à apprendre des données recueillies par les publicitaires.

La *Parole aux Français*, de Roland Mura, ne cherche pas à dépasser, méthodologiquement, les sondages. C'est un document brut, l'ensemble des réponses de 142 834 sondés à 284 questions posées entre 1972 et 1977 : sur l'amour, la mort, l'éducation, la politique, l'écologie, la télévision. Chacun peut chercher ce qu'il intéressera dans cette information foisonnante et inorganisée. Moins ambitieux que les précédents, ce recueil rapporte probablement davantage. Un résultat est particulièrement frappant et important : les Français sont déjà profondément écologiques : 46 % contre 45 % d'entre eux sont prêts à payer plus cher certains produits si ceux-ci sont fabriqués de façon non polluante.

Pourtant, ces trois ouvrages retardent déjà sur l'évolution des mentalités. Aucun ne s'interroge réellement sur les conse-

quences psychologiques et morales à long terme du chômage. Aucun ne reflète avec exactitude l'extraordinaire climat de pessimisme qui descend sur la France, sur les deux Frances.

EMMANUEL TODD.

* UNE AUTRE IDÉE DES FRANÇAIS. Maurice Dalmat. Albin Michel. 198 p. 29 F.

* LES STYLES DE VIE DES FRANÇAIS 78-98. Bernard Cathelat. Standa. 312 p. 45 F.

* LA PAROLE AUX FRANÇAIS. CINQ ANS DE SONDEAGE. Roland Mura. Dunod. 270 p. 49 F.

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

ARTS ET SPECTACLES

Analyse

LE JOUR

DU THÉÂTRE

Les mutilés
du langage.

Jusqu'au 15 janvier, le Nouveau Théâtre national de Marceau présente l'utile de Bouche de Valère Novarina. Titre énigmatique qui s'élèvera un peu quand on sait que l'histoire est celle de cinq personnes, employées par M. et Mme Bouche (Marcel Marchal et Rosalie Goldstein). Le metteur en scène Bernard Ballot affirme qu'il s'agit d'une histoire banale : il y a des gens qui travaillent, consomment, attendent les vacances, une promotion et puis ils ont une grande vie intérieure, mélange de mémoire, de désirs, de fantaisies, et leur quotidien prend l'épaisseur du rêve. Cette vie-là est celle qui fait que l'on parle, mais ils ne dominent pas le langage de la classe dominante. Ils ne peuvent pas se faire entendre, si faire comprendre. Ils se retrouvent seuls, avec un énorme tonus inutile, truffé de

les publics marceauis qui connaît Valère Novarina par son adaptation de Falstaff soit qu'il ne peut pas s'attarder avec lui, même dans une œuvre s'attaquant au quotidien, à une écriture économique. « Les employés », dit Bernard Ballot, parlent une langue très belle parce qu'elle est complètement inventée. Quand elle est jolie, quand elle est prise en bouche par l'auteur, elle charrie un magma volcanique. »

La Salamandre
à Villeurbanne.

Après la Volksbühne de Berlin-Est et la Taganka de Moscou, le T.N.P. accueille jusqu'au 4 février le Centre dramatique du Nord et son dispositif scénique qui ressemble à un bateau où public et acteurs s'embarquent pour le plus pais des spectacles amérindiens.

Le décor, c'est l'Amérique des rêves, de la mémoire, des films hollywoodiens. L'histoire, c'est le récit par des comédiens qui changent de personnages, qui jouent un jeu où le tragique passe toujours par le burlesque, de l'ascension d'un « yo-yo à mourir » d'une jeune fille riche et bien élevée. Un garçon fruste fasciné par la culture, et qui gagne sa guerre en devinant un corolaine célèbre. Victoire à la Pyrrhus : ne devient pas trahi à sa classe qui vient. La solitude et la mort l'attendent, la mer l'enveloppe dans son émessu.

Les comédiens
qui chantent.

Le Théâtre de Bourgogne organise, du 7 au 11 janvier, un stage dirigé par Jean-Marie Senia où il sera question de « *sprechgesang* », du chant parlé, de Kurt Weill, de Hans Eisler, de quelque chose qui appartient à la culture allemande, et s'adapte au rythme de la langue, à ses sonorités mais dont il ne faut pas dire. Jean-Marie Senia, négliger l'importance didactique.

Si on n'a pas eu l'occasion d'entendre Hélène Weigel, Lotte Lenja ou Gisela May — ou le Pierrot lunare, ou même Marlene dans quelques chansons — on peut voir dans l'Est du serpent Leo Ullman s'essayer à ce type d'interprétation... Cependant, au Théâtre de Bourgogne, il s'agit, à partir d'un travail individuel, de faire chanter ensemble des comédiens. « Mon travail, dit Jean-Marie Senia, se fonde sur l'écoute réciproque, l'écoute du timbre, de l'articulation, de la rythmique, de la pose et de la reprise de voix. »

A Lyon, une femme crie.

Les Ateliers de Lyon, dirigés par Gérard Chavastiez, présentent, du 5 au 15 janvier, l'œuvre de Danièle Serrano, avec Catherine Caenau. Le texte est tiré du journal écrit par la jeune Lyonnaise alors qu'elle était à Paris, entre 1947 et 1949 : « Une voix qui blasphème, apostrophe, injure, reprend sa parole, avec de longs râles d'insuffisance, entraîne le corps en un point où tout se désagrége d'un seul coup ; une voix qui profère, profane, parjure et renverse tous les rôles. »

Théâtre

« Les Temps nouveaux... » de l'Ensemble de Gennevilliers

L'Ensemble théâtral de Gennevilliers ouvre, le 13 janvier, la saison théâtrale du Centre Georges-Pompidou avec Robespierre, de Jean Jourdeuil et Bernard Chartreux, mis en scène par Bernard Sobel. En même temps (à partir du 5 janvier), l'ensemble Tambours dans la nuit présente Tambours dans la nuit de Brecht, mis en scène par Yvonne Davis. En mars, Max Denes montera une pièce de l'auteur allemand Volker Braun, les Rêves du mannequin Paul Bauche.

La Révolution française : les retombées de la Révolution russe et les premières vagues du fascisme en Allemagne ; le quotidien d'un ouvrier en R.D.A. regardé sur le plateau et présenté, aux deux périodes, ou lorsque l'histoire où se dessinent les transformations irréversibles de la réalité sociale et économique. Les trois spectacles composent un cycle qui a pour titre *Les Temps nouveaux...* Il ne faut pas oublier les points de suspension, on pourrait les appeler d'humilité. »

Bernard Sobel : « Les points de suspension prennent la place d'un vrai actuel, causé par l'usage d'un certain nombre de discours sur l'évolution, la révolution. Les Temps nouveaux : l'expression peut entraîner une idée de lendemain qui chantent. »

YVONNE DAVIS : « Les points de suspension interrogent le chant. Nous n'affichons aucun triomphalisme, aucun nihilisme. Il existe une tension, un conflit, sur le terrain, il convient de dévoiler, dans nos lignes de rupture, les points cruciaux où les discours deviennent silencieux. »

B.S. : « Au centre de la pièce de Jourdeuil et Chartreux, il y a un fait historique que les his-

tories n'expliquent pas : le silence de Robespierre, son retrait pendant quelques jours de la vie publique. Un mystère où les poètes vont tenter d'enfoncer. Le dépassement de la pensée politique, en tant que pensée spécialisée, passe par la parole poétique. Elle devient alors véritablement opérationnelle, elle met le doigt sur les problèmes qui suivent une ligne scientifique et technique. »

Y. D. : « Quelque chose qui ressemble à un renouement. C'est clair chez Volker Braun : quand manie comment le tambour, mais il y a aussi un autre Marx et à ses dimensions utopiques. C'est clair aussi chez Jourdeuil et Chartreux, à qui Jourdeuil et Chartreux, à qui

l'utopie et l'utopie sont liées. »

B. S. : « Il n'existe, mais l'espoir existe d'embrasser l'ensemble l'histoire. Pour qu'il existe l'espérance, il faut passer par le désespoir, dit-on. Répondant à la question de Glucksmann : « Ce qu'il faut-il désespérer ? nous interrogeons l'espérance. »

Le silence des discours

Y. D. : « A l'origine de notre travail, il y a notre expérience vécue d'un malaise, ce qui est l'expérience de le rendre productif, en essayant d'aller jusqu'au bout de notre rapport au théâtre, à l'espérance, à l'histoire. Ce n'est pas un hasard si ces malaises nourrissent le cycle et le rôle de l'espérance dans nos lignes de rupture. »

BERNARD SOBEL : « Les événements courrent à une vitesse métamorphose s'opère. Arrivent les temps où la tension du décalage provoque une fracture, où

les clichés auxquels nous sommes habitués et qui nous rendent aveugles sont dynamisés par les faits. Alors commence une aventure passionnante. »

X. D. : « Quelque chose qui ressemble à un renouement. C'est clair chez Volker Braun : quand manie comment le tambour, mais il y a aussi un autre Marx et à ses dimensions utopiques. C'est clair aussi chez Jourdeuil et Chartreux, à qui

l'utopie et l'utopie sont liées. »

B. S. : « Il n'existe, mais l'espoir existe d'embrasser l'ensemble l'histoire. Pour qu'il existe l'espérance, il faut passer par le désespoir, dit-on. Répondant à la question de Glucksmann : « Ce qu'il faut-il désespérer ? nous interrogeons l'espérance. »

toriens n'expliquent pas : le silence de Robespierre, son retrait pendant quelques jours de la vie publique. Un mystère où les poètes vont tenter d'enfoncer. Le dépassement de la pensée politique, en tant que pensée spécialisée, passe par la parole poétique. Elle devient alors véritablement opérationnelle, elle met le doigt sur les problèmes qui suivent une ligne scientifique et technique. »

Y. D. : « Au cours de notre travail, il nous est apparu que les auteurs se sont inscrits dans leur pièce et montrent la parole poétique face à l'histoire. Le Kräpp de Tambour dans la nuit est un héros rimbaudien. Le Robespierre de Jourdeuil et Chartreux est visité par Rousseau et, d'une certaine manière, par Hölderlin. Il est donc dans cette perspective du vaste. »

B. S. : « Il n'existe, mais l'espoir existe d'embrasser l'ensemble l'histoire. Pour qu'il existe l'espérance, il faut passer par le désespoir, dit-on. Répondant à la question de Glucksmann : « Ce qu'il faut-il désespérer ? nous interrogeons l'espérance. »

B. S. : « Si le jeune Brecht de Tambour dans la nuit est habillé par Rimbaud, Volker Braun l'est par le jeune Brecht et aussi par Schiller. Nous ne faisons pas un pari sur la poésie, mais d'une certaine manière, nous visons les traces d'événements, alors que les grottes de Lacan, la *belle, Homme à nous*, nous apportent des témoignages fantastiques. St. en dehors de la chanson, le théâtre est le lieu où la parole poétique peut reculer dans le moi, nous avons le devoir d'assumer cette charge. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

* Tambours dans la nuit, de Gennéville, à partir du 5 janvier.

* Robespierre, Centre Pompidou, à partir du 13 janvier.

Lucinda Childs, la danse naturelle

Dans l'opéra de Bob Wilson et Phil Glass *Einstein on the beach* (présenté à Avignon et à Paris en 1976), la longue file dansante, qui hachurait le temps de mouvements pendulaires, c'était Lucinda Childs. Quand on s'éloigne des normes, on n'est pas accepté dans les circuits commerciaux, on est relégué dans les musées, les galeries, les chapelles désaffectées. On n'arrive pas à la masse du public, on travaille pour soi, entre soi. Merce Cunningham a été le premier à créer une compagnie permanente et c'était décourageant, parce que, pendant longtemps, nous luttions devant des salles presque vides... »

Pour ce spectacle, Bob Wilson a demandé à Alan Lloyd deux parties musicales et en a confié une à Lucinda Childs. « Il m'a apporté un enregistrement de la musique, dit-elle, et m'a demandé de faire ce que je voulais. Mais il était là. Il ne discute jamais, mais il y a sa façon d'être là, il y a sa présence. » Pour Einstein, il m'a juste expliqué : « Tu dois faire trois diagonales parques que je suis. » Il avance sur trois parallèles horizontales... Chez lui, les mouvements des comédiens forment des lignes qui s'inscrivent dans les structures du décor. Bob a un regard d'architecte. »

Etre utilisées comme élément d'une machinerie théâtrale ne gêne pas Lucinda Childs : « L'acteur est un objet, il a la force d'un objet. » Elle a rencontré Bob Wilson quand il cherchait sa distribution pour *Einstein on the beach*, mais tous deux se connaissaient de réputation. Ils gravitent dans le même milieu d'artistes « off ». Elle a d'abord été étudiante dans une université new-yorkaise, où elle apprenait la littérature, la philosophie, la danse. Elle aurait aimé devenir comédienne, mais « à cette époque, le théâtre était encore très conventionnel. La seule ouverture pos-

itive venait de 20 janvier. »

* Renaissance, du 16 au 25 janvier, 20h 30.

Incertitudes au Centre dramatique de Saint-Étienne

Le III^e Festival des travailleurs immigrés

« Les porteurs de l'internationalisme sont les immigrés », avaient dit un soir les acteurs du Centre d'action sociale italien du Centre dramatique de Saint-Étienne, à partir du 20 juin 1978. Sa situation était menacée du fait de ses difficultés financières (*le Monde* du 30 décembre). Son contrat n'est donc pas renouvelé, mais seulement prolongé d'un an. Il doit présenter un projet de budget en équilibre et précis de quelle manière sera résorbé son déficit : 957 122 F. Sa subvention pour 1979 sera équivalente de celle de 1978, sans augmentation, soit 3 613 400 F.

D'autre part, le cas de M. Robert Girone, directeur du Centre dramatique de Lyon, vient d'être réglé.

M. Girone, de l'association *l'Amicale des travailleurs immigrés*, a été nommé à la tête du Centre d'action sociale italien du Centre dramatique de Saint-Étienne.

De même, M. Jacques Médecin, maire de Nice (P.R.), a récemment souligné le nécessaire maintien de l'actuelle codirection du théâtre de Nice (nos premières éditions du 31 décembre 1977).

De même, M. Jacques Médecin, maire de Nice (P.R.), a récemment souligné le nécessaire maintien de l'actuelle codirection du théâtre de Nice (nos premières éditions du 31 décembre 1977).

Le deuxième festival de la M.T.I. (31 octobre-15 novembre 1978), immédiatement suivi par le troisième festival, organisé par la Maison des travailleurs immigrés (1), il sera marqué cette année par « la lutte contre le climat d'insécurité ». Le troisième festival a été créé en 1973, le public avait découvert, rassemblé à l'occasion d'une manifestation modeste, dans des sous-sols d'église, des petites salles ou des foyers de travailleurs africains, une quinzaine de

troupes de différentes nationalités. Les comédiens étaient pour la plupart des ouvriers qui racontaient, qui dénonçaient plutôt — en portugais, en italien, en arabe, en espagnol, avec des bouts de ficelle et des cartons — la vie quotidienne, les difficultés des étrangers en France.

Un théâtre était né, une sorte de théâtre-trail, rudimentaire, théâtre non professionnel — il ne prétendait pas être, ni politique, ni burlesque, à pratiquer socialement ce qui transpirait le besoin des populations immigrées d'exprimer dans leur propre langue.

Le deuxième festival de la M.T.I. (31 octobre-15 novembre 1978), immédiatement suivi par le troisième festival, organisé par la Maison des travailleurs immigrés (1), il sera marqué cette année par « la lutte contre le climat d'insécurité ». Le troisième festival a été créé en 1973, le public avait découvert, rassemblé à l'occasion d'une manifestation modeste, dans des sous-sols d'église, des petites salles ou des foyers de travailleurs africains, une quinzaine de

troupes de différentes nationalités. Les comédiens étaient pour la plupart des ouvriers qui racontaient, qui dénonçaient plutôt — en portugais, en italien, en arabe, en espagnol, avec des bouts de ficelle et des cartons — la vie quotidienne, les difficultés des étrangers en France.

Un théâtre était né, une sorte de théâtre-trail, rudimentaire, théâtre non professionnel — il ne prétendait pas être, ni politique, ni burlesque, à pratiquer socialement ce qui transpirait le besoin des populations immigrées d'exprimer dans leur propre langue.

Le deuxième festival de la M.T.I. (31 octobre-15 novembre 1978), immédiatement suivi par le troisième festival, organisé par la Maison des travailleurs immigrés (1), il sera marqué cette année par « la lutte contre le climat d'insécurité ». Le troisième festival a été créé en 1973, le public avait découvert, rassemblé à l'occasion d'une manifestation modeste, dans des sous-sols d'église, des petites salles ou des foyers de travailleurs africains, une quinzaine de

troupes de différentes nationalités. Les comédiens étaient pour la plupart des ouvriers qui racontaient, qui dénonçaient plutôt — en portugais, en italien, en arabe, en espagnol, avec des bouts de ficelle et des cartons — la vie quotidienne, les difficultés des étrangers en France.

Un théâtre était né, une sorte de théâtre-trail, rudimentaire, théâtre non professionnel — il ne prétendait pas être, ni politique, ni burlesque, à pratiquer socialement ce qui transpirait le besoin des populations immigrées d'exprimer dans leur propre langue.

Le deuxième festival de la M.T.I. (31 octobre-15 novembre 1978), immédiatement suivi par le troisième festival, organisé par la Maison des travailleurs immigrés (1), il sera marqué cette année par « la lutte contre le climat d'insécurité ». Le troisième festival a été créé en 1973, le public avait découvert, rassemblé à l'occasion d'une manifestation modeste, dans des sous-sols d'église, des petites salles ou des foyers de travailleurs africains, une quinzaine de

troupes de différentes nationalités. Les comédiens étaient pour la plupart des ouvriers qui racontaient, qui dénonçaient plutôt — en portugais, en italien, en arabe, en espagnol, avec des bouts de ficelle et des cartons — la vie quotidienne, les difficultés des étrangers en France.

Un théâtre était né, une sorte de théâtre-trail, rudimentaire, théâtre non professionnel — il ne prétendait pas être, ni politique, ni burlesque, à pratiquer socialement ce qui transpirait le besoin des populations immigrées d'exprimer dans leur propre langue.

Le deuxième festival de la M.T.I. (31 octobre-15 novembre 1978), immédiatement suivi par le troisième festival, organisé par la Maison des travailleurs immigrés (1), il sera marqué cette année par « la lutte contre le climat d'insécurité ». Le troisième festival a été créé en 1973, le public avait découvert, rassemblé à l'occasion d'une manifestation modeste, dans des sous-sols d'église, des petites salles ou des foyers de travailleurs africains, une quinzaine de

troupes de différentes nationalités. Les comédiens étaient pour la plupart des ouvriers qui racontaient, qui dénonçaient plutôt — en portugais, en italien, en arabe, en espagnol, avec des bouts de ficelle et des cartons — la vie quotidienne, les difficultés des étrangers en France.

Un théâtre était né, une sorte de théâtre-trail, rudimentaire, théâtre non professionnel — il ne prétendait pas être, ni politique, ni burlesque, à pratiquer socialement ce qui transpirait le besoin des populations immigrées d'exprimer dans leur propre langue.

Le deuxième festival de la M.T.I. (31 octobre-15 novembre 1978), immédiatement suivi par le troisième festival, organisé par la Maison des travailleurs immigrés (1), il sera marqué cette année par « la lutte contre le climat d'insécurité ». Le troisième festival a été créé en 1973, le public avait découvert, rassemblé à l'occasion d'une manifestation modeste, dans des sous-sols d'église, des petites salles ou des foyers de travailleurs africains, une quinzaine de

troupes de différentes nationalités. Les comédiens étaient pour la plupart des ouvriers qui racontaient, qui dénonçaient plutôt — en portugais, en italien, en arabe, en espagnol, avec des bouts de ficelle et des cartons — la vie quotidienne, les difficultés des étrangers en France.

Un théâtre était né, une sorte de théâtre-trail, rudimentaire, théâtre non professionnel — il ne prétendait pas être, ni politique, ni burlesque, à pratiquer socialement ce qui transpirait le besoin des populations immigrées d'exprimer dans leur propre langue.

Le deuxième festival de la M.T.I. (31 octobre-15 novembre 1978), immédiatement suivi par le troisième festival, organisé par la Maison des travailleurs immigrés (1), il sera marqué

RTL

présente
en accord avec



LES SPECTACLES LUMIPOSO
L'ALAP
DENISE FETT DIDIER

du 18 janvier au 26 février
Palais des Congrès porte Maillot

la production Sherwin M. Goldman
et du Houston Grand Opera.

Porgy and Bess

opéra en 2 actes de
George Gershwin

location ouverte : Palais des Congrès et agences

INTEGRALE CRÉATION 1978

VOUS POUVEZ AUSSI LOUER PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE à retourner au C.I.P. Porte Maillot - Boîte postale n° 7 - 75017 PARIS	
Tous les soirs à 20 h 30. Sauf les 26, 27, 30 janvier et les 6, 13, 15, 17 et 20 février. Mardi à 14 heures 20 les samedis et dimanches sont les 21 janvier et 4 février.	
Prix d'indiquer ci-dessous 3 dates différentes dans l'ordre de votre préférence	
DATES	
1 ^{re} choix : _____ heure	Nom _____
2 ^{me} choix : _____ heure	Adresse _____
3 ^{me} choix : _____ heure	Localité _____
PLACES : _____ Nombre : _____ PRIX : _____	
Ci-joint _____ F pour chaque billet ou postal 3 volets à l'ordre de "Porgy and Bess", et une enveloppe timbrée à mon adresse.	
Si un billet ne vous convient pas 8 jours avant la 1 ^{re} représentation, réclamez immédiatement au Palais des Congrès 75017 PARIS. Aucune réclamation ne sera acceptée après ce délai.	

RTL présente au **PC**
PALAIS DES SPORTS

5 concerts exceptionnels
avec l'Orchestre des Concerts Pasdeloup

Direction Gérard Devos

Alex WEISSENBERG <i>Liszt, Rachmaninoff (N° 2), Ravel</i> samedi 21 janvier 1978 à 14 h 30	nombre de places	prix unitaire
Very BOUKOFF <i>Concertos N° 3 et 5 de Beethoven</i> samedi 28 janvier 1978 à 14 h 30		
gène SYMPHONIE de BEETHOVEN <i>Chœur Philharmonique de Cologne (190 exécutants)</i> samedi 4 février 1978 à 14 h 30		
GERSHWIN <i>Noël Lee, Louis Hagen WILLIAM, Vivian MARTIN</i> venus spécialement de New York samedi 11 février 1978 à 14 h 30		
Igor GITLIS <i>Tchikatouri, et en première mondiale, un concerto pour violon créé et dirigé par Michel LEGRAN</i> samedi 18 février 1978 à 14 h 30		

LOCATION OUVERTE AU PALAIS DES SPORTS, DANS LES FNAC, ET TOUTES AGENCES

après Londres et avant New York

le **PC**
PALAIS DES SPORTS présente

du 18 janvier au 19 février

RUDOLF NOUREEV
avec le LONDON
FESTIVAL BALLET
dans

Roméo & Juliette

musique de Serge PROKOFIEV
mise en scène de Rudolf NOUREEV
orchestre
des Concerts PASDELOUP

location
ouverte au
Palais des Sports
12 h 30 à 19 h 15
dans les FNAC
et toutes
Agences

Soirées à
20 h 15
Dimanches
15 h
et 20 h 15
Relâche
le lundi

LOUEZ VOS PLACES PAR CORRESPONDANCE

Remplissez ce bon en indiquant
3 dates par ordre préférentiel car le
contingent peut être épuisé pour
l'une d'entre elles.
Retournez-le au Palais des Sports,
Porte de Versailles 75015 PARIS.
En joignant un chèque bancaire
ou postal (3 volets) ou mandat-lettre
établi à l'ordre du Palais des Sports,
ainsi qu'une enveloppe timbrée à vos
nom et adresse pour la réponse.
Si vos billets ne vous parviennent pas
8 jours avant la date la plus proche
choisi, réclamez immédiatement au
Palais des Sports (250.78.80 ou 532.41.29).
Aucune réclamation ne sera acceptée
après la séance.

PRIX DES PLACES

Orchestre 1^{re} série... 100 F
Orchestre 2^{me} série... 80 F
Piste... 60 F

Balcon 1^{re} série... 50 F
Balcon 2^{me} série... 35 F

Nom : _____
Adresse : _____
Localité : _____
Code Postal : _____ Tél. : _____

Désirez assister au(x) concert(s) désigné(s)
ci-dessus, au total _____ places pour un
montant global de _____ francs. Ci-joint
réglement à l'ordre du Palais des Sports.

Signature : _____

Ci-joint règlement de _____ à l'ordre du
Palais des Sports et une enveloppe timbrée
pour la réponse.

Signature : _____

D

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 5 janvier

théâtres

Les salles conventionnées

Comédie française, 20 h. 30 : Brin
canin.
Petit Odéon, 18 h. 30 : le Nafrage ;
21 h. 30 : le Village d'Achar.
Petit Théâtre, 20 h. 30 : Francis
Lemarque.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 20 h. 30 : Macbeth.
Théâtre Ville, 18 h. 30 :
Susanna Hinaldi.

Les autres salles

Arle Libre, 20 h. 30 : Décret secret ;
21 h. 30 : Rêve et Devon.
Atelier, 21 h. : la Mouette.
Bistrot-Opéra, 20 h. 30 : Pauvre
assassin.
Montparnasse, 21 h. : Trois îles pour
Guilvet.

Grande Salle, 20 h. 30 : l'Amphitheâtre
de l'Opéra ;
Musica, 20 h. 45 : Adieu Supernaz.
Porte-Saint-Martin, 21 h. : Pas de
châtaigne pour madame Blanchard.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : Albert Nobbs.

Théâtre du Marais, 20 h. 30 : Tusez
sans gêne.

Théâtre-Etienne-Stuart, 21 h. : Elle,
elle et elle.

Théâtre Olympe, 18 h. 30 : les Deux
Hommes. 21 h. : Bla bla.

Théâtre Psychopompe.

Théâtre Présent, 20 h. 15 : le Nouveau
Locataire.

Théâtre du Vieux-Colombier, 20 h. 30 : la Ménagerie
de verre.

Théâtre le 28, rue Dumois, 18 h. 30 :

Le raffi pour l'utopie.

Théâtre Marivaux, 21 h. : Ovni soit
qui mai ?

Troglodyte, 21 h. : l'Amphyrocrate.

Variétés, 20 h. 30 : Féfé de Broadway.

Les cafés-théâtres

At. Best, 21 h. : Seule dans la
boîte, 21 h. : Korsakoff.

Blanche-Manteaux, 20 h. 30 : Bruno

Gardin, 21 h. 45 : les Autruches.

La Bretonnière, 20 et 22 h. 15 :
La Bretonnière, 21 h. : Dialogades.

Café d'Edgar, 20 h. 15 : Doubt,

21 h. 45 : Popcock.

Le Gamin, 20 h. 30 : tout au tout.

Café de la Gare, 20 h. : Plantes

sous la sole : 22 h. : Une pitoyable

malice.

Le Comptable, 20 h. 30 : le Petit

Prince.

Coupe-Choc, 20 h. 30 : Nig-Cid 77.

Le Petit Frère antisème.

Cour des Miracles, 20 h. 30 : Pro-

thèse ; 22 h. : Fromage ou dessert.

Le Fandango, 18 h. 45 : Beatrice Arnao.

La Mama du Marais, 20 h. 45 : Il

était la Belgique, une fois.

La Mirlitserie de bananes, 20 h. 30 :
Teca et Ricardo.

Le Plateau, 20 h. 30 : Rosine Favey.

22 h. : Green et Lejeune.

Le Souvenir, 20 h. 30 : Valérie

Wetterwald.

Petit Casino, 21 h. : Du lac aux da-

ches.

Le Petit Montmartre.

Théâtre Aux Quatre-Cents-Coups, 20 h. 30 :
J. Seiler.

Théâtre du Matignon, 22 h. 30 : Qu'elle était

verte ma salade ; 22 h. 30 : l'Au-

tre-Matignon.

Théâtre Campagne : Première, 1.

18 h. 30 : Sugar Plum ; 20 h. 30 :
Arnaque 77. — II, 20 h. : la Ma-

triarche ; 21 h. : Purada.

NOUVEAU CARRÉ

SILVIA MONFORT

GRANDE SALLE 20h30
IRREVOCABLEMENT 10 DERNIÈRES
MACBETH
par le THÉÂTRE DE LIBERTÉ
DIMANCHE 16 H RELAÇHE LUNDI

5, rue Papin, Paris 3^e. Loc : 277.8840 (Métro : Réaumur-Sébastopol)

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

THEATRE D'ORSAY

janvier

Grande Salle

Petit Orsay

mer 4 20 h 30	HAROLD ET MAUDE	ALBERT NOBBS
jeu 5 20 h 30	L'EDEN-CINEMA	ALBERT NOBBS
ven 6 20 h 30	L'EDEN-CINEMA	ALBERT NOBBS
sam 7 20 h 30	HAROLD ET MAUDE	ALBERT NOBBS
dim 8 10 h 45	Concert Portal, Krivine, Pludermacher : Schumann, Bartók, Berg	
dim 8 15 h	HAROLD ET MAUDE	ALBERT NOBBS
dim 8 18 h 30	relâche	ALBERT NOBBS
mar 10 20 h 30	RHINOCÉROS	ALBERT NOBBS
mer 11 20 h 30	RHINOCÉROS	ALBERT NOBBS
jeu 12 20 h 30	L'EDEN-CINEMA	ALBERT NOBBS
ven 13 20 h 30	L'EDEN-CINEMA	ALBERT NOBBS
sam 14 20 h 30	HAROLD ET MAUDE	ALBERT NOBBS
dim 15 10 h 45	Concert J. Kalichstein (piano) : Brahms, Schubert	
dim 15 15 h	HAROLD ET MAUDE	ALBERT NOBBS
dim 15 18 h 30	L'EDEN-CINEMA	ALBERT NOBBS
mar 17 20 h 30	RHINOCÉROS	ALBERT NOBBS
mer 18 20 h 30	L'EDEN-CINEMA	ALBERT NOBBS

RADIO-TÉLÉVISION

VU

KATYN

C'est quand même incroyable, cette affaire de Katyn. Comment se fait-il que, trente-sept ans plus tard, on puisse encore poser la question de savoir qui des Russes ou des Allemands, est coupable du massacre de plusieurs milliers d'officiers polonois dans une forêt des environs de Smolensk entre avril 1940 et juillet 1941. Seule, en l'occurrence, la date du crime peut désigner le coupable. L'arme, elle — chacun de ces hommes a été abattu d'une balle allemande tirée à bout portant dans la nuque et ressortie par le front —, l'arme ne prouve rien. Ces munitions avaient été vendues en très grand nombre aux pays païens avant la guerre et seraient pu être utilisées aussi bien d'un côté que de l'autre.

— Alors ? — s'exclame Alain Decaux dans un rappel, mercredi soir sur Antenne 2, le peu qu'on sait sur ces extermimations en masse. L'émotion du gouvernement polonais en exil après la découverte de la fosse, la rupture avec Moscou, des bruits, des on-dit, une colère de Staline, une lettre de Goebbels, la réponse embarrassée à qui l'on demandait ce qu'étaient devenus les douze mille officiers déportés par les Russes après la partition

CLAUDE SARRAUTE.

TRIBUNES ET DEBATS

VENDREDI 6 JANVIER

M. Michel Jobert, président et fondateur du mouvement des démocrates, est interrogé sur Europe 1, à 8 h. 30.

— Le magazine « Panorama », sur France-Culture à 12 h. 45,

est consacré au Centre Georges-Pompidou, avec la participation de MM. Robert Bourdin, ancien président de l'établissement, et Jean Baudrillard, sociologue.

— Le magazine « La France », avec M. Jacques Delors, conseiller économique du P.S., sur R.M.C., à 13 h. 20.

JEUDI 5 JANVIER

CHAINE I : TF 1

18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Animmaux : Caméra au poing ; 19 h. 10. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien... raconte ! ; 20 h. Journal.

20 h. 30. Feuilleton. La filière, de G. Perrault et J. Cosmos, réal. G.-A. Lefranc, avec Cl. Brosset, J. Balutin, A. Laurence, D. Brian. 21 h. 35. Magazine d'actualité : le forum de l'Expansion ;

22 h. 30. Raymond Barre, premier ministre, face aux élus d'entreprise.

22 h. 40. Allons au cinéma.

22 h. 10. Journal.

CHAINE II : A 2

19 h. 20. Emissions régionales ; 19 h. 45, Jeu ; 20 h. Journal. 20 h. 35. Série : Banlieue sud-est, d'après R. Fallet, réal. C. Granier. 22 h. Série documentaire : Légendes de la mort, de P. Duymet et P. Fenicot (Le Marqondadi, réalisation M. Teulade). Performances des pratiques magiques dans nos campagnes.

22 h. 30. Journal.

CHAINE III : FR 3

19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Présence socialiste ; 20 h. Jeux.

VENDREDI 6 JANVIER

CHAINE I : TF 1

13 h. Journal ; 13 h. 35. Emission régionale ; 18 h. À la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Animmaux : Caméra au poing ; 19 h. 10. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien... raconte ! ; 20 h. Journal.

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Nuit folle », de P. Corbert, avec A. Alaine, M. Dudicourt, J.-P. Lucet, J. Ardouin.

22 h. 20. A bout portant : Carlos.

23 h. 20. Journal.

CHAINE II : A 2

15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Feuilleton sur : 18 h. 25. Dorothée et ses amis ; 18 h. 30. Il est 18 h. 30 ; 18 h. 35. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu ; 20 h. Journal.

20 h. 30. Série : Les folles Offenbach (la Grande Duchesse), réal. M. Boisroux ; 21 h. 35. Littéraire : Apostrophes de B. Pivot.

Vers en Chine. Avec M. E. Monach (Mémoire d'Estherne-Aude) ; 22. Rouz (la Recréation ou les nouveaux dirigeants chinois) ; le docteur G. Vélez (l'Amour et la mort) ; 23. Broclette (le Deuxième Retour de Chine) ; Mme M. Lot (pour le Mois Pamphlets et libelles).

22 h. 45. Journal.

22 h. 50 FILM (Ciné-club) : JE VOUS AI TOUJOURS AIME, de F. Borzage (1946), avec

Nomination de directeurs généraux

Antenne 2 :

M. Xavier Larère.

— Alors que M. Maurice Ulrich, nouveau président de la denière chaîne privée à rejoindre les deux collègues de M. Marcel Julian, on apprend que M. Xavier Larère est maintenant pour trois ans dans ses fonctions de directeur général d'Antenne 2, poste qui l'occupait depuis janvier 1977.

Ami et conseiller de l'ancien président, M. Jacques Chancel demeure, quant à lui, producteur du « Grand Schéma », émission mensuelle, dont la prochaine édition sera à la fois du mois, consacrée à l'oléoduc de Jean-Stéphane Grappelli.

FR 3 : M. Claude Lemoine.

— M. Claude Lemoine, directeur de Radio-France, qui a été nommé directeur général de cette société, dont le président est M. Claude Contamine, récemment reconduit dans ses fonctions. La création de ce poste fait de M. Claude Lemoine le numéro 2 de la troisième chaîne et traduit la volonté d'accroître le développement régional de FR 3.

— M. le 21 avril 1952, à Paris, M. Claude Lemoine, est nommé adjoint à l'atelier, Journal de l'Action automobile, secrétaire de rédaction à la Société générale de presse (1952), il entre au cabinet du ministre de l'Intérieur (1954-1958), avant de devenir conseiller technique au cabinet de M. de Bresson, directeur général de l'O.R.T.P. et directeur du département de l'information pour les relations publiques (1959-1972), puis adjoint au directeur de la régie des stations régionales de l'ORTF, lors de l'élection de M. Bertrand Cousin, qui était directeur adjoint, devient directeur des affaires administratives, professionnelles et sociales.

— M. le 21 avril 1952, à Versailles, ancien élève de l'ENA, maître des œuvres au Conseil d'état depuis 1967, M. Gabriel de Broglie a appris, aux côtés de M. André Marcel, ministre des Jeunes et des Sports (1968-1969), M. Maurice Schumann, également ministre des Jeunes et des Sports (1969-1970), M. Pierre Courteau, premier ministre de M. François Mitterrand (1972-1973), M. Edmond Michelet, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles (1973-1974), puis adjoint à M. Bertrand Cousin, qui était directeur général de Radio-France depuis 1974.

M. Claude Lemoine est par ailleurs, collaborateur du monde où il tient la rubrique des élections.

Pour sa part, M. Bertrand Cousin, qui était directeur du cabinet de M. Contamine, est nommé

secrétaire général. M. René Han reste directeur délégué aux relations internationales et M. André Santer, directeur administratif et financier. Notons que disparait l'organigramme M. Maurice Cazeau, directeur chargé du programme national de FR 3 depuis janvier 1975, qui redébute réellement dans son rôle de directeur général d'Antenne 2, poste qui l'occupait depuis janvier 1977.

— M. René Han, ancien élève de l'ENA, militaire au service au Conseil d'état depuis 1976, M. Bertrand Cousin fut chargé de mission auprès du commissaire au tourisme (1971), rapportant près la cour de discipline, bureau des sports et commissions sportives du haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs (1974), avant d'entrer à FR 3 comme directeur du cabinet de M. Contamine.

Radio-France :

M. Gabriel de Broglie.

— M. Gabriel de Broglie, qui est directeur de Radio-France, est nommé directeur général des œuvres confiées à son poste dans l'organigramme M. Jean-Louis Larivière, directeur de l'information ; Pierre Wilem, directeur de France-Inter ; Yves Jaiju, directeur de France-Culture ; Pierre Vozin, directeur des programmes et services musicaux M. Albert Ayard devient directeur de Radio-France Internationale, M. Jean Durand-Smet, qui était directeur adjoint, devient directeur des affaires administratives, professionnelles et sociales.

— M. le 21 avril 1952, à Versailles, ancien élève de l'ENA, maître des œuvres au Conseil d'état depuis 1967, M. Gabriel de Broglie a appris, aux côtés de M. André Marcel, ministre des Jeunes et des Sports (1968-1969), M. Maurice Schumann, également ministre des Jeunes et des Sports (1969-1970), M. Pierre Courteau, premier ministre de M. François Mitterrand (1972-1973), M. Edmond Michelet, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles (1973-1974), puis adjoint à M. Bertrand Cousin, qui était directeur général de Radio-France depuis 1974.

M. Claude Lemoine est par ailleurs, collaborateur du monde où il tient la rubrique des élections.

Pour sa part, M. Bertrand Cousin, qui était directeur du cabinet de M. Contamine, est nommé

T.D.F. : M. Maurice Rémy.

— Le conseil des ministres a confirmé mercredi 4 janvier la reconduction de M. Jean Autin dans ses fonctions de Président de l'Administration de France 3. M. Autin avait été renouvelé le 29 décembre 1977.

— Les obsèques publiques lui seront rendus à 10 h. 30, par le bûcheron Bernard Lemaire, du bûcheron de Paris, par MM. Louis Ballot, au nom du comité central du parti communiste français, et Mme Gallot, au nom du bureau confédéral de la CGT.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques publiques lui seront rendus à 10 h. 30, par le bûcheron Bernard Lemaire, du bûcheron de Paris, par MM. Louis Ballot, au nom du comité central du parti communiste français, et Mme Gallot, au nom du bureau confédéral de la CGT.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

— Les obsèques de M. Maurice Rémy, avocat honoraire, rédacteur en chef du journal « Le Droit », organes de la CGT, auront lieu le vendredi 6 janvier 1978

en province.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,44
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.D.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régional

O.A.

Le P.D.G. d'une société en développement
RÉGION ALSACE
ARTICLES DE MÉNAGE
MÉTALLIQUES ET PLASTIQUES
300 personnes — C.A. 40-M. F.
recherche son

Directeur Général

charge de :
— mettre en œuvre le plan de réorganisation et de redressement de l'entreprise,
— prendre en main directement l'Unité de production,
— assurer une coordination efficace entre les différentes fonctions : Commercial, Production, Finances.
• 35 ans minimum - Formation supérieure. Expérience de 5 à 8 années dans une fonction similaire.
• Remunération élevée.
• Intérêt pour un sous forme de prise de capital envisageable.
• Logement assuré.
Envoyer C.V., photo et préventions à :
OUROUHOFF ET ASSOCIES
21, rue de la Source - 75016 Paris

AIRWELL

Dans le cadre de l'extension de son unité de fabrication Electro-mécanique, 100 kilomètres à l'Ouest de PARIS propose pour assurer la démarquage et la responsabilité d'une importante installation de peinture, un emploi

D'AGENT DE MAITRISE

Ce poste convient à un homme jeune de bonne formation de base ayant la goût de l'ambition de personnel et une expérience technique de fabrication, qui sera adaptée par une formation spécialisée.
Adresser C.V. + photo, Service du Personnel, route de Verneuil - 27370 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE. Téléphone (26) 32-50-12.

LA DIRECTION REGIONALE DES TELECOMMUNICATIONS DU LANGUEDOC ROUSSILLON

374, Allée Henri II de Montmorency 34035 MONTPELLIER

recherche

1 INSPECTEUR SPECIALITE «GENIE CIVIL»
pour études, réalisations techniques, et organisation

RECRUTEMENT SUR TITRES RESERVE AUX DIPLOMES D'ECOLES D'INGENIEURS

ou titulaires :
-d'une maîtrise d'informatique ou de télécommunication
-de certains diplômes d'études supérieures commerciales

PARTICIPATION

sous condition admise pour les candidats susceptibles d'obtenir leur titre ou diplôme à la fin de l'année scolaire 1977-1978

ADRESSER VOTRE CANDIDATURE AVANT LE 31 JANVIER 1978

Renseignements et inscriptions dans les Directions Régionales des Télécommunications des Châteaux de Résidence

IMPORTANT SOCIÉTÉ recherche pour GRANDE VILLE DU SUD-OUEST

CHEF D'ÉQUIPE EXPLOITATION ORDINATEUR

Trois à cinq ans d'expérience dans cette qualification sur I.R.S. 80.

Disponible immédiatement.

Nationalité française exigée.

Ecrire avec C.V. détaillé; préventions et photo sous n° 41.596, CONTESSA PUBLICITE, 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

POUR REFORCER SON EQUIPE MARKETING IMPORTANT GROUPE EUROPÉEN

(100 % EST PARIS)

recherche

CHEF DE PRODUIT

Ayant l'expérience des produits de grande consommation.

LE CANDIDAT SE VERRA CONFÉRÉ :

• la gestion d'une ligne de produits leaders.
• la mise sur le marché de nouveaux produits. Responsable du mix de sa gamme. Il possède une bonne connaissance des études marketing et une bonne connaissance de la pratique de l'allemand souhaitée.

Envoyer C.V. manuscrit et photo récente à : HAVAS 51106 BRISBES, n° 7330, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de veiller bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressants et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DANS LE CADRE DU RECRUTEMENT SUR TITRES ORGANISE PAR L'ADMINISTRATION DES PTI LA DIRECTION DES AFFAIRES INDUSTRIELLES et INTERNATIONALES recherche

DIPLOMES D'ÉCOLES D'INGÉNIERS et D'ÉCOLES SUPÉRIEURES de COMMERCE

Age : 30 ans au plus

Liberés des obligations militaires

POSTES A POURVOIR :

1) Ingénieur électronique ou informaticien,

très bonne connaissance de l'anglais et d'une autre langue pour coordonner opérations

coopération technique et promotion exportation industrie télécommunications (réf A)

2) Diplômé d'études commerciales (ESCP-HEC JF-DEA) ou DESS Marketing de Grands I) ou Licence de Sciences économiques plus : ESCAT - ESEC Angers - EDHEC du Nord, IC Nancy, IECS Strasbourg ISS - IEP de Paris (Section économique et financière) pour préparer et suivre l'expérimentation des nouveaux services des télécommunications ; connaissance méthodes de sondage et tests produits nouveaux souhaités (réf B)

Adresser avant le 31 Janvier 1978, C.V. détaillé et photo en précisant la ref du poste sous numéro 6388 à LTP

31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

LEADER DANS LE DOMAIN DE LA PETITE MÉCANIQUE recherche

INGÉNIER

POUR SON DÉPARTEMENT "PRODUCTIVITÉ SA FONCTION :

• Recherche des actions de productivité : Coordination et suivi des objectifs de productivité retenus.

SON PROFIL :

• Ingénier environ 30 ans ;

• Expérience des problèmes de production et de méthode ;

• Bonnes connaissances de l'analyse de la valeur ajoutée.

Env. C.V. manuscrit, photo et présent. à 43.041, CONTESSA Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

offres premier emploi

le CELSA

organisé à l'intention des Jeunes sans emploi de 18 à 25 ans

des stages de formation (loi du 5/7/77), en

LANGUE ANGLAISE

option 2ème Langue possible

Objectif:

• acquérir la maîtrise de la langue de la communication quotidienne;

• s'initier ou se perfectionner à la langue de l'entreprise

Formation complétée par un stage à l'étranger de 4 semaines voyage, hébergement, frais de scolarité pris en charge

Conditions :

• Niveau Bac ou Bac plus 2 ans

• Durée du stage : 7 mois

• Début du stage : 23 Janvier 1978

• Lieu : Neuilly sur Seine

Stage remuneré à 80% du SMIC

Renseignements et inscriptions au CELSA

77 rue de Villiers 92252 Neuilly/Séine

Tél : 747.60.26

Vous êtes disponible.

Vous avez une forte personnalité, une grande facilité d'adaptation et le goût des contacts humains.

Vous avez moins de 25 ans et un niv. bac + 2 ans d'et. super.

Faites une carrière commerciale

cergic

GROUPE ESSEC vous présente une offre de formation supérieure pratique spécialisée, dirigée de votre côté par des chercheurs et enseignants de renommée internationale.

Responsable d'Unité de recherche et enseignement :

— Vendeur, Négociateur de contrats.

— Mise en œuvre et développement d'un programme d'apprentissage (assuré par l'entreprise).

Rémunération : 90 % du SMIC.

Début des cours : 16 Janvier 78.

Inscriptions : 1er et 2ème tour, av. 26-41-77.

offres premier emploi

Le Monde met

chaque jour à la disposition de ses lecteurs cette rubrique dans les pages d'annonces classées :

OFFRES PREMIER EMPLOI

et de proposer les propositions uniquement destinées aux jeunes à la recherche d'un premier emploi.

Réponse : 90 % du SMIC.

Début des cours : 16 Janvier 78.

Inscriptions : 1er et 2ème tour, av. 26-41-77.

SC2

CALCOMP S.A.

dans le cadre de l'expansion de ses activités en France.

recherche pour son Siège à PARIS

1) pour sa division O.E.M. produits mémoires

INGÉNIER

Maintenance

Réf. N. 158

Stage avant et après vente.

Expérience discrète exigée - connaissance MINI

MICROS

2) pour son département produits graphiques.

TECHNICIENS

DE MAINTENANCE

Réf. G 159

pour son service après-vente.

Expérience informatique - Niveau B.T.S.

Anglais exigé - Formation assurée

Env. C.V. et prét. en indiquant référence du poste

à : CALCOMP, 43, rue de la Brèche-aux-Loops

PARIS-12^e

PIUANT GROUPE INTERNATIONAL
LEADER MONDIAL DANS UN DOMAINE DE TECHNICITÉ DE POINTE - RECHERCHE

JEUNE DIPLOMÉ

GRANDE ÉCOLE

SCIENTIFIQUE OU COMMERCIALE

sa mission :

• développement des carrières d'ingénieurs et techniciens hautement qualifiés d'une capacité de 1.000 personnes;

• élaboration et mise en œuvre de plan de formation ;

• recrutement ;

son expérience :

2 à 3 ans d'expérience acquise dans

Le Monde

économie

SELON LA SOFRES

Une majorité de chefs d'entreprise estiment que le plan Barre a échoué

M. Raymond Barre, qui devait répondre jeudi 5 janvier aux questions de plusieurs centaines de chefs d'entreprise réunis à l'occasion du forum de l'Expansion, aura peut-être quelques difficultés à les convaincre de bienfondé de ses actions. C'est du moins ce qui ressort d'un sondage effectué entre le 21 novembre et le 9 décembre par la SOFRES auprès de deux mille patrons (1) : 50 % d'entre eux estiment que le plan Barre a été « plutôt un échec », 39 % seulement jugent qu'il s'est « plutôt bien déroulé ». L'avis du premier ministre n'est pas positive que l'en ce qui concerne le commerce extérieur (58 % d'avis favorables). Elle est en revanche jugée négative en ce qui concerne l'emploi (55 %), les prix (54 %), la croissance (58 %) et surtout les marges des entreprises (79 %).

Dès lors, on ne saurait s'étonner que les chefs d'entreprise soient morosés en ce début d'année. C'est ainsi que 40 % d'entre eux estiment que l'évolution des entreprises dans leur firme s'est dégradée en 1977 (39 % jugant qu'il s'est amélioré) et une 53 % considèrent leurs carnets de commandes inférieurs à la normale. Conséquence : 50 % n'ont

embauché définitivement aucun salarié depuis le 1^{er} septembre 1977.

Pourtant, 60 % des chefs d'entreprise interrogés estiment que la situation économique de la nation aux prochaines élections (contre 28 % en septembre 1976) et s'en félicitent. La mise en place d'un gouvernement de gauche déboucherait, selon eux, sur la nationalisation des banques et des grands groupes industriels et une forte augmentation de leurs charges. Une profonde dépréciation du franc et une forte hausse des prix. Les perspectives offertes par un gouvernement socialiste homogène ne sont guère plus souhaitables : seule différence : les risques d'entreprise seraient un peu moins tenus de résister devant l'augmentation des effectifs.

Souhaitées par les patrons, une victoire de la majorité n'rait cependant pas sans problèmes. Les perspectives économiques seraient certes meilleures (hausse des prix comprise entre 8 et 10 %

selon les chefs d'entreprise interrogés) mais les investissements et les effectifs, malgré bon nombre de succès, sont considérablement décevants. Ainsi 44 % d'entre eux (contre 42 %) pensent qu'une cinquième semaine de congés payés serait accordée ; 46 % que le SMIC serait porté à 1 500 F ou au 2 000 F. 38 % estiment même qu'il pourra être supérieur à cette somme.

(1) Il faut noter que ce sondage a été effectué avant que soit connu le bon résultat enregistré sur les prix de détail au deuxième et à ce moment de tension à l'VEDP.

ÉNERGIE

• Le gouvernement saoudien a récemment reçu un « plan technique et économique détaillé » de l'ARAMCO (consortium de l'Arabie Saoudite et des américaines exploitant l'essentiel des gisements pétroliers d'Arabie Saoudite) pour porter de 11,8 à 16 millions de barils par jour la capacité de production du royaume, annonce, le 4 janvier, le bulletin *The Middle East Reporter*. Ce plan prévoit des investissements de l'ordre de 22 milliards de dollars d'ici la fin de 1980.

• La société I.R.A.-SPIRE-CAPA, filiale française du consortium composé de SPIRE-Batignolles et de CAPAG - CETRA (groupe Schneider) va construire, en association avec la société polonoise Polimex, un terminal de 310 000 tonnes de charbon qui doit livrer en Iran les champs de gaz de Kangan à la frontière soviétique. Une conduite géante de 56 pouces de diamètre doit mener à partir de 1981 le gaz iranien vers l'Europe de l'Ouest, via l'URSS. Les deux premiers tronçons ont été attribués récemment à la société italienne Salini, et le dernier pourrait l'être à une société soviétique. La lettre d'intention, ayant valeur de commande, signée par les sociétés françaises, porte sur 80 millions de dollars. L'ensemble du projet est estimé à 24 milliards de dollars. Cinq des huit sociétés concessionnaires étaient américaines et le contrat ne semblerait pas devoir leur échapper.

• Nominations à la Cour des comptes. M. René Notret, conseiller-maitre à la Cour des comptes, est nommé président de chambre en remplacement de M. Le Conte, admis à faire valoir ses droits à la retraite. D'autre part, MM. Jacques Brunaud, Philippe Baer, Pierre Viot, Jean Prada, Michel Benoist, conseillers-maires, sont nommés à la Cour des comptes par décret du 4 janvier. Ils remplacent les conseillers-maires M. Jean Langlois, administrateur civil ; Jean Michardière, ingénieur général du génie rural des eaux et forêts, et Pierre Limousineau, administrateur civil au ministère de l'économie et des finances.

C.M. Industries holding dont l'activité principale était la pharmacie avec le laboratoire Clin Midy, vient de renforcer sa position dans le secteur alimentaire. Après des prises de participation importantes dans Panania, les fruits d'Ajaccio, les fruits confits Armanière, les biscuits Gervex et Céraliment-Lu-Brun (premier groupe européen), C.M. Industries vient de prendre le contrôle — avec vraisemblablement plus de 50 % du capital — de Poulain S.A., holding du premier groupe chocolatier français dont les principales filiales sont Les Chocolats Poulain, Les Chocolateries d'Annecy (450 millions de chiffre d'affaires) et la Sogna moutarde et condiments (110 millions de chiffre d'affaires).

Affaire familiale fondée en 1948, le groupe Poulain, qui a été restructuré en 1972, détient 40 % dans le capital de la société suisse Interfood qui gère 1 milliard de francs suisses de chiffre d'affaires avec les mar-

Les grands contrats français à l'étranger ont représenté 47 milliards de francs en 1977

Le Moniteur du commerce international, organe du C.P.C.E (Centre permanent de commerce extérieur), vient de publier une enquête sur les grands contrats signés par des entreprises françaises avec l'étranger. Ce document recense quatre cent cinquante contrats d'au moins 10 millions de francs conclus entre le 1^{er} novembre 1976 et le 30 octobre 1977 tout en restant encore nettement inférieure par rapport à 1974 (- 4,8 %), indique la Fédération nationale des travaux publics (F.N.T.P.) dans son bulletin de fin d'année. Voici par secteur d'activité les prévisions pour 1978 et 1979 avec en parentheses les dernières estimations de la profession pour 1977.

(1) Distillation du pétrole pour obtenir des produits de base pour colorants, détergents, insecticides et plastiques.

LES PRINCIPAUX PAYS ACHETEURS (Résultats d'au moins 500 millions de francs) (Résultats d'au moins 500 millions de francs)

	En milliards de FF
Iran	13,5
Arabie Saoudite	5,0
Union soviétique	4,6
Nigéria	2,8
Côte-d'Ivoire	2,0
Gabon	1,8
Pakistan	1,6
Malaisie	1,4
Venezuela	1,4
Brésil	1,3
Algérie	0,7
Tunisie	0,6
Vietnam	0,5
Abu-Dhabi	0,5
Indonésie	0,5
Egypte	0,5
Etats-Unis	0,5

En

affaires

Sur les 47 milliards, 15 milliards sont revenus à la construction électrique, 12 milliards aux infrastructures et au bâtiment, 10 % en volume en 1977. La Fédération prévoit une stagnation de l'activité au niveau de 1977.

• Secteur privé (— 10 % en volume en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur public (— 2,2 % en valeur en 1977). En 1978, l'augmentation des crédits de fonctionnement investissement (+ 4,5 %) et le recours dans l'utilisation de crédits pour 1977 devraient se traduire (malgré la faiblesse des autorisations de programme) par une augmentation d'activité de 4,4 % en valeur et de 3,3 % en volume par rapport à 1977.

• Secteur des collectivités locales (+ 2,8 % en volume en 1977). Avec la poursuite de l'encadrement du crédit et de la baisse de l'épargne des ménages, la croissance en 1978 ne devrait être que de 8,8 % en valeur et de 0,6 % seulement en volume.

• Secteur des entreprises publiques (+ 4,5 % en volume en 1977). Il existe l'élément moteur de la branche avec une progression prévue de 14,5 % en valeur et 8 % en volume.

• Secteur privée (— 10 % en volume en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité au niveau de 1977.

• Secteur public (— 2,2 % en valeur en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur des collectivités locales (+ 2,8 % en volume en 1977). Avec la poursuite de l'encadrement du crédit et de la baisse de l'épargne des ménages, la croissance en 1978 ne devrait être que de 8,8 % en valeur et de 0,6 % seulement en volume.

• Secteur des entreprises publiques (+ 4,5 % en volume en 1977). Il existe l'élément moteur de la branche avec une progression prévue de 14,5 % en valeur et 8 % en volume.

• Secteur privé (— 10 % en volume en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur public (— 2,2 % en valeur en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur des collectivités locales (+ 2,8 % en volume en 1977). Avec la poursuite de l'encadrement du crédit et de la baisse de l'épargne des ménages, la croissance en 1978 ne devrait être que de 8,8 % en valeur et de 0,6 % seulement en volume.

• Secteur des entreprises publiques (+ 4,5 % en volume en 1977). Il existe l'élément moteur de la branche avec une progression prévue de 14,5 % en valeur et 8 % en volume.

• Secteur privé (— 10 % en volume en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur public (— 2,2 % en valeur en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur des collectivités locales (+ 2,8 % en volume en 1977). Avec la poursuite de l'encadrement du crédit et de la baisse de l'épargne des ménages, la croissance en 1978 ne devrait être que de 8,8 % en valeur et de 0,6 % seulement en volume.

• Secteur des entreprises publiques (+ 4,5 % en volume en 1977). Il existe l'élément moteur de la branche avec une progression prévue de 14,5 % en valeur et 8 % en volume.

• Secteur privé (— 10 % en volume en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur public (— 2,2 % en valeur en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur des collectivités locales (+ 2,8 % en volume en 1977). Avec la poursuite de l'encadrement du crédit et de la baisse de l'épargne des ménages, la croissance en 1978 ne devrait être que de 8,8 % en valeur et de 0,6 % seulement en volume.

• Secteur des entreprises publiques (+ 4,5 % en volume en 1977). Il existe l'élément moteur de la branche avec une progression prévue de 14,5 % en valeur et 8 % en volume.

• Secteur privé (— 10 % en volume en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur public (— 2,2 % en valeur en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur des collectivités locales (+ 2,8 % en volume en 1977). Avec la poursuite de l'encadrement du crédit et de la baisse de l'épargne des ménages, la croissance en 1978 ne devrait être que de 8,8 % en valeur et de 0,6 % seulement en volume.

• Secteur des entreprises publiques (+ 4,5 % en volume en 1977). Il existe l'élément moteur de la branche avec une progression prévue de 14,5 % en valeur et 8 % en volume.

• Secteur privé (— 10 % en volume en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur public (— 2,2 % en valeur en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur des collectivités locales (+ 2,8 % en volume en 1977). Avec la poursuite de l'encadrement du crédit et de la baisse de l'épargne des ménages, la croissance en 1978 ne devrait être que de 8,8 % en valeur et de 0,6 % seulement en volume.

• Secteur des entreprises publiques (+ 4,5 % en volume en 1977). Il existe l'élément moteur de la branche avec une progression prévue de 14,5 % en valeur et 8 % en volume.

• Secteur privé (— 10 % en volume en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur public (— 2,2 % en valeur en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur des collectivités locales (+ 2,8 % en volume en 1977). Avec la poursuite de l'encadrement du crédit et de la baisse de l'épargne des ménages, la croissance en 1978 ne devrait être que de 8,8 % en valeur et de 0,6 % seulement en volume.

• Secteur des entreprises publiques (+ 4,5 % en volume en 1977). Il existe l'élément moteur de la branche avec une progression prévue de 14,5 % en valeur et 8 % en volume.

• Secteur privé (— 10 % en volume en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur public (— 2,2 % en valeur en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur des collectivités locales (+ 2,8 % en volume en 1977). Avec la poursuite de l'encadrement du crédit et de la baisse de l'épargne des ménages, la croissance en 1978 ne devrait être que de 8,8 % en valeur et de 0,6 % seulement en volume.

• Secteur des entreprises publiques (+ 4,5 % en volume en 1977). Il existe l'élément moteur de la branche avec une progression prévue de 14,5 % en valeur et 8 % en volume.

• Secteur privé (— 10 % en volume en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur public (— 2,2 % en valeur en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur des collectivités locales (+ 2,8 % en volume en 1977). Avec la poursuite de l'encadrement du crédit et de la baisse de l'épargne des ménages, la croissance en 1978 ne devrait être que de 8,8 % en valeur et de 0,6 % seulement en volume.

• Secteur des entreprises publiques (+ 4,5 % en volume en 1977). Il existe l'élément moteur de la branche avec une progression prévue de 14,5 % en valeur et 8 % en volume.

• Secteur privé (— 10 % en volume en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur public (— 2,2 % en valeur en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur des collectivités locales (+ 2,8 % en volume en 1977). Avec la poursuite de l'encadrement du crédit et de la baisse de l'épargne des ménages, la croissance en 1978 ne devrait être que de 8,8 % en valeur et de 0,6 % seulement en volume.

• Secteur des entreprises publiques (+ 4,5 % en volume en 1977). Il existe l'élément moteur de la branche avec une progression prévue de 14,5 % en valeur et 8 % en volume.

• Secteur privé (— 10 % en volume en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur public (— 2,2 % en valeur en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur des collectivités locales (+ 2,8 % en volume en 1977). Avec la poursuite de l'encadrement du crédit et de la baisse de l'épargne des ménages, la croissance en 1978 ne devrait être que de 8,8 % en valeur et de 0,6 % seulement en volume.

• Secteur des entreprises publiques (+ 4,5 % en volume en 1977). Il existe l'élément moteur de la branche avec une progression prévue de 14,5 % en valeur et 8 % en volume.

• Secteur privé (— 10 % en volume en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur public (— 2,2 % en valeur en 1977). La Fédération prévoit une stagnation de l'activité.

• Secteur des collectivités locales (+ 2,8 % en volume en 1977). Avec la poursuite de l'encadrement du crédit

RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

à l'étranger
étrangers en 1977

Corse

LE MOUVEMENT ANTI-AUTONOME
FRANCIA : pas de
contre-terrorisme.

Le mouvement anti-autonomiste clandestin Francia affirme, dans un communiqué remis à la presse mercredi 4 janvier à Bastia, qu'une équipe financée, armée et dirigée par l'étranger, est en place sur Corse pour porter atteinte aux démocraties européennes et Francia (Front d'action nouvelle contre l'indépendance et l'autonomie) déclare que le but de ces groupes extrémistes « est de saboter les biens de la population française et de porter atteinte à l'unité de la nation et de la République ». Francia réaffirme qu'aucun attentat ne sera commis en son nom.

Poitou-
CharentesM. FRANCIS HARDY (R.P.R.)
ÉLU PRÉSIDENT
DU CONSEIL RÉGIONAL

(De notre correspondant)

Poitiers. — Par vingt-quatre voix contre vingt à M. Pierre Morelly (non inscrit), député de la Charente, M. Francis Hardy (R.P.R.), député de la Charente, a été élu mercredi 4 janvier président du conseil régional de Poitou-Charentes. Il succède à M. Jacques Foucher (app. P.R.), député des Deux-Sèvres, qui exercait la présidence depuis le 7 janvier 1976 et dont le mandat venait à terme.

A PROPOS DE...

LE BILAN DES PRIMES D'AIDE

L'artisanat au secours
de la France fragile

À ce moment où, dans beaucoup de branches et de régions, l'industrie donne des signes de faiblesse, peut-on trouver, dans l'artisanat, un relais économique susceptible d'offrir des emplois et de réanimer les départements ou les localités les plus touchées par la crise économique ?

C'est ce que pensent en tout cas les responsables de l'aménagement du territoire et ceux du ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat. Les services d'information de M. René Monory viennent de faire connaître de quelle manière, région par région, les primes artisanales avaient été accordées par les préfets entre août 1976 et août 1977.

Ces primes d'installation ou de transition, qui varient de 8 000 à 25 000 francs selon l'importance du programme d'investissement et la région concernée, semblent, à l'analyse des statistiques, aller dans le sens des priorités de la politique d'aménagement du territoire.

En effet, les Pays de la Loire (avec 300 primes), l'Auvergne (273), la Bretagne (179), l'Aquitaine (141), le Limousin (122), qui sont des régions chères à la DATAR, bénéficient des attributions les plus nombreuses. C'est même le Puy-de-Dôme (128) suivi du Maine-et-Loire (101) qui détiennent les records nationaux. En revanche, les départements de l'Ile-de-France, du Centre, de Picardie, de Lorraine, sont beaucoup moins bien lotis, les lanternes rouges se recrutant dans le Val-d'Oise (une prime), l'Eure-et-Loir (1), le Gers (2), la Meuse (5) et Paris (1).

Certains déduisent de ces chiffres que le dynamisme créateur et l'esprit d'entreprise trouvent des terrains plus propices à l'ouest d'une ligne Clermont-Nîmes qu'à l'est, ce qui renverse les jugements habituels sur la France rurale et la France fragile.

Au total, 85 % des primes ont été attribuées à des artisans pour le plus bas âge de vingt à trente-cinq ans, qui s'installent en milieu rural. Deux mille quatre cent cinquante-cinq primes ont

été versées en France métropolitaine pour une enveloppe de 32,5 millions de francs, ce qui représente des investissements de 320 millions de francs.

320 millions : ce sera pour les uns une bagatelle. De quoi construire quelques dizaines de kilomètres d'autoroute ou de combiner un cinquième du déficit de la R.A.T.P., ou d'assurer pendant huit heures seulement l'exécution du budget de l'Etat. Mais, pour d'autres, cette enveloppe d'investissement produit — en valeur ajoutée, en créativité et en capacité de réaménager les bourgs et les villages, — un considérable pouvoir d'centralisation économique et social. Ces 320 millions de francs, c'est l'équivalent de trois cinquièmes des investissements industriels aidés par la DATAR en 1976. Ces investissements industriels devront « produire » trente-cinq mille cinq cent quarante-huit emplois.

En relevant par analogie, les 320 millions d'investissements artisanaux devraient donc pouvoir produire au moins vingt mille à vingt-cinq mille emplois.

Toujours au chevet des comparaisons quantitatives, vingt à vingt-cinq mille emplois, c'est un contingent susceptible de régler avec une large marge de sécurité un problème aussi difficile que la conversion de la sidérurgie lorraine.

Dans la politique d'aménagement du territoire comme dans la politique économique générale, l'artisanat mérite, au même titre que l'agriculture, l'industrie ou le secteur de services, une place entière. Peut-être même une place privilégiée si les experts parviennent à démontrer que, à investissement égal, l'artisanat est davantage créateur d'emplois que l'industrie.

FRANÇOIS GROSIRICHARD.

TRANSPORTS

Le trafic marchandises de la S.N.C.F.
a diminué de 3 % en 1977

Le trafic voyageurs de la S.N.C.F. en 1977 sera supérieur d'environ 15 % à celui de 1976, a annoncé Paul Gentil, directeur général de la S.N.C.F., dans une interview à l'hebdomadaire *La Vie du rail*. Le trafic marchandises, en revanche, sera inférieur de 3 % à celui de 1976, avec un peu moins de 66 milliards de tonnes-kilomètres, non compris le trafic des colis et de détail.

Dans les conditions économiques actuelles, a déclaré M. Gentil, un accroissement continu de notre trafic voyageurs, qui n'est pas nécessairement celui de cette année, constitue un résultat encourageant puisque nous conservons notre part du marché, ce qui n'était pas le cas entre 1960 et 1969. Cet accroissement devrait se poursuivre en 1978, a souligné, à ce propos, que « la consommation d'essence, qui est un bon indice du volume des déplacements effectués en voitures particulières, s'est accrue de moins de 1 % en 1977 ».

Quant au trafic de marchandises, il a souffert de la baisse de 13 % environ des transports de minéraux, produits sidérurgiques et matériaux de construction, qui représentent 30 % de l'ensemble des transports de marchandises de la S.N.C.F. Pour l'ensemble des autres trafics, on a observé une progression de 2 %.

Paris

L'AMÉNAGEMENT DES HALLES :
SUPPLÉMENT D'INFORMATION
POUR LE PROJET BOFLI

La majorité des membres de la commission des abords se sont abstenu lors du vote, mercredi 4 janvier, sur le projet d'un ensemble de logements conçu par l'équipe de l'architecte Ricardo Bofil pour les Halles (du *Monde* du 6 décembre 1977).

Lors d'une première réunion, le 15 décembre dernier, la commission avait demandé à être informée sur l'aménagement d'ensemble de l'ancien carreau des Halles. M. Dominique Saglio, directeur de la Société d'aménagement des Halles (SEMAH), lui a présenté le 4 janvier l'état actuel du plan masse et des contraintes dues à l'installation de la gare souterraine de métro express et du centre commercial.

La commission a souhaité voir sur une carte toutes les voies et tous les bâtiments qui seront édifiés autour du futur jardin, le long des rues Pierre-Lescot et Berger, pour avoir une idée de la conception architecture d'ensemble.

La commission des abords est en fait la deuxième section de la commission supérieure des monuments historiques. Elle est chargée de donner un avis au ministre sur les projets de constructions aux abords des monuments historiques classés ou inscrits (dans le quartier des Halles, également Saint-Eustache), la commission comprenant des fonctionnaires et des personnalités désignées par le ministère, parmi lesquelles on compte actuellement quatre architectes libéraux et un représentant d'association.

Un décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

Le décret du 28 décembre 1977 (Journal officiel du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figuraient obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation et de

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Société Anonyme au capital de F 143.404.000
Siège social : Tour Maine-Montparnasse 33, avenue du Maine - 75755 PARIS CEDEX 15
Représenté au Commerce Paris 8 602 036 444

EMPRUNT DE F70 MILLIONS NOMINAL

représenté par 500.000 obligations de F140 nominal
Convertibles en actions

- Prix d'émission : F140.
- Jossance : 1^{er} janvier 1978.
- Intérêt annuel : 10,50%.
- Taux de rendement actuarial brut : 11,40% (en cas de non conversion).
- Durée de l'emprunt : 12 ans.
- Souscription des obligations - Droit de priorité aux actionnaires : du 2 janvier 1978 au 23 janvier 1978 inclus, à raison de DEUX obligations pour CINQ actions de F 100 possédées.
- Amortissement : en 7 ans maximum à partir du 1^{er} janvier 1983, par voie de tirage au sort annuel et remboursement à des prix progressant de F 142,80 à F 182.
- Convertibilité en actions : à tout moment, à partir du 1^{er} juillet 1978, à raison d'UNE action de F 100 nominal pour UNE obligation de F140 nominal.

Une note d'information ayant reçu le visa de la COB n° 77.171 en date du 21 décembre 1977 est tenue à la disposition du public (BALO du 26 décembre 1977).

SILIC

Les loyers du premier segment de l'exercice en cours (1^{er} juillet au 31 décembre 1977) et ceux émis le 1^{er} janvier 1978 pour le troisième trimestre sont comparables, concernant les émissions complémentaires d'ici au 31 mars s'élèvent à 37.236.000 F.

Ce chiffre est à comparer à ceux des deux exercices précédents pour les périodes correspondantes :

1975 - 1976 1976 - 1977 1977 - 1978

28.188.000 F 31.860.000 F 37.236.000 F

+ 12% + 18%

Cette progression confirme les indications concernant l'exercice en cours publiées par la société à l'occasion de l'ouverture de la souscription à son augmentation de capital, qui se termine le 19 janvier.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

GAZ DE FRANCE Obligations 8,30 % 1973

Les intérêts courus du 22 janvier 1977 au 21 janvier 1978 sur les obligations Gaz de France 8,30 % 1973 ont été payés au taux de 74,70 F par titre de 1.000 F nominale contre détachement du coupon n° 5 ou échange d'un coupon nominal de 1.000 F contre un coupon nominal de 1.000 F, soit à la valeur donnant droit à un avoir fiscal de 8,30 F (montant global 63 F). En cas d'option pour régularisation préétablie, cette option formant la base de prélèvement libératoire, le taux sera de 12,44 F, soit un net de 62,28 F.

Le paiement des coupons est effectué par le Trésor (trésoreries directes du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à la Caisse centrale de Charpentier, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après : Crédit industriel et commercial de Paris, Banque de Paris, Banque des Pays-Bas, Crédit de Nord, Crédit commercial de France, Crédit immobilier et commercial et banques C.I.C., Société générale, Société de banque, Société marseillaise de crédit, Banque de l'union européenne, Banque de l'Indochine et banques régionales, Banque centrale, Banque centrale, Banques populaires et toutes les Banques populaires de France, Société canadienne de banque.

SOCIÉTÉ NANCÉENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET VARIN - BERNIER

Répartition d'actions gratuites

partie du 8 janvier 1978, attribuée au titre de 100 obligations de 100 F nominal, émises loutchaine du 1^{er} janvier 1977, libérées par prélevement sur leurs réserves, réparties à raison d'une action pour 100 F, soit 100 F, droit d'attribution : coupon n° 19.

Les demandes d'attribution sont reçues dans les agences : au siège social et dans toutes les agences ;

au Crédit industriel et commercial, rue de la Victoire, à Paris ; et à tous les guichets des banques affiliées à son groupe.

La notice exigée par le loi a été publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 3 janvier 1978.

SOCIAL

RUPTURE ENTRE LES SYNDICATS C.G.T. ET C.F.D.T.

Pas de grève à l'E.D.F.

Il n'y aura pas de coupures de courant dans les prochaines semaines à l'E.D.F. Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. n'ont pu, le 4 janvier, se mettre d'accord sur le taux proposé, à compter de la seconde quinzaine de janvier, soit des grèves de deux heures, avec baisse de la production, deux fois par semaine, soit des grèves tournantes, avec coups quotidiens d'une heure.

Les syndicats ont repoussé ces revendications à l'acmé de la crise, mais n'ont pas fait non plus d'intransigeance, malgré la pression exercée par les salariés.

• **Les débrayages chez Michelin** — Michel Ferrand. — Les deux syndicats C.G.T. et C.F.D.T. devaient se rencontrer jeudi 5 janvier pour déterminer les modalités des accès de travail étant d'ores et déjà prévus samedi 7 janvier. L'appel à deux heures de grève, lancé par la seule C.G.T., mercredi 4 janvier aux usines de Clermont-Ferrand, a été peu suivi : moins de 10 % des ouvriers selon la direction. En revanche, à l'usine de Cholet (deux mille cinquante personnes) la grève a été très suivie. Elle a participé à des débrayages, et certains d'entre eux ont manifesté dans la ville, le matin, puis l'après-midi, pour protester contre la modification des horaires de travail le samedi et le dimanche.

• **Débrayage dans une entreprise de la métallurgie** — André Portier, où la quasi-totalité du personnel (environ mille cent personnes) a débrayé une heure, mercredi 4 janvier, pour s'opposer à la disparition de la firme, dont le bilan a été déposé le 16 décembre (le Monde du 5 janvier).

• **La Fédération C.G.T. des travailleurs de la métallurgie** envisage de lancer un mot d'ordre d'arrêt de travail, dans la deuxième quinzaine de janvier, pour obtenir une convention collective nationale, un salaire minimum de 2.300 francs, une réduction de la durée du travail et la cinquième semaine de congé payé.

EN VUE DE LA RÉUNIFICATION

Une délégation de l'U.C.T. participerait au comité national de la CGC

L'année qui commence vers-telle se réalise la réunification de la C.G.C. et de l'U.C.T.? En tout cas, la plupart des étapes du retour des contestataires (dont le chef) est aujourd'hui fixée. M. J.-L. Mandinaud a la présidence des syndicats, M. Van de Charpentier devrait être élu à la présidence de la C.G.C. en 1978, si le projet mis sur pied en marge du dernier congrès de la C.G.C. en juin dernier, est respecté. Il prévoit une période d'association qui doit commencer avec l'année 1978.

L'U.C.T. a également représenté au congrès consultatif du comité confédéral de la C.G.C. deux au comité directeur et un dans les commissions consultatives de la confédération ainsi que dans ses unions locales ou régionales. En outre, des contacts seront établis en cas de décision importante ou de nécessité. Ainsi, lorsque les deux syndicats d'une même branche industrielle fusionneront. Sauf imprévu, les militants U.C.T. sous une forme non encore définie, seront présents au prochain congrès de la C.G.C. en 1978. Dix ans après la création de leur union, ils s'intégreront de nouveau dans la centrale de Gramont.

Quand cette forme d'association jusqu'à présent resté en bâti, il devrait prendre forme dans jours qui viennent. Après une série de contacts, durant toute l'année, entre les dirigeants deux organisations, la C.G.C. concrétisera sa volonté d'assurer la réunification. Le résultat de ce processus sera la formation de l'U.C.T. à ses prochains congrès (peut-être à la fin de l'année 1978). Dans cette perspective, l'U.C.T. s'inscrit à l'ordre du jour de son comité national du samedi 7 janvier, la délégation qui entame à Rennes.

• **Manifestations d'agriculteurs** — A Moutiers (Savoie), quelque sept cents agriculteurs (Savoie, Haute-Savoie et de l'Isère) ont manifesté, mercredi 4 janvier, pour réclamer la revitalisation des aides à l'agriculture de montagne, inchangées depuis 1972, et l'étude de dispositions pour éviter le dépeuplement des villages et des vallées en haute montagne. Près de Bourgoin-sur-Mer (Pays-de-Caen), une cinquantaine de producteurs de lait ont bloqué l'entrée d'une laiterie de Villedieu pour protester contre la "tasse de corsepondance" sur le lait (le Monde du 20 décembre 1977).

• **Polémique entre éleveurs et vétérinaires** — Les dirigeants des syndicats de vétérinaires ont estimé récemment que les éleveurs maltraitaient mal les problèmes sanitaires, surtout dans les élevages industrielles qualifiées de "concentrationnaires", qu'ils pratiquaient un "marché du sang" (médicaments) (anti-gonflement et antibiotiques) préoccupant pour la qualité de la viande. Les vétérinaires ont regretté notamment que, en dépit de la loi sur la pharmacie vétérinaire (1975), trop de dérogations soient accordées aux groupements producteurs qui peuvent ainsi procéder à l'importation de médicaments sans autorisation.

• **Réponse de la Confédération nationale de l'élevage (C.N.E.)** — Ces accusations sont parfaitement injustifiées, il s'agit d'une opération publicitaire sur le dos des éleveurs. Dans l'intérêt du consommateur, la C.N.E. estime « logique que les groupements d'éleveurs disposent des moyens prophylactiques nécessaires ».

THIS ANNOUNCEMENT APPEARS AS A MATTER OF RECORD ONLY



AFRICAN DEVELOPMENT BANK

U.S. \$125,000,000
Long-Term Credit Facility

MANAGED BY

The Long-Term Credit Bank of Japan, Limited
Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG - Dresdner Bank International - Midland Bank Limited

First Boston (Europe) Limited

Standard Chartered Merchant Bank Limited
Crédit Commercial de France
Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

CO-MANAGED BY

The Tokai Bank, Limited
First National Boston Limited
Banque Worms
Provincial Bank of Canada International Limited

Banque Européenne de Tokyo
Banque Intercontinentale Arabe
DG BANK Deutsche Genossenschaftsbank

RADS PROVIDED BY

The Chase Manhattan Bank, N.Y.
Standard Chartered Bank Limited
Midland Bank Limited
The Tokai Bank, Limited
Crédit Commercial de France
Banque Européenne de Tokyo
Banque Internationale pour l'Afrique
DIG BANK Deutsche Genossenschaftsbank
The Industrial Bank of Kuwait, K.S.C.
Banque Worms
The Fuji Bank, Limited
Williams & Glyn's Bank Limited
Banque Internationale pour l'Afrique
Occidental (B.M.I.)
The National Bank, Limited
Associated Japanese Bank International Limited
The Sumitomo Trust and Banking Co., Ltd
Union Méditerranéenne de Banques

The Long-Term Credit Bank of Japan, Limited
Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG - Dresdner Bank International - UBAF-Arab Japanese Finance Limited
The First National Bank of Boston
Barclays Bank International Limited
Euro-American Bank and Trust Co.
Provincial Bank of Canada International Limited
Société Générale de Banque S.A.
Banque Française du Commerce Extérieur
Kuwait Foreign Trading Contracting & Investment Co. (S.A.K.U.)
The Tokyo Kobe Bank, Limited
Arab African Bank - Cairo
Banque Bruxelles Lambert S.A.
Crédit Chiriqué
UBAF Bank Limited

AGENT BANK

The Chase Manhattan Bank, N.Y.

25 DECEMBER 1977

Chemical Bank a maintenant sa propre banque d'affaires internationale

London Multinational Bank Limited est devenue filiale à part entière de la Chemical Bank et s'appelle désormais Chemical Bank International Limited.

Chemical Bank International Limited
1 Union Court, Old Broad Street, London EC2N 1EA.
Telephone: 01-283 8171 Telex: 883615/6

مكتبة من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES

3-4. DIPLOMATIE
— La visite en France du président des Etats-Unis.
5. ASIE
— Le conflit entre Hanoï et Phnom-Penh.
6. AMERIQUES
— « Le Chili » normalisé (II), par Thierry Malenik.

7 à 11. POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : les compléments sont apportés au programme commun par le P.S. ; la Haute-Normandie face à la relève de son personnel politique.

12. SOCIÉTÉ

La politique à l'école.
Les pourvoies du maire de Nice contre trois journaux parisiens.

LE MONDE DES LIVRES
PAGES 13 à 16
LE FEUILLETON DE Bertrand Polet-Delpach : Le blan (20).
LES LETTRES ÉTRANGÈRES : Gabriel García Marquez, voyant souverain.
CONGRÈS : Le Pen Club adopte un projet de Déclaration des droits de l'érivain.
HISTOIRE : Les Français.

17 - 19. ARTS ET SPECTACLES

THÉÂTRE : les « Temps nouveaux », de l'Ensemble de Gennarilliers ; le III^e Festival des travailleurs immigrés.

24 à 26. ÉCONOMIE

CONJONCTURE : Selon la SOFRES, une majorité de chefs d'entreprise estiment que le plan Barre a échoué.

25. REGIONS

ENVIRONNEMENT : M. d'Ornano annonce cent mesures pour la qualité de la vie.

LIRE ÉGALEMENT
RADIODÉLÉVISION (20)
Annonces classées (22 et 23) : Aujourd'hui (21) ; Bulletin d'enseignement (21) ; Caméo (20 et 21) ; « Journal officiel » (21) ; Lettre à l'ambassadeur et Lettre à Météorologie (21) ; Mots croisés (21) ; Bourse (27).

DAIM style
spécialiste du vêtement de peau H. F.
SOLDES
réparat. transform. nettoyage
89, rue des Victoires - Paris - 260.95.13

Demain Vendredi à 14 h.

SOLDES
annuels de sacs et bagages
34, boulevard Haussmann
METRO CHAUSSEE-D'ANTIN

charbon SOLDE
et fabrique... c'est pourquoi il crée installe décore ses meubles d'exposition 1977 pour faire place à ses nouvelles créations 1978
5 étages : 3.000 m² d'exposition de meubles contemporains, rustiques et de tapis.
5 étages : 3.000 m² d'exposition de meubles d'exposition 1977 pour faire place à ses nouvelles créations 1978
A B C D E F G

Les autorités monétaires américaines annoncent qu'elles soutiendront le dollar

Washington. — Pour la deuxième fois en quinze jours, l'administration américaine s'est trouvée dans l'obligation d'affirmer sa volonté d'intervenir sur les marchés des changes pour défendre le dollar.

Le 21 décembre 1977, alors que la baisse de la devise américaine s'accentuait, le président Carter, en vacances à Plains, prenait l'initiative inhabituelle de faire publier par la Maison Blanche une déclaration affirmant sa volonté de préserver l'intégrité du dollar.

Avec le recul, il semble que cette affirmation visait autant à préparer la nomination à la tête de la Réserve fédérale de M. William Miller, en remplacement de M. Arthur Burns, que pour calmer les critiques adressées par l'Europe et le Japon à l'indifférence affichée par Washington face au déclin persistant de la valeur de la monnaie américaine. La réaction à la démission de Miller, — après la réouverture au lendemain des fêtes de fin d'année, démontre l'échec de cette opération. La baisse du dollar se transforme en débandade.

Faisant face à cette situation, le Trésor a annoncé, mercredi dans un communiqué conjoint avec le Système de réserve fédéral, un accord de crédit réciproque avec la Bundesbank allemande, qui lui permettra d'acquérir des deutschemarks pour soutenir le dollar. Elle a souligné

SPECTACULAIRE REMONTÉE DES COURS DU DOLLAR

Le dollar, tombé mercredi au plus bas niveau historique par rapport aux monnaies fortes, s'est très vivement redressé jeudi 5 janvier, après l'annonce des mesures de soutien décidées par les autorités monétaires américaines. D'un jour à l'autre, son cours a bondi à Francfort, de 2,65 deutschemarks à 2,15 deutschemarks ; à Zurich, de 1,90 franc suisse à 2,04 franc suisse, et à Tokyo, de 105,50 yens à 109,50 yens, la variation atteignant 5 % à 7 % dans les deux premiers cas, ce qui ne s'était encore jamais vu. Il est vrai que, selon les taunistes, les marchés sont relativement « creux » à l'heure actuelle, ce qui favorise le mouvement spectaculaire des écarts, à la hausse comme à la baisse.

A Paris, le dollar s'est également déprécié de manière très sensible, passant de 4,61 F à 4,73 F, mais moins fortement qu'à l'étranger, après 4,76 F (+ 2,8 %), de sorte que le franc s'est vivement redressé par rapport au deutschemark, coté 2,82 F contre 2,72 F la veille, et rapporté au franc suisse, dont le cours a atteint de 2,40 F à 2,32 F environ. Sur le marché de l'or, la réaction a été également forte : le cours de l'once, après être passé en deux séances (mardi et mercredi) de 165 dollars à 172 dollars, est brutalement revenu à son niveau de départ.

De notre correspondant que cet accord est déjà en état d'être approuvé, laissant ainsi entendre que le crédit allemand était déjà utilisé pour intervenir sur les marchés. De fait, la devise américaine avait amorcé un redressement, mercredi, dès avant l'annonce de l'accord.

Le crédit en question a été ouvert en vertu des accords de « swap » conclus par le « Fed » avec les principales banques centrales étrangères, selon lesquels il peut se procurer des devises pour intervenir sur les marchés. Le réseau de « swaps » totalise quelque 20 milliards de dollars (dont 2 milliards avec la Bundesbank), mais une fraction seulement de cette somme est mobilisable en pratique (celle qui correspond aux monnaies fortes). Pour des opérations de soutien, le Trésor dispose des ressources du Fonds de stabilisation des changes, quelque 4,7 milliards de dollars, qui peuvent servir de contrepartie à des emprunts en devises.

Mais il est contraire à la politique américaine d'intervenir sur des montants importants, bien que, sous la pression des pays européens, la Réserve fédérale ait augmenté son soutien en décembre.

Nouveau voyage

à Tokyo

Fondamentalement, la position américaine reste inchangée. Pour Washington, les interventions sur les marchés doivent corriger les désordres spécifiques, mais nuilement affecter les tendances de base. Un haut fonctionnaire du Trésor l'avait souligné avec force lors de la déclaration du président Carter. Personne n'a dit le contraire mercredi.

Plus que la déclaration du Trésor, c'est, pense-t-on à Washington, l'annonce du voyage à Tokyo, la semaine prochaine, du représentant spécial de la Maison Blanche pour les

négociations commerciales, M. Robert Strauss, qui constitue le meilleur augure à moyen terme pour le dollar, dans la conjoncture actuelle.

Dans l'immédiat, la devise américaine restera affectée, même si un redressement technique se produit après l'effondrement des derniers jours, par les incertitudes qui planent sur la politique que mènera M. William Miller à la tête du système bancaire central, incertitudes qui ne seront levées que par ses décisions.

Le maintien d'un déficit considérable de la balance commerciale en 1978

louera également. Or, faute d'un programme énergétique, et faute d'une

politique de développement durable

qui stimulerait les importations de produ

cts américains, la seule perspective

de l'amélioration de la balance commerciale est une réduction du déficit des échanges avec le Japon.

La visite de M. Strauss signifie que Tokyo est prêt à de nouvelles concessions. Le négociateur commerçant américain avait catégoriquement déclaré le mois dernier, lors de la visite à Washington du ministre japonais des affaires économiques extérieures, M. Nobuhiko Ushiba, qu'il ne se rendrait au Japon que si ce dernier était prêt à faire un effort supplémentaire pour répondre aux demandes américaines.

M. Strauss ira à Tokyo non seulement pour obtenir une ouverture plus grande du marché japonais à la viande de bœuf et aux agrumes américains, objectif auquel tient

le gouvernement japonais à accepter une réduction de l'excédent de sa balance des comptes plus rapide que ce qu'il envisage actuellement. Du point de vue américain, un excédent japonais de 6 milliards de dollars en 1978 au lieu de 10 millions en 1977, reste trop considérable. Le Japon, estime Washington, doit faire plus pour assumer ses responsabilités internationales.

(Intérim.)

NOUVELLES BRÈVES

• **Vente d'or du F.M.I.** à un prix record. — Le Fonds monétaire international a vendu 524 000 onces d'or au prix record de 171,26 dollars l'once. Les offres des souscripteurs acceptés par le F.M.I. s'échelonnaient de 171,26 à 180 dollars pour un contrat moyen de 172,24 dollars. L'échange mensuel pourraient au cours de clôture à Londres (171,85 dollars). Les enchères s'effectueront par la méthode dite « hollandaise », tout à fait adjugé au prix le plus bas accepté par le Fonds.

• **L'approvisionnement de la France en protéines.** — Le conseil supérieur d'orientation des productions et de gestion des matières agricoles, qui s'est réuni le 1^{er} janvier, sous la présidence de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, pour entendre deux rapports (*Le Monde* du 5 janvier) sur la réduction de la dépendance de la France, a décidé de constituer un groupe de travail. Il sera composé de M. Pol, directeur scientifique de l'Institut de la recherche agronomique (Inra), de M. André, directeur de la production et des échanges au ministère de l'agriculture, et de professionnels. Le groupe rendra ses conclusions pour le 8 février prochain.

• **Le concorde d'Air France.** — Le coefficient de remplissage global des Concorde d'Air France pour l'année 1977 s'est élevé à 83,5 % et non pas à 50,36 %, comme cela a été indiqué par erreur dans *Le Monde* du 5 janvier.

• **L'éboulement du tunnel du Rove.** — L'Stat a été rendu responsable par le tribunal administratif de Marseille de l'aboulement du tunnel navigable du Rove, reliant le Rhône à Marseille.

Le procès avait été intenté par l'avocat des trois compagnies maritimes utilisatrices du tunnel. La réparation s'y était déroulée sans incident de 1971 à 1983 : elle fut mise à cette dernière date en cause d'un éboulement au cours duquel la route s'effondra sur une centaine de mètres.

PRÊT-A-PORTER

HOMMES - DAMES - JUNIORS

RETOUCHES GRATUITES

CLUB DU SAMEDI

CCB

PLACE NETTE = SOLDES MONSTRES

DES ARTICLES DÉMARQUÉS

DE 10 % A 40 %

JUSQU'A ÉPUISÉMENT DES STOCKS D'HIVER

— Manteau 75 % cashemire homme	540 F	432 F
— 3/4 mouton retourné homme	880 F	704 F
— Costume 3 pièces pure laine	545 F	490 F
— Pulls	69 F	51 F
— Manteau femme 50 % poil de chameau	440 F	290 F
— Robes	219 F	165 F
— Pulls shetland	69 F	35 F

Remise de 5 % supplémentaire à la caisse sur présentation de ce bon Valable jusqu'au 28 janvier 1978

« CLUB DU SAMEDI »
17, rue d'Aboukir, PARIS - Métro Sentier - Tél. 233-42-59
Du Lundi au Samedi, de 9 h à 19 h. Nocturne Mardi jusqu'à 21 h.

La polémique sur le vote des Français à l'étranger

A Nice

M. J. BONHOMME (R.P.R.) : MM. Defferre et Mitterrand sont plus amnésiques que jamais.

Intervenant dans la polémique sur le vote des Français de l'étranger, M. Jacques Bonhomme (appartenant R.P.R.), député de Tarn-et-Garonne, estime qu'il n'a rien dans tout cela qui puisse évoquer la notion d'escroquerie pas plus de de racket, moins que la démarche discrète soit pratiquée tous les partis soit assimilée à un racket.

Il ajoute notamment : « Dans tout cela, nul détournement, nulle contrainte, nulle illégalité.

Or qui s'indigne, lamente et menace ? MM. Defferre et Mitterrand c'est-à-dire les protagonistes, mais aussi les plus porteurs de l'escroquerie électorale la plus finement élaborée de l'histoire de toutes les Républiques. Grâce aux appartenements institués par les formations politiques auxquelles appartiennent MM. Defferre et Mitterrand, les Français ont pu voir — en 1951 et en 1956 — des candidats communistes, gaullistes, poujadistes battus par leurs adversaires qui avaient obtenu plusieurs milliers de voix de moins qu'eux.

» Mieux encore ces mêmes hommes réussirent, en 1956, à faire invalider par l'Assemblée du moment une quinzaine de députés poujadistes régulièrement élus (il y en avait environ cinquante) ; il y en aurait eu le double sans les appartenements et les prétextes juridiques inconciliables anodins et à les faire remplacer par de petits camarades.

» Décidément, MM. Defferre et Mitterrand sont plus amnésiques que jamais. *

(Lire nos informations page 11.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE VISITERA LA BOURGOGNE LES 26 ET 27 JANVIER

Le voyage que M. Giscard d'Estaing doit faire en Bourgogne, et au cours duquel il prononcera un discours sur le « bon et vivant pour la France », aura lieu les jeudi 26 et vendredi 27 janvier. Selon les informations publiées, le jeudi 5 janvier, par le quotidien régional *le Bien public*, et confirmées par l'Élysée, le président de la République se rendra d'abord à Auxerre (Yonne), dont le maire, M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du P.R., est candidat aux élections législatives. Puis M. Giscard d'Estaing gagnera la Côte-d'Or, s'arrêtera à Vitteaux, Précy-sous-Thil, Saulieu et Sombernon, et passera la nuit à Dijon.

Le 27 janvier, le chef de l'Etat se rendra à Beaune, où M. Jean-Philippe Lécat, chargé de mission du président de la République, est candidat aux élections législatives. M. Giscard d'Estaing rencontrera les représentants des vignerons, avant de gagner la Saône-et-Loire, où il prononcera, dans la soirée, à Verdun-sur-le-Doubs, un discours retransmis en direct par la radio et par la télévision.

En janvier chez Old England

Costumes - vestons sur mesure

au prix spécial de 2200 F

Coupés dans nos tissus anglais exclusifs : peignox, saxyon, tweed, flanelle, etc.

Et aussi, importés d'Angleterre,
les pyjamas 78 F
les chemises 52 F

Old England

12, bd des Capucines, Paris 9^e

9 h 30 / 12 h 30 - 14 h / 18 h 30

pierre d'alby

Solde ses collections

135, boulevard Saint Germain - Paris 6

15, rue de Passy - Paris 16